

DENIS Margot

Majeure ASC – Sciences Po Lille

SCIENCES
PO
LILLE.

MÉMOIRE DE RECHERCHE DE QUATRIÈME ANNÉE

Grève au Journal du Dimanche

Étude d'une mobilisation de journalistes pour le journalisme



Sous la direction de Sandrine Lévêque, professeure de Science politique à l'IEP de Lille, chercheuse au CERAPS, UMR 8026 du CNRS.

Année 2023-2024

AVERTISSEMENT

Sciences Po Lille n'entend donner aucune approbation ni improbation aux thèses et opinions émises dans ce mémoire de recherche. Celles-ci doivent être considérées comme propres à l'auteur.

J'atteste que ce mémoire de recherche est le résultat de mon travail personnel, qu'il cite et référence toutes les sources utilisées et qu'il ne contient pas de passage ayant déjà été utilisé intégralement dans un travail similaire.

RÉSUMÉ

Les journalistes du *Journal du dimanche* ont réalisé une grève de 40 jours pour défendre des intérêts relevant de leur éthique professionnelle et de leur identité en tant que groupe. La grève, dans un contexte de concentration médiatique accrue, illustre la lutte pour l'indépendance éditoriale et la défense des conditions de travail dans une profession en mutation. Ce travail montre comment les journalistes ont mobilisé leurs ressources et réseaux pour défendre l'intégrité de leur journal, malgré leur inexpérience du militantisme. Leur engagement et leur mobilisation dépasse le cadre du JDD, s'inscrivant dans une dynamique plus large de résistance face aux pressions économiques et politiques sur la presse.

Mots-clés : grève, médias, journalisme, Journal du Dimanche, concentration médiatique, indépendance éditoriale, déontologie journalistique, mobilisation, mouvement social, engagement professionnel.

ABSTRACT

Journalists at Le Journal du dimanche have staged a 40-day strike in defense of their professional ethics and group identity. Against a backdrop of increasing media concentration, the strike illustrates the struggle for editorial independence and the defense of working conditions in a changing profession. This work shows how journalists mobilized their resources and networks to defend the integrity of their newspaper, despite their inexperience of militancy. Their commitment and mobilization went beyond the JDD, forming part of a broader dynamic of resistance to economic and political pressures on the press.

Keywords: strike, media, journalism, Journal du Dimanche, media concentration, editorial independence, journalistic ethics, mobilization, social movement, professional commitment.

Remerciements

Je souhaite d'abord remercier ceux et celles qui ont rendu cette recherche possible. Merci à Sandrine Lévêque, ma directrice de mémoire, pour l'intérêt et l'enthousiasme qu'elle a montré pour mon sujet dès les premiers moments et tout au long de l'année ainsi que son encadrement et sa sollicitude. Je remercie énormément les anciens journalistes du JDD qui ont accepté de me rencontrer et de passer de l'autre côté du miroir pour se soumettre à ces entretiens.

Merci à Cédric Passard, directeur de la majeure Analyse des Sociétés Contemporaines dans laquelle j'ai eu la chance de passer cette année. Vos conseils et votre encadrement méthodologique ont été d'une grande aide dans la construction de ce mémoire, ainsi que vos longs documents PDF.

Je suis également reconnaissante envers Stéphane Beaud, notre enseignant en sociologie dont la passion pour sa discipline a été inspirante, à Cambrai et durant l'année. Merci pour vos encouragements.

Enfin, merci à mes ami.e.s et mes proches qui m'ont soutenu dans la réalisation de ce mémoire. Merci à Mayssa et Emma, mes colocataires avec lesquelles j'ai partagé le meilleur et le pire de cette année, votre soutien a été des plus précieux. Merci à Lucie pour avoir été la meilleure partenaire de BU. Merci à Edgar pour avoir été le meilleur partenaire de pause de BU.

Table des matières

Remerciements.....	3
Table des matières	4
INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	5
<i>Actualité et enjeux du sujet</i>	5
<i>État de l'art</i>	7
<i>Problématisation et hypothèse de recherche</i>	12
<i>Présentation de la méthode et limites</i>	12
<i>Annonce du plan</i>	15
Partie 1. Émergence d'une mobilisation de journalistes, un évènement inattendu dans un contexte pourtant propice.....	17
Chapitre 1. Un secteur professionnel en mutation où la mobilisation de va pas de soi	17
1.1 Paysage médiatique nouveau : le JDD, vieux journal dans un secteur en crise	18
1.2 Les journalistes professionnels en France : salariés et plus encore ?	20
1.3 La difficile émergence d'une mobilisation de journalistes	31
1.4 Le poids grandissant de l'actionnariat dans les médias : tensions structurelles	40
Chapitre 2. Enjeux de la mobilisation au <i>Journal du Dimanche</i>.....	45
2.1 Attachement au JDD : le « rituel du dimanche »	46
2.2 Souvenir des mobilisations précédentes (Canal +, Europe 1, i-Télé).....	48
2.3 « L'ombre » de Vincent Bolloré et l'extrême droite	50
2.4 Éthique professionnelle et déontologie	54
Chapitre 3. Ressources de la mobilisation : grève de journalistes, une mobilisation comme les autres ?	56
3.1 Le rôle de la SDJ	56
3.2 Les syndicats de journalistes	61
3.3 La communication et la grève de journalistes	62
3.4 Des journalistes pour les journalistes : élévation de la cause.....	64
Partie 2. « Un mois de combats » : de la grève à la lutte, la création d'un engagement dans la rédaction du JDD	67
Chapitre 4. Une mobilisation « improbable » ? Les facteurs initiaux défavorables à l'apparition du mouvement	67
4.1 Une rédaction peu politisée	67
4.2 Manque d'expérience contestataire.....	69
4.3 David contre Goliath : un combat perdu d'avance ?	73
Chapitre 5. Apprentissage d'un répertoire d'action : la grève du JDD comme premier engagement contestataire d'ampleur.....	74
5.1 Choc et émulation collective : quand l'émotion mène à la mobilisation	75
5.2 Dynamiques internes de la mobilisation : organisation, communication, stratégie de négociation	77
Chapitre 6. Trajectoires personnelles dans la grève.....	82
6.1 Réflexion sur les valeurs et les normes de la profession journalistique à la lumière de la grève... 82	
6.2 Redéfinition de l'identité professionnelle à travers l'engagement dans la mobilisation.....	86
6.3 Trajectoires professionnelles post-grève : persévérance et remise en question	88
CONCLUSION GÉNÉRALE	91
Bibliographie.....	93
Annexes	97
Annexe 1 : grille d'entretiens.....	97

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Actualité et enjeux du sujet

Le 22 juin 2023, vers 11h, une notification apparaît sur les écrans des téléphones des journalistes de la rédaction du *Journal du Dimanche*. Il s'agit d'un nouvel article du journal *Le Monde* titré : « *Geoffroy Lejeune devrait prendre la direction du « Journal du dimanche »* ». Un brouhaha se fait alors entendre au sein de *l'openspace* de la rédaction, d'ordinaire calme et studieux. Les journalistes arrêtent ce qu'ils étaient en train de faire pour aller propager la nouvelle aux uns et aux autres. Les messages se multiplient sur les différents groupes de discussion des services du journal. On cherche à tout prix à vérifier l'information, à croiser les sources. Que dit le directeur ? Que dit la direction ? Tout l'immeuble de Lagardère News ne parle bientôt plus que de ce nom, Geoffroy Lejeune. Ancien directeur du magazine *Valeurs Actuelles*, hebdomadaire d'opinion placé à l'extrême-droite, et licencié quelques jours auparavant. Ce journaliste de 35 ans est connu pour ses opinions conservatrices proches de la pensée du polémiste Éric Zemmour. L'annonce de son limogeage récent faisait l'objet de blagues au sein de la rédaction du JDD, qui savait que son directeur actuel était pressenti pour prendre la direction de *Paris-Match* et quitterait donc bientôt leur journal. Les plaisanteries imaginaient donc M. Lejeune sauter sur cette opportunité, « *Tu vas voir, ils vont nous refiler Lejeune* », disait-on. La réalité prend ainsi des allures de comble pour les journalistes du JDD.

À la suite de cette nouvelle, la rédaction du *Journal du dimanche* a décidé de se mettre en grève pour protester contre l'arrivée de Geoffroy Lejeune. Un mouvement qui durera 40 jours et qui empêchera la publication du journal par six fois. Cette grève n'est pas restée un mouvement interne au groupe de médias Lagardère News, elle a interpellé l'ensemble de la profession journalistique et recueilli des soutiens venant de bords différents, aussi bien politiques qu'intellectuels et culturels. Le mouvement a fait parler de lui dans la majorité des grands quotidiens généralistes français, ainsi que dans plusieurs titres étrangers en Italie, en Espagne, au Royaume-Uni et aux États-Unis, notamment dans *The Guardian*, *Il Foglio*, *La Nacion*, *The Daily Telegraph* ou même *The New-York Times*. Sa longévité a aussi battu des records et en fait la mobilisation la plus longue de l'histoire de la presse française. On connaît peu de mobilisations de journalistes ayant bénéficié d'un tel écho et d'un tel soutien.

Depuis les mobilisations d'i-Télé et d'Europe 1, en 2016 et 2021, une inquiétude grandit dans le monde journalistique, celle de l'acquisition de plus en plus importante de grands groupes de médias par des individus ultra-riches, entraînant une concentration médiatique qui

fait craindre pour l'infléchissement du débat public et l'indépendance des rédactions. La concentration médiatique se réfère au contrôle croissant des médias par un nombre restreint d'entreprises et d'individus, entraînant une homogénéisation des contenus et une influence accrue des propriétaires sur les lignes éditoriales. Cette tendance, accentuée par des acquisitions successives et des fusions, menace le pluralisme des médias, considéré comme un pilier fondamental de la démocratie, au point que certains économistes appellent aujourd'hui à « sauver les médias »¹. Dans ce contexte, la grève du JDD apparaît non seulement comme une réponse à une crise interne, mais aussi comme un acte de résistance face à une tendance préoccupante de concentration du pouvoir médiatique. En effet, la nomination de Geoffroy Lejeune a été perçue comme une menace directe à la ligne éditoriale du journal, jusqu'ici modérée et appliquée à se conformer aux critères d'impartialité et de neutralité faisant partie de la déontologie des journalistes.

L'intérêt d'étudier la mobilisation du JDD est donc de se demander pourquoi cette mobilisation, née dans un tel contexte, fait pourtant figure d'exception dans le paysage médiatique français. Les mobilisations de journalistes sont, en effet, rares et peu entendues. La profession ne possède pas d'histoire contestataire forte et prend rarement part aux grands mouvements sociaux nationaux. Journalisme et militantisme sont souvent considérés comme des mots antagonistes en raison de l'impératif de neutralité qui incombe aux journalistes de ne pas prendre parti. Alors, pourquoi les journalistes se mobilisent ? Et à quoi ressemble une mobilisation de journalistes ? La grève du JDD a eu un écho particulièrement important mais est-elle exemplaire dans son fonctionnement, dans son organisation et dans ses méthodes ? En étudiant l'émergence et le déroulement de la grève, le but est aussi de percevoir les ressources spécifiques de cette profession qui vont différencier une mobilisation de journalistes d'une mobilisation d'ouvriers ou de fonctionnaires par exemple. Une profession telle que celle de journaliste répond aussi à certaines exigences et possède un rôle social particulier dans la société, ce qui peut influencer un mouvement social.

Cette recherche ambitionne de fournir une analyse approfondie de la grève du JDD, tout en situant ce phénomène dans un cadre plus large de transformation du journalisme et de la société. Elle vise à éclairer les enjeux contemporains du journalisme en France et à contribuer à une meilleure compréhension des défis et des opportunités auxquels la profession est confrontée. Ce mémoire se propose d'analyser la grève du JDD sous deux angles

¹ Cagé J. (2015), *Sauver les médias. Capitalisme, financement participatif et démocratie*, Paris, Seuil.

complémentaires : d'une part, les dynamiques structurelles qui traversent le champ journalistique en mutation, et d'autre part, les motivations individuelles des journalistes engagés, ancrées dans leurs trajectoires personnelles. En effet, la transformation du paysage médiatique, marquée par cette concentration accrue des médias, la précarisation de la profession et l'essor des nouvelles technologies, a créé un contexte propice à l'émergence de mobilisations. Parallèlement, les trajectoires personnelles des journalistes, peu habituées à la mobilisation, leurs valeurs et leurs expériences professionnelles jouent un rôle crucial dans leur engagement.

*

État de l'art

Le *Journal du Dimanche* est un journal hebdomadaire paraissant en France depuis 1948. Jusqu'à aujourd'hui, il a souvent été considéré comme le journal dominical de référence en termes d'actualité nationale. Cependant, ce journal est globalement absent des études sociologiques ou de la sociologie du journalisme, ne se distinguant pas par une quelconque innovation déontologique (tel *Le Monde*, avec la création d'une société de rédacteurs dès 1951), [Ruellan, 2014] ou relative à la liberté de la presse. Il est donc peu cité et ne possède pas de référence scientifique spécifique. En revanche, comme l'explique l'historien des médias Christian Delporte dans un article de la *Revue des médias*², le JDD détient une « notoriété » dans le champ médiatique français, « *Le JDD a ce monopole de l'espace médiatique pendant un moment très particulier de la semaine, le week-end. Il est donc repris partout.* ». L'annonce de l'arrivée de Geoffroy Lejeune au poste de directeur de la rédaction du journal a donc été un choc dans la sphère médiatique et notamment au sein de la rédaction du journal qui a par la suite décidé de se mettre en grève. La grève au JDD a duré 6 semaines, du 22 juin au 1^{er} août 2023 et est devenue la plus longue grève au sein de la presse française.

Dans le premier communiqué publié par la rédaction en grève, le terme de « stupéfaction » à l'annonce de la nomination est utilisé pour expliquer le sentiment général de la rédaction. Au sein de la sociologie de la mobilisation collective, Christophe Traïni a montré dans son ouvrage *Émotions... Mobilisation !* (2009) que les mouvements sociaux ne sont pas simplement le fruit d'un calcul rationnel d'intérêt (paradigme de l'action rationnel d'Olson) ou de la

² Eutrope, X. « Entretien avec Christian Delporte, Nomination de Geoffroy Lejeune au JDD : « Un virage à 180 degrés », *La Revue des médias*, 2023.

mobilisation des ressources (Resources mobilization theory, RMT) mais aussi de l'émotion, ou encore à des dispositifs de sensibilisation. Christophe Traïni s'inscrit dans les théories du « paradigme identitaire » [Neveu, 2019] qui centre l'analyse des mobilisations sur les facteurs cognitifs et accorde aussi plus d'importance aux parcours biographiques. Néanmoins, étudier une mobilisation comme celle du *Journal du dimanche* revient à questionner plus que la simple émergence du mouvement. Sandrine Lévêque et Denis Ruellan ont montré la complexité de l'engagement pour les journalistes³ en raison d'un paradoxe. Le journaliste est à la fois « *libre de toutes attaches, rapporteurs des faits bruts et de la réalité* » et « *auxiliaire de la démocratie, défendant un projet de société, bref d'un journalisme de combat, chargé d'éclairer le peuple y compris en défendant ses propres idées* » [Lévêque, 2010], un rôle affilié à la fois à une nécessité de neutralité et de « défense de la démocratie ». Dans le cadre des mouvements sociaux, les journalistes sont, en effet, un groupe professionnel qui se mobilise peu, d'abord en raison de leur fonction de relai de l'information qui les oblige à rester en dehors des mobilisations nationales pour pouvoir les relater, ensuite en raison de leur statut particulier.

La loi de 1935, dite loi Brachard, institutionnalise le « statut de journaliste professionnel » [Neveu, 2015] et octroie certains droits liés notamment à l'importance de la déontologie dans le travail journalistique (clause de conscience et clause de cession). Dans son ouvrage *Nous, journalistes : déontologie et identité*, (2011) Denis Ruellan définit la déontologie comme « un rituel socialement partagé » qui forge un « discours identitaire » pour la profession. Il montre ainsi que, bien que la déontologie des journalistes soit instituée dans les textes comme leur statut juridique ou les différentes Chartes de déontologie (1918, Charte de Munich de 1971), la déontologie est avant tout la morale du groupe. C'est, en effet, le groupe qui agit comme instance de restriction, et par la même occasion se démarque. La déontologie des journalistes répond à la question que pose Denis Ruellan, « qui sommes-nous que d'autres ne sont pas ? ». Ainsi la déontologie n'est pas seulement dite par les textes mais elle est « *tout un ensemble de relations qu'implicitement elle prévoit et prescrit, une hiérarchie de positions entre les acteurs qui concourent à la réalisation du travail d'information.* ».

Cet ensemble de caractéristiques fait des journalistes une profession à part parmi les salariés du tertiaire. Cela induit une relation particulière avec ceux que l'on nomme les « patrons de presse » qui appartiennent à la sphère journalistique en tant qu'acteurs financiers mais

³ Lévêque, S. Ruellan, D. (dir.), *Journalistes engagés*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Res Publica », 2010, 180 p.

souvent sans faire partie de ce « groupe » professionnel obéissant à ces règles de déontologie. Dans un article publié dans la revue *Sociétés contemporaines* en 2019 intitulé « Les dirigeants.e.s de presse : sociologie d'un espace carrefour », Julie Sedel montrait que les dirigeants de presse « *forment en effet une population presque exclusivement masculine, diplômée de grandes écoles, fortement insérée dans les cercles politiques, économiques, culturels parisiens.* ». La majorité des dirigeants de médias sont diplômés de grandes écoles (Sciences Po et l'ENA notamment) et sont nommés avant tout pour leur « réputation » et grâce à leurs relations : « *Les parcours de plusieurs dirigeants.e.s mettent en évidence la façon dont les soutiens politiques et institutionnels déterminent l'accès au poste de direction.* ». Si Julie Sedel note la forte proportion de dirigeants détenteurs de la carte de presse⁴ (73% de sa population), elle remarque que leur milieu social d'origine est élevé, avec une majorité de dirigeants issus de la bourgeoisie économique (70 % des pères sont cadres, professions intellectuelles et supérieures) ce qui représente plus que le reste des journalistes issus des grandes écoles de journalismes (ESJ, CFJ, CUEJ, IPJ). Mais dans le cas du JDD, cette distance entre le dirigeant de média et les journalistes est surtout due à la figure de son actionnaire majoritaire, Vincent Bolloré (qui, par ailleurs, est issu de la bourgeoisie économique bretonne et a étudié la finance à Paris).

Dans son livre paru en 2022, *Sociologie des dirigeants de presse*, Julie Sedel écrit que « aujourd'hui Vincent Bolloré incarne l'intervention de l'actionnaire sur la politique éditoriale », une affirmation qui est le cœur de la grève au JDD. Pour les journalistes grévistes, la nomination de Geoffroy Lejeune représente la main de Vincent Bolloré cherchant à transformer « leur » journal en journal d'opinion, relativement similaire à la transformation de i-Télé en CNews après le rachat du groupe Canal + par celui-ci en 2015. Une grève était survenue à i-Télé après l'annonce de l'arrivée de Jean-Marc Morandini, mis en examen pour corruption de mineur, sur la chaîne, ce qui fait évidemment écho aux événements survenus au JDD puisque derrière les nominations de proches de Vincent Bolloré, ce sont aussi les inquiétudes pour l'indépendance de l'information et de la ligne éditoriale par rapport à l'actionnaire qui sont en jeu. Cependant, au sein de la sociologie, il est difficile, voire impossible, de prouver scientifiquement l'influence de l'actionnaire sur les contenus éditoriaux, puisqu'il s'agit de décisions directionnelles jamais revendiquées comme émanant directement de l'actionnaire.

⁴ Instaurée en 1935 (loi Brachard) cette carte est délivrée à ceux qui ont apporté la preuve qu'ils retirent l'essentiel de leurs revenus du journalisme (et non de l'enseignement, de l'édition, etc.). Tous les ans, la commission de la carte des journalistes professionnels, organisme paritaire, examine les dossiers des demandeurs et statue sur l'attribution ou non de cette carte.

C'est ce qu'explique Julie Sedel dans *Sociologie des dirigeants de presse*, les études sur l'influence de l'actionnariat sur les contenus éditoriaux existent mais « ne parviennent pas à fournir des preuves concluantes sur l'impact de la propriété ». La recherche ne peut pas nier l'existence d'une influence de l'actionnaire sur les médias qu'il possède, notamment parce que les dirigeants de presse sont aussi largement ancrés dans le champ du pouvoir politique et économique du pays, mais il ne s'agit que de déductions et non pas de preuves scientifiques. La littérature sur le thème de l'influence de l'actionnariat dans les médias est donc aussi très réduite.

La grève au JDD a été largement médiatisée et a marqué l'histoire de la presse française en établissant un nouveau record de longévité de la mobilisation. En 2020, Claire Sécaïl, dans son article « Le gréviste, l'utilisateur et le journaliste. Les grèves dans les journaux télévisés depuis les années 1960 » publié dans *Le temps des médias*, analysait la place de la grève dans les journaux quotidiens télévisés, et ses conclusions affirmaient que les médias audiovisuels accordaient moins d'importance à la grève en tant que lutte mais davantage à la grève en tant que « phénomène », en centrant davantage leurs sujets sur les « victimes » de la perturbation engendrée par le mouvement gréviste. Cette montée en puissance de la figure de « l'utilisateur » face aux grévistes participe selon elle à la criminalisation des mouvements sociaux. Dans le cas de la grève au JDD, il pourrait être intéressant d'étudier le traitement médiatique de la grève d'un média qui parle à d'autres médias, notamment parce que la mobilisation des journalistes du JDD est devenue un symbole pour l'indépendance de la presse, un sujet qui revient de manière régulière dans l'actualité ces dernières années et qui va de pair avec l'accélération des transformations médiatiques⁵, notamment la concentration industrielle des médias français. Les théories de la mobilisation collective centrées sur le paradigme identitaire ont mis en avant l'importance du rôle des médias dans les mobilisations, non plus comme simple support sur lequel se projettent les discours des groupes mobilisés, mais comme partie prenante des interactions du mouvement sociale⁶. Étudier une grève de journalistes serait donc aussi s'intéresser à des acteurs habitués, voire experts de la médiatisation et comprendre les moyens d'obtention de ce « relais » médiatique et l'impact d'une large médiatisation sur la mobilisation du JDD (par exemple le passage dans la matinale de France Inter des deux co-présidents de la SDJ du JDD).

⁵ Chupin, I. Hubé, N. Kaciaf, N. (2012) *Histoire politique et économique des médias en France*, Paris, La Découverte (coll. « Repères ») 128 p.

⁶ Neveu, E. (2019) *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, la Découverte, (coll. « Repères ») 118 p.

Étudier la mobilisation du JDD c'est donc aussi s'intéresser aux structures et associations particulières liées à la profession, comme les sociétés de journalistes et les syndicats de journalistes. Camille Dupuy dans son ouvrage issu de sa thèse *Journalistes, des salariés comme les autres ? Représenter, participer, mobiliser*, a montré du doigt l'omniprésence des études centrées sur la singularité de la profession de journaliste, notamment dans son « rôle démocratique » comme le définissait aussi Sandrine Lévêque, interrogeant surtout l'influence des pouvoirs économiques et politiques sur le contenu médiatique. Prenant le contre-pied de ces recherches, le travail de Dupuy se concentre donc sur le journaliste comme « salarié dans un secteur en crise exerçant dans une entreprise capitaliste ». La question qu'elle se pose n'est donc pas comment les journalistes influencent le jeu démocratique ou exercent leur « pouvoir », mais comment, en tant que salariés soumis à des logiques d'entreprises, les journalistes peuvent constituer leur autonomie/indépendance et peser sur le produit de leur travail. Le paradoxe central dans le travail de Dupuy est donc lié à cette tension entre subordination juridique du salarié et autonomie de travail que nécessite l'exercice du journalisme. Le livre analyse donc la multitude de structures (légitimes ou non) qui rendent compte des différentes manières de se structurer collectivement pour les journalistes.

Étudier la mobilisation du *Journal du Dimanche* permet à la fois d'appréhender les logiques d'entreprises qui restreignent et réduisent les journalistes à leur statut de salariés soumis à des dirigeants, mais aussi d'étudier les spécificités d'un mouvement rare dans l'étude des mobilisations sociales et qui répond à des logiques différentes de celles d'une grève d'ouvriers ou de fonctionnaires.

L'originalité de cette recherche repose sur l'étude d'un cas précis et récent de mobilisation de journalistes. L'analyse combine une étude des dynamiques structurelles du champ médiatique avec une exploration des motivations individuelles des journalistes. Cette double approche permet de mieux comprendre comment les transformations économiques et institutionnelles se conjuguent avec les trajectoires personnelles pour engendrer des mobilisations. Le travail s'appuie sur le cadre théorique de la mobilisation des ressources, mais l'enrichit en l'appliquant spécifiquement au secteur du journalisme. En intégrant des concepts tels que l'éthique professionnelle, la déontologie, et les dynamiques de concentration médiatique, la recherche offre des perspectives théoriques nouvelles qui peuvent être utiles pour d'autres études sur les mobilisations professionnelles.

*

Problématisation et hypothèse de recherche

Au regard des enjeux de notre sujet, tirés de notre terrain d'enquête ainsi que de notre prise de connaissance précise de la littérature scientifique qui le jouxte, nous pouvons donc formuler la problématique suivante :

Comment la grève du JDD renvoie-t-elle à la fois à des causes structurelles liées à une profession singulière dans un champ médiatique en mutation, et individuelles ancrées dans les trajectoires personnelles des journalistes engagés ?

Nous formulons quatre hypothèses principales :

- La grève au JDD émerge dans un contexte de tension dans la sphère médiatique en raison d'une préoccupation accrue pour l'indépendance des rédactions et des journalistes.

- Les mutations qu'ont connu les médias en France ces dernières années rendent les journalistes davantage soumis à leur rôle de salariés subissant les décisions des actionnaires et dirigeants de presse et réduisant leur impact sur le produit de leur travail.

- La contestation des journalistes intervient lorsque ces décisions entravent ce qu'ils considèrent comme leur morale professionnelle, la déontologie.

- La grève du JDD n'est pas une grève similaire aux professions hors du champ médiatique et possède des modalités originales qui ont rendu possible sa longévité et sa popularité.

- La participation à la grève s'est faite de manière unanime au sein de la rédaction en raison d'un sentiment d'impératif pour les journalistes du JDD qui étaient pourtant peu ou pas engagés politiquement.

**

Présentation de la méthode et limites

Pour répondre à ce sujet et étudier la mobilisation du JDD au plus près, cette recherche s'appuie sur l'étude de onze entretiens⁷ semi-directifs réalisés avec d'anciens journalistes du JDD ayant participé à la grève. Ils ont entre 24 et 63 ans et ont travaillé au *Journal du dimanche* pendant une période plus ou moins longue, entre 6 mois et 28 ans. Durant la grève, ils ont tous participé à différentes tâches telles que la négociation avec la direction du groupe Lagardère, la rédaction de communiqués, l'iconographie, la création d'un site internet, la rédaction d'une

⁷ Voir annexe pour trouver la grille d'entretien et la retranscription d'un entretien.

nouvelle charte déontologique ou encore la gestion de la caisse de grève. Certains ont été extrêmement impliqués dans le mouvement durant toute la période de grève, d'autres se considèrent comme des petites mains ou des suivistes. Ils ont tous quitté la rédaction du JDD à la fin du mouvement.

La prise de contact avec les journalistes a débuté le 9 octobre 2023, lors d'une soirée organisée par le collectif des anciens du JDD au théâtre du Châtelet à Paris, nommée « La nuit de l'indépendance ». Cette soirée était ouverte au public et incluait un tarif réduit de 8€ pour les étudiants. Le spectacle était une succession de prestations d'artistes solidaires du mouvement du JDD, un « débat »⁸ animé par Julia Cagé avec les députés à l'origine d'un projet de loi transpartisane sur l'indépendance des journalistes (durant lequel plusieurs spectateurs avaient quitté la salle en vociférant en raison de la présence d'une député Renaissance) ainsi qu'une prise de parole finale de l'ensemble de la rédaction sur scène. À la suite de cette première prise de contact avec l'un des journalistes rencontrés là-bas (qui a poliment refusé de se prêter à un entretien) d'autres journalistes ont accepté de réaliser un entretien chacun. À la fin de l'année 2023, l'une des journalistes interrogés a partagé notre contact dans le groupe de discussion des anciens grévistes en expliquant l'objet de l'étude, et les journalistes venaient ensuite volontairement proposer leur participation. Cet accueil montre une volonté assumée de parler de leur expérience, pour continuer à faire vivre leur engagement et faire parler de leur mobilisation ou pour dénoncer ce qui leur est arrivé. Cela montre qu'ils ne gardent pas un souvenir malheureux de cette grève et n'ont pas de difficulté à évoquer publiquement cet épisode. Néanmoins, la bonne volonté des journalistes représentait le risque que cette sollicitation soit dans le but de faire passer un discours collectivement préparé. L'avantage de l'entretien semi-directif était donc de faire évoluer les questions au fil des discussions pour éviter une trop grande similarité entre le déroulé des différents entretiens. Les réponses obtenues ne montrent pas la présence d'éléments de langage commun à tous les journalistes, ce qui réfute la possibilité d'une sollicitation préparée dans le but de faire passer un discours.

En raison de contraintes juridiques pesant sur certains journalistes du JDD des suites des négociations avec le groupe Lagardère, et par soucis d'impunité permettant une plus grande franchise, l'ensemble du groupe interrogé est strictement anonymisé. Leurs noms sont ainsi remplacés par des lettres ne correspondant à rien de concret.

⁸ Il s'agissait en réalité d'une succession de prise de parole entre 3 députés, Renaissance, Horizon et EELV. Les deux premiers ont été hués par le public.

Voici un tableau présentant les enquêtés⁹ :

	Service et ancienneté	Formation	Profession des parents
L, 49 ans*	Reporter international, 21 ans au JDD (arrivé en 2002 comme SR)	IPJ	Mère infirmière Père psychologue
D, 47 ans*	Journaliste société, 18 ans au JDD (arrivée en 2005 comme pigiste)	Maîtrise de lettre (Avignon)	Mère orthophoniste Père chef d'entreprise
J, 54 ans	Rédacteur en chef, 28 ans au JDD (arrivé en 1996 comme pigiste)	CUEJ	Mère factrice Père fonctionnaire SNCF
M, 35 ans*	Journaliste web, 10 ans au JDD (arrivé en 2013)	ESJ	Mère secrétaire Père DG d'entreprise
C, 25 ans	Alternante, 1 an au JDD	ESJ	Mère professeure Père chauffeur poids lourd
H, 24 ans	Alternant, 10 mois au JDD	ESJ	Mère secrétaire Père travaillant dans le transport routier
A, 28 ans*	Journaliste web, 5 ans au JDD (arrivée en 2018 comme alternante)	ESJ	Mère formatrice Père assistant maternel
B, 63 ans	Secrétaire de rédaction, 5 ans au JDD (arrivé en 2018 comme SR)	École de relations internationales	Mère au foyer Père directeur de société
G, 25 ans	Journaliste web, 2 ans au JDD (arrivé comme alternant)	EJ Sciences Po Paris	Mère directrice financière Père architecte

⁹ Les personnes indiquées par un « * » sont membres du bureau de la SDJ du JDD.

E, 51 ans	Journaliste culture, 25 ans au JDD (arrivé en 1998 comme pigiste)	École Nouvelles (Nice)	Mère secrétaire Père dentiste
S, 30 ans	Journaliste politique, 6 ans au JDD (arrivée en 2017 comme alternante)	ESJ	Mère médecin addictologue Père enseignant-chercheur

À travers ces entretiens, nous avons cherché à identifier les parcours des journalistes, leur quotidien au JDD avant la mobilisation, leur activité durant la grève, leur perception de la grève et de leur travail ainsi que leurs motivations afin de comprendre comment ils en étaient arrivés à s’engager dans la grève et comment ils avaient vécu cet évènement.

Rappelons que la mobilisation du *Journal du dimanche* a représenté la grève d’une centaine de personnes, ainsi cet échantillon ne se veut pas représentatif de l’ensemble des grévistes et de leurs perceptions mais propose une ouverture significative sur l’intérieur d’un mouvement et son fonctionnement. Cet échantillon manque d’ailleurs de femmes (4 sur 11 personnes) et connaîtra donc des limites en ce qui concerne l’analyse des dynamiques de genre.

Annonce du plan

Cette recherche s’articule en deux parties afin de distinguer deux niveaux d’analyse. La première partie sera consacrée à l’analyse structurelle. Les causes structurelles renvoient aux transformations profondes et aux dynamiques qui affectent l’ensemble du champ médiatique et qui ont rendu ce champ propice à la mobilisation. Cette partie s’attachera à distinguer les différentes évolutions et crises de la profession journalistique et de l’économie des médias ainsi que la singularité éthique et morale de ce travail pouvant expliquer le manque d’engagement. Cet état des lieux du journalisme permettra de mieux appréhender les enjeux de la mobilisation du JDD ainsi que les ressources dont les grévistes ont pu se servir pour faire émerger et réussir leur mouvement.

La deuxième partie se consacrera aux dynamiques internes au mouvement et aux trajectoires personnelles des acteurs de la grève. Les journalistes qui ont participé à des grèves ou des actions syndicales antérieures sont souvent plus enclins à s’engager à nouveau, et ils

apportent avec eux des compétences organisationnelles et une connaissance des stratégies de mobilisation efficaces. Le passé contestataire, les expériences professionnelles, les motivations des journalistes et les conséquences biographiques de leur engagement seront donc examinés afin de saisir la complexité des dynamiques en jeu dans cette mobilisation. Leur sociabilisation au sein du mouvement sera aussi analysée pour comprendre les ressorts de leur engagement.

Partie 1. Émergence d'une mobilisation de journalistes, un évènement inattendu dans un contexte pourtant propice

L'émergence d'une mobilisation de journalistes, telle que celle observée au *Journal du Dimanche*, constitue un phénomène aussi surprenant que révélateur dans le paysage médiatique actuel. Ce vieux journal hebdomadaire, figure de la presse de fin de semaine, n'avait à première vue rien d'un journal militant capable de rassembler tant de voix contestataires. Pourtant, cette grève s'est déclenchée dans un contexte où les tensions entre les actionnaires des entreprises de presse et les exigences éthiques et déontologiques des journalistes étaient particulièrement vives. Pour comprendre pourquoi cette grève « exemplaire » a réussi à fédérer et à s'imposer comme symbole d'une lutte plus globale contre la concentration des médias, il faut replacer son émergence dans un contexte de crise de la profession de journaliste (**Chapitre 1**) qui donne au JDD des enjeux importants (**Chapitre 2**) et des ressources (**Chapitre 3**) pour coaliser une colère et des inquiétudes de la part de l'ensemble d'une profession.

Chapitre 1. Un secteur professionnel en mutation où la mobilisation de va pas de soi

Les journalistes sont une catégorie professionnelle bien à part dans la société. Aussi bien valorisés que décriés, ils jouent un rôle social particulier, celui d'éclairer la population en faisant l'information. Le chercheur Denis Ruellan¹⁰ caractérise le journaliste comme « une figure structurante des mythologies contemporaines » car la profession bénéficie d'un certain prestige social hérité de grandes figures et de certains stéréotypes, notamment l'idée d'un « 4^{ème} pouvoir » et la figure du journaliste enquêteur, capable de révéler les secrets les mieux gardés tel Albert Londres et le baigneur de Cayenne. Mais ces représentations sont souvent très éloignées des réalités de la profession. Comme l'explique Érik Neveu¹¹, le mot « journaliste » évoque souvent de grandes figures (présentateur du journal télévisé le soir, éditorialiste, reporter de guerre) qui « ne représentent pas 5% des journalistes en exercice ». La majorité de cette profession se trouve hors de notre champ de vision, dans les rédactions locales, en journalisme d'agence ou spécialisé, et aussi en presse hebdomadaire comme au *Journal du Dimanche*. Le

¹⁰ Ruellan, D. (1992). Le professionnalisme du flou. *Réseaux*, 51, 25-37.

¹¹ Neveu, É. (2019). *Sociologie du journalisme*. La Découverte.

journalisme est donc un secteur tentaculaire, où chaque branche subit aujourd'hui les effets d'une crise de la profession, souvent qualifiée de multidimensionnelle. Ce chapitre vise à rendre compte de l'espace professionnel dans lequel s'inscrit la mobilisation du JDD et ses acteurs.

1.1 Paysage médiatique nouveau : le JDD, vieux journal dans un secteur en crise

Le *Journal du Dimanche* est un titre historique du paysage médiatique français. Créé en 1948, il est issu du moment de refondation de la presse française après les années dites « noires » de la Seconde Guerre mondiale et de la collaboration des médias sous Vichy. Les instances de la France libre se sont affairées à reconstruire le marché de la presse pour éradiquer la législation vichyssoise et fixer de façon stricte les autorisations et les droits des entreprises de presse. Beaucoup de journaux n'ont ainsi pas eu le droit de paraître après-guerre, ce qui a mené à « un incroyable processus de création de titres »¹² dont le JDD est l'héritage. Il s'agit donc d'un vieux journal, et d'une référence dans sa catégorie de « quotidien du 7^{ème} jour ». D'abord conçu comme un complément du journal *France-Soir*, qui ne paraissait pas le dimanche, et propriété d'Hachette, le JDD a inspiré la formule du journal dominical et a poussé d'autres titres de presse, notamment régionaux, à paraître le dimanche. Cette parution le dimanche lui permet de couvrir des événements d'actualité immédiate survenus durant le week-end, et ainsi créer l'évènement par ses révélations. Cette journaliste raconte ainsi son rythme de travail le week-end au sein du JDD, notamment le jour des attentats du Bataclan en 2015 :

Le JDD c'était un endroit dans lequel j'étais bien, qui m'offrait ce mélange de recul, de pas de côté, et en même temps **d'extrêmement chaud, parce que pendant très longtemps, vraiment jusqu'à samedi soir, minuit, tout ce qui se passait pouvait donner lieu à un article dans le journal.** Par exemple, en 2015, quand il y a eu des attentats, ça se passe un vendredi soir à Paris, je suis en train de boire un apéro avec des copains, et je suis dans le 10^e, pas loin du Bataclan. Donc j'appelle mon rédacteur, je lui dis « T'as entendu ce qui se passe ? Il paraît qu'il y a des fusillades, etc. » Et j'ai filé, je suis allée au Bataclan. J'ai passé toute la nuit là-bas, juste à côté du Bataclan.
(Entretien réalisé avec D : Journaliste au service société, 47 ans, 12 ans d'ancienneté au JDD)

Ainsi, le *Journal du Dimanche* possède une certaine réputation en raison de ces deux facteurs. La majorité des anciens journalistes du JDD rencontrés évoquent régulièrement le

¹² Chupin, I., Kaciaf, N., & Hubé, N. (2012). Histoire politique et économique des médias en France. *Repères*, coll. La Découverte

journal comme une véritable « institution » dans sa catégorie. Cette journaliste évoque la façon dont ses professeurs en école de journalisme lui parlaient du JDD :

Et justement, le JDD, pour toi, c'était surtout une référence politique. C'est ça l'image que t'en avais ?

(...) En me renseignant pour l'alternance et tout, c'est vrai qu'assez vite, **on m'explique que le JDD est une référence notamment dans le milieu politique, notamment connu parce que tous les dimanches, il y avait la grosse interview d'une personnalité politique qui se voulait prescriptrice pour le reste de la semaine**, qui était censée changer les choses, dans laquelle il y avait une info nouvelle.

(Entretien réalisé avec S : 30 ans, journaliste politique, ancienne alternante de l'ESJ Lille au JDD, 6 ans d'ancienneté)

Mais dans un monde médiatique de plus en plus « éclaté » [Neveu, 2019], le JDD fait aussi partie d'une « galaxie » particulière du journalisme, celle de la presse hebdomadaire nationale, un secteur touché par de nombreuses difficultés depuis les années 90. La presse hebdomadaire, « cœur historique de la profession » de journaliste, est l'objet d'un paradoxe, entre prestige et grande fragilité. Selon Érik Neveu, la presse française a été gravement touchée par la révolution du numérique, « *Les quotidiens parisiens, rachetés en cascade par de puissants actionnaires privés, sont dans des situations économiques difficiles, la concurrence de l'information en ligne s'exerçant sur une presse à la diffusion déjà modeste et aux prix élevés.* » Le JDD ne fait pas exception. Selon les données de l'ACPM, alors qu'en 2010, le journal imprimait 257 000 journaux, sa diffusion en 2022 a été réduite à 131 000 exemplaires. Ce qui le place à la septième position dans le classement des quotidiens du 7^{ème} jour, derrière la *Voix du Nord*. En 2008, Bernard Poulet parlait déjà de « La fin des journaux »¹³ tant le modèle économique de ceux-ci, fondé auparavant sur la publicité, était en train d'être renversé par Internet. Il explique, « *Le monde des médias est en train de changer de base. Car, pour la première fois depuis l'apparition des masses-médias à la fin du XIXe siècle, la publicité, source principale de revenus pour la presse imprimée, pourrait bientôt se passer de l'information pour véhiculer ses messages.* »

Face à cette crise de la presse papier, les journaux se sont modernisés et beaucoup ont effectué une véritable transition vers le numérique et Internet, intégrant 100% de leurs contenus en ligne. Le JDD fait partie des journaux ayant pris du retard dans cette transition, le site internet du journal n'a, par exemple, été créé qu'en 2007, contre 1995 pour *Le Monde*. Ces difficultés

¹³ Giret, V. & Poulet, B. (2008). La fin des journaux. *Le Débat*, 148, 3-15.

font du *Journal du Dimanche* un journal subissant la crise de la presse papier, pathologique de notre époque.

Avant le début de la grève, l'avenir de ce journal était déjà lié aux perspectives d'un rachat par un autre groupe que celui de Lagardère, son propriétaire. Le groupe Vivendi et le groupe LVMH étaient tous les deux envisagés pour racheter le JDD. La presse a aujourd'hui majoritairement besoin, pour subsister, d'actionnaires importants pour investir dans ses journaux en connaissant les faibles perspectives de profits, comme c'est le cas avec le JDD et ses ventes et forte baisse. Ce journaliste explique même que, au sein du groupe de médias Lagardère, le JDD était peut-être le moins rentable, et donc le moins susceptible de susciter un engouement comme il en a été l'objet :

Tout le monde considérait que, en fait, au sein du groupe Lagardère Média, il y a le *Journal du dimanche*, mais il y a aussi *Paris Match*, *Europe 1*, *Elle*, *Europe 2*, donc voilà, il y a 5 ou 6 médias. **Et en fait, tout le monde considérait que le *Journal du dimanche*, c'était le vilain petit canard, et qu'en gros, Bolloré, en n'aurait rien à faire**, parce que de toute façon, les ventes n'allaient plus trop, on perdait de l'argent, enfin bon, bref. Et du coup, tout le monde se disait, nous, on nous laissera tranquille.

(Entretien avec H : alternant au service web, 24 ans)

Le JDD représente donc un journal faisant état des difficultés du secteur de la presse française aujourd'hui. La presse hebdomadaire générale est un secteur moins dynamique que la presse quotidienne, où les mouvements sociaux émergent rarement et où les journalistes se mobilisent peu malgré les difficultés que rencontrent leurs médias. Les journalistes sont une profession relativement peu mobilisée, et dont l'identité est aujourd'hui duale puisqu'ils sont à la fois des salariés et des professionnels ayant une place particulière dans la société. Une mobilisation telle que celle du JDD s'appuie donc aussi sur des « cadres institutionnels »¹⁴ différents de ceux rencontrés dans d'autres mouvements sociaux.

1.2 Les journalistes professionnels en France : salariés et plus encore ?

Selon les données de l'Observatoire des métiers de la presse, il y avait 34 200 journalistes encartés¹⁵ en France en 2022. Un chiffre montrant une baisse du nombre de journalistes possédant cette carte, puisqu'ils étaient environ 37 000 en 2011-2012. La profession

¹⁴ Dupuy, C. (2014) « L'entreprise de presse en conflit. *Libération* et *Le Monde* en restructuration », Travail et Emploi [En ligne]

¹⁵ Détenteurs d'une carte de presse

de journaliste s'est constituée en référence à une éthique professionnelle, celle de la liberté d'expression et de la place des médias dans le processus démocratique. Leur statut est défini par la loi Brachard de 1935 qui représente l'accomplissement d'un long processus de reconnaissance d'une profession considérée auparavant comme à part dans le monde du travail. Les journalistes sont, en effet, un groupe professionnel ayant connu de nombreuses évolutions, de ses débuts, traditionnellement situés au XVII^e siècle, à aujourd'hui. Étudier une grève de journalistes mobilisés pour la défense de l'indépendance d'une rédaction nécessite d'analyser la relation particulière existant entre les individus de cette profession et le « groupe professionnel ». La sociologue Camille Dupuy¹⁶ a montré que les journalistes s'identifient entre eux à travers une « spécificité professionnelle » qui entre régulièrement en conflit avec leur statut de salariés classiques. Cette tension est visible dans la mobilisation du *Journal du Dimanche*, dans laquelle des salariés font valoir leur particularisme et leur droit à l'indépendance journalistique face à l'autorité d'une direction d'entreprise de presse. Il faut donc revenir sur la constitution de cette spécificité professionnelle, cruciale dans le combat du JDD, et montrer les « évolutions majeures » qui ont touché le journalisme français et que l'on peut identifier dans la rédaction du JDD.

1.2.1. Le développement progressif d'une profession

Si, historiquement, on associe la naissance du journalisme à la figure de Théophraste Renaudot et à la publication du premier exemplaire de la *Gazette* en 1631, le journalisme et les journaux français ont évolué en parallèle du développement de la liberté d'échanger et d'entreprendre, qui émerge à la faveur de la Révolution de 1789. Au moment où la liberté de la presse est inscrite et reconnue par la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen, la presse française est alors florissante, mais les journalistes ne sont pas encore reconnus comme une profession à part entière. Leur travail se rapproche alors davantage de celui d'écrivain occasionnel. C'est à partir du milieu du XVIII^e siècle que l'activité se professionnalise et les journalistes deviennent des entrepreneurs de presse avec un statut d'indépendant. Mais comme l'explique Camille Dupuy, « Malgré la croissance du nombre de journalistes, ces travailleurs demeurent éclatés et ne développent pas de conscience commune. »

¹⁶ Dupuy Camille, *Journalistes, des salariés comme les autres ? Représenter, participer, mobiliser*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Res Publica », 2016, 198 p.

Cette conscience commune émerge avec le processus de salarisation de la profession de journaliste, qui prend place au début du XXe siècle en parallèle du mouvement général de constitution d'un monde du travail salarié en France, le Code du travail est ainsi adopté en 1910. Camille Dupuy a par exemple étudié les archives du tribunal de commerce de Bordeaux de 1908 et 1909, où l'on trouve des jugements impliquant des journalistes et leurs journaux. Ces affaires montrent que les journalistes sont de plus en plus assimilés à des employés lors de contentieux entre eux et les propriétaires des entreprises de presse. Ils abandonnent ainsi leur statut d'indépendant pour devenir des salariés d'entreprises et bénéficier ainsi de plus de droits et de sécurité de l'emploi.

Cette salarisation permet le regroupement en collectif et associations professionnelles. Denis Ruellan dans *Le journalisme défendu. Modèles de l'action syndicale* (2014) note par exemple la création d'une première structure de protection des journalistes salariés en 1895 avec l'association de journalistes chrétiens, devenue Syndicat des journalistes et des écrivains français en 1904. Selon Ruellan, cette association choisissait le modèle de la « corporation », c'est-à-dire l'alliance pacifique entre sphère du travail et sphère du capital. Un modèle « consensuel et peu revendicatif » qui considère la presse comme une « grande famille » conciliée entre patrons et employés. Ainsi, les journalistes se regroupent (le Syndicat national des journalistes né en 1918) mais leur modèle de syndicalisme se veut avant tout « rassembleur et apolitique » pour servir le discours identitaire de la profession et demander une reconnaissance institutionnelle de leur métier dans le salariat, qui viendra en 1935 avec l'adoption de la loi portant statut de journaliste professionnel.

Un fossé existe donc entre les journalistes et le reste des salariés, c'est ce qu'illustre le manque d'unité syndicale entre travailleurs et journalistes. Comme l'a montré Sandrine Lévêque¹⁷, au début du XXe siècle, les représentants ouvriers considèrent les journalistes comme insensibles à la lutte des classes, voire hostile à l'égard de leurs organisations et du monde ouvrier en général. Et, en effet, les journalistes syndiqués du SNJ ont d'abord refusé, par cinq fois entre 1918 et 1947, d'adhérer à la Confédération générale du travail (CGT) et préféré rester une organisation autonome. Cette relation ambiguë entre professionnels de l'information et syndicalisme illustre l'originalité du statut de journaliste au sein du monde salarié. En tant que salariés dotés d'une mission spécifique et importante, celle d'informer la population, éclairer le débat public, rapporter les faits, etc. les journalistes se sont construits une identité professionnelle distincte, au croisement de l'autonomie d'intellectuels indépendants et

¹⁷ Lévêque, S. (2016) « Syndicalisme ouvrier et syndicalisme journalistique : des relations ambivalentes ? » coll. Chercheurs et journalistes, n°4

de la « subordination juridique » de salariés d'entreprises. Cette identité trouve son meilleur symbole dans la carte de presse, délivrée par la commission de la carte d'identité des journalistes professionnels (CCIPJ) créée peu après la loi Brachard, en 1936. Selon Érik Neveu, l'établissement de cette carte « construit une frontière » en réservant la qualité de journaliste à ceux reconnus comme tels par cette commission, car pour délivrer la carte, cette instance définit la limite entre la catégorie professionnelle de journaliste, et le journalisme exercé de manière non-professionnelle, en excluant les personnes qui exercent une activité journalistique sans qu'elles soient salariées dans une entreprise. Ainsi, est journaliste professionnel « toute personne qui a pour activité principale, régulière et rétribuée, l'exercice de sa profession dans une ou plusieurs entreprises de presse, publications quotidiennes et périodiques ou agences de presse et qui en tire le principal de ses ressources. »¹⁸. Pour obtenir cette carte, les demandeurs doivent prouver que l'activité de journaliste représente bien l'essentiel de leurs revenus, soit plus de 50%. La carte consacre donc le caractère salarié du journaliste professionnel tout en instaurant son particularisme.

Cependant, les évolutions structurelles de la profession ont récemment fait émerger un discours critique sur les conditions d'attribution de la carte de presse et sur la CCIPJ. Camille Dupuy explique, par exemple, la complexité de l'émergence du journalisme web pour l'attribution de la carte, puisque les nouveaux médias diversifient le paysage médiatique et complexifient la dénomination d'« entreprise de presse » indiquée dans la loi : « *Pour Internet, on a commencé à donner la carte il y a plus de dix ans, sous l'impulsion de l'ancien président de la CCIJP. C'est clair que si on appliquait strictement la loi on ne donnait pas la carte puisqu'on a le statut de l'entreprise de presse en ligne qui vient juste de sortir (2009), avant c'était un désert juridique.* » (Entretien entre Camille Dupuy et un commissaire de la CCIJP). Plus récemment encore, une tribune publiée dans le magazine *Télérama* en janvier 2024 signée par plus de 200 journalistes, dont plusieurs gagnants du prix Albert-Londres, estimait que le mode d'attribution de la carte de presse « ne reflète plus la réalité du journalisme actuel ». En effet, selon les données de l'Observatoire des métiers de la presse et de l'édition, 20% des journalistes aujourd'hui sont pigistes¹⁹ ou *free-lance*²⁰, ce qui représente une évolution de 30% depuis 2000. Cela signifie qu'ils ne sont pas salariés d'une entreprise de presse. En effet, les journalistes aujourd'hui multiplient les postes et les médias avec lesquels ils travaillent, et beaucoup se voient donc systématiquement refuser l'attribution de la carte. Les journalistes-

¹⁸ Article L. 7111-3 du Code du travail

¹⁹ Le terme désigne initialement les journalistes payés à la « pige », au papier ou au reportage produit

²⁰ Journaliste indépendant

réalisateurs par exemple ou les journalistes d'investigation qui publient leurs enquêtes sous forme de livres sont souvent déboutés. Mais comme l'explique la tribune dans *Télérama*, « Si les journalistes *free-lance* sont, au gré de leurs contrats, alternativement auteurs, réalisateurs, salariés ou entrepreneurs, c'est qu'ils ne peuvent gagner leur vie qu'en multipliant les contrats et les formats. ». Le journalisme français a donc profondément évolué depuis cette progressive constitution en profession salariée et ces évolutions permettent de mieux comprendre la morphologie de la rédaction du JDD, une rédaction majoritairement faite de salariés CDI mais dont beaucoup de caractéristiques reflètent les quatre grandes évolutions de la profession²¹.

1.2.2. Être journaliste au JDD aujourd'hui : convergences et singularités face aux évolutions du métier

Les journalistes du *Journal du Dimanche* forment une rédaction d'environ cent personnes, selon les chiffres recensés par la SDJ du journal durant la grève, et publiés à travers des communiqués sur les réseaux sociaux (@AnciensduJDD) ou sur le site internet du mouvement de grève (soutien-au-jdd.com). Cette rédaction représente une population de journalistes faisant aussi face aux évolutions de leur profession dans le contexte que nous avons décrit précédemment. Selon Érik Neveu dans *Sociologie du journalisme*, il existe quatre évolutions majeures du journalisme aujourd'hui. Identifier les convergences entre ces quatre caractéristiques et la rédaction du JDD permet de mieux appréhender les acteurs au cœur de la mobilisation, le contexte dans lequel ils travaillaient (leur « espace » selon Neveu) et leur intégration dans une analyse plus générale du métier de professionnel de l'information, en constante évolution encore aujourd'hui.

La première évolution évoquée par Érik Neveu est **l'intense rajeunissement des rédactions** sous l'effet de grandes vagues de recrutement massives des années 1980-1990. Il explique qu'en 1999 « 40% des titulaires de la carte [de presse] avaient moins de quarante ans ». La moyenne d'âge de la profession serait donc de 44,5 ans selon les chiffres de 2017. Le JDD s'inscrit dans cette dynamique, car la moyenne d'âge des onze personnes interrogées dans le cadre de cette étude est de 39 ans. Cependant, l'ensemble de la rédaction du JDD possède une moyenne d'ancienneté de 18 ans selon les explications de cette journaliste lorsqu'elle évoque la morphologie de l'ancienne rédaction du journal :

C'est cent personnes qui jusqu'à présent étaient contentes de ce qu'elles faisaient, étaient contentes de travailler pour ce journal, et qui du jour au lendemain se retrouvent

²¹ Neveu, É. (2019). II. L'espace des journalismes aujourd'hui. Dans : Érik Neveu éd., *Sociologie du journalisme* (pp. 23-42). Paris: La Découverte.

à la porte. Et pour certains avec des grosses difficultés dans le sens où, c'étaient des gens qui avaient 18 ans, 20 ans d'ancienneté... **la moyenne c'était 18 ans d'ancienneté au JDD, donc avec certains qui ont 20, 25 ans d'ancienneté pour certains.** Et donc retrouver un travail quand on a plus de 50 ans, voire 55, qu'on a travaillé quasiment exclusivement pour le JDD et qu'on était très content de ce qu'ils faisaient, et qui n'avaient pas du tout l'intention de changer de crémerie quoi, donc se retrouver dehors dans un secteur complètement sinistré, parce que ce n'est pas un secteur florissant [le journalisme]. Donc ce n'était vraiment pas ce qu'ils voulaient, et il n'y a aucune somme d'argent qui compense ça.

(Entretien réalisé avec D : Journaliste au service société, 47 ans, 12 ans d'ancienneté au JDD)

Ainsi, le *Journal du Dimanche* représente un journal où beaucoup de journalistes de la rédaction se sont établis pour plusieurs années, voire pour l'ensemble de leur carrière. **La moyenne d'ancienneté des onze personnes interrogées dans cette étude est de 10 ans.** Donc, bien que le rajeunissement de la rédaction soit véridique, notamment avec le service web qui est majoritairement composé des « jeunes » de la rédaction, le JDD est un journal dans lequel les journalistes se sédentarisent et vieillissent. On peut ainsi faire le rapprochement entre la rédaction du JDD et ces propos d'Érik Neveu : « *Les vagues de recrutement d'hier voudront aussi dire, sauf sorties massives du métier, nouveau cycle de vieillissement dans les années 2020.* » Mais beaucoup de jeunes journalistes interrogés ne pensaient pas rester dans la rédaction après leurs alternances au sein de la rédaction. Ils ont finalement trouvé beaucoup d'avantages à s'établir au sein du JDD, ou sont aussi poussés à le faire en raison de l'état actuel de la profession. Comme G, qui a débuté sa carrière au JDD en tant qu'alternant et qui a ensuite accepté un CDI, il explique que la conjoncture actuelle du journalisme presse le poussait davantage à accepter en raison de la forte concurrence sur le marché du travail :

Est-ce que tu as hésité [à accepter le CDI après l'alternance] ?

Non pas vraiment, on sait qu'après c'est compliqué de trouver un boulot dans le journalisme. **Et un CDI c'est un peu pour nous en école de journalisme, ça paraît quelque chose d'inexistant dans la presse.** En tout cas on nous le présente comme ça, ce qui je pense est à peu près vrai mais bon pas si vrai que ça quand même. Donc voilà, je n'habite pas loin de la rédaction, j'y vais en vélo, j'aime bien ce que je fais, je m'entends bien avec les équipes donc de toute façon ça ne m'engage pas à rester 20 ans dans la rédaction.

Tu te voyais rester combien de temps au JDD ?

Bah comme ça je dirais peut-être 4-5 ans, mais je ne projetais pas faire 10 ans là-bas ou ne faire que ce que je faisais là-bas, mais j'avais envie de stabilité de me baser bien quelque part donc ouais j'avais envie de rester là. Il y avait ce confort à la fois professionnel et personnel, où même si ce n'était pas le boulot de mes rêves en sortant de l'école, je me dis que c'est aussi une belle rédaction et sur un CV ça fait toujours bien d'avoir un CDI (...) D'autant plus que je n'avais pas entamé de recherches pour aller dans un autre média ou je n'avais pas vu d'offres qui pouvaient m'intéresser. C'est un peu tout ça qui m'a conduit à signer et je n'ai pas regretté, au contraire.

(Entretien réalisé avec G : 25 ans, ancien alternant de l'EJ Sciences Po Paris au JDD, 2 ans d'ancienneté)

L'explication de ce choix rationnel dans un secteur professionnel en crise expose la deuxième évolution décrite par Érik Neveu : **l'explosion de la précarité dans le journalisme**. Le journalisme a récemment connu une croissance importante du nombre de « pigistes », comme l'explique Neveu « Les pigistes représentaient 8,5 % des titulaires de carte en 1975, 14,7 % en 1990, 18,7 % en 2016. » Si certains pigistes peuvent bénéficier d'un large réseau de médias et de connaissances qui leur permettent de bien vivre avec ce statut et revendiquer une certaine autonomie, la majorité des pigistes sont souvent précaires et doivent enchaîner les commandes et les contrats courts. Comme le montre l'entretien de G, au sein du journalisme le CDI est glorifié et présenté comme un aboutissement, ce qui favorise l'établissement long au sein d'une rédaction. Alors, les conditions de travail que propose le JDD encouragent à la fidélité puisque, les alternants se voient rapidement proposer de prolonger leur travail au sein de la rédaction, d'abord avec un CDD court, puis avec un CDI. H était lui aussi alternant pendant un an au service web du JDD et explique sa motivation à rester au sein de la rédaction pour décrocher un CDI après quelques temps de piges :

Ah, donc tu voulais rester quand même [après son alternance] ?

Oui, avant la grève, je voulais rester. Il [Jérôme Béglé, directeur de la rédaction] m'a dit qu'il n'y avait pas de souci, si je voulais rester, nous, on te prend. **Bon je ne sais pas si tu es trop au fait de ça mais c'est un peu particulier le journalisme. Ce ne sont pas des contrats des CDD ou des CDI, ils proposent des piges.** Donc en gros, il m'avait dit qu'on me prend en piges cinq jours par semaine. Donc en gros, c'est comme un CDI, sauf que c'est difficile à négocier un CDI. Du coup, il me proposait quand même de me prendre au contrat et que je travaille du lundi au vendredi chez eux à partir de septembre. Donc c'était acté. Et deux jours après, il y a eu l'annonce du changement de direction. Forcément, ça a tout remis en question. Mais en tout cas, ce qui est sûr,

c'est que s'il n'y avait jamais eu cette grève et le changement de direction, aujourd'hui, je serais à 98% encore au JDD.

(Entretien avec H : 24 ans, alternant de l'ESJ Lille au JDD)

Être employé au sein du JDD revêt donc un caractère protecteur pour les jeunes journalistes qui savent qu'ils n'auront ainsi pas à souffrir de la précarité qui peut être importante dans le début de leur carrière. Le JDD s'inscrit donc dans le schéma classique d'employabilité des journaux de la presse hebdomadaire, symbolisé par ce *cursus honorum* journalistique de l'alternance, la pige (ou CDD) et, rapidement dans le cas du JDD, le CDI. Le JDD offre également des opportunités de carrière attractives au sein du journal ou du groupe Lagardère, auparavant propriétaire du journal. Les journalistes peuvent ainsi progresser vers des postes de responsabilité éditoriale, voire de direction, tout en restant dans l'organisation. Cette perspective de progression interne encourage également la fidélité des employés. Le magazine *Paris-Match*, autre média du groupe Lagardère, est par exemple une perspective possible pour les journalistes cherchant à donner un nouveau à leur carrière ou à changer de média. B est par exemple arrivé au JDD après 10 ans passés chez *Paris-Match* où il « ne faisait plus grand-chose »²² et cherchait à retrouver du dynamisme dans son travail en intégrant le JDD comme premier secrétaire de rédaction, un poste qu'il n'avait jamais occupé auparavant et qui lui a permis de « redécouvrir le métier ».

La troisième évolution mentionnée par Neveu est l'importante **féménisation du travail de journaliste**. En effet, si historiquement le journalisme était largement dominé par les hommes, les femmes se sont progressivement imposées grâce à l'évolution des normes sociales, des politiques d'entreprises et grâce à leur accès aux écoles de journalisme qui favorisent l'insertion à des postes convoités. Ainsi, selon Neveu « Les femmes représentaient 15,3 % des journalistes en 1965, 39 % en 1999, 47 % en 2017... où elles représentaient même 54 % des journalistes recevant cette année-là leur première carte. », selon les données de l'Observatoire des métiers de la presse, les femmes représentent toujours 47,8% des journalistes en France en 2022. Néanmoins cette féménisation a ses limites puisque les femmes sont souvent réduites à des secteurs et des postes de travail correspondant aux stéréotypes genrés, elles sont par exemple largement surreprésentées au sein de la presse magazine, où elles représentent 58% des effectifs. La presse magazine a une longue histoire de spécialisation dans des sujets souvent stéréotypés comme étant d'intérêt féminin, tels que la mode, la beauté, la santé, la cuisine, et

²² Entretien réalisé avec B le 18 février 2024 (63 ans, ancien journaliste web à *Paris-Match*)

les relations. Les femmes sont aussi majoritaires parmi les postes de secrétaires de rédaction, à 59%. Les postes de secrétaires de rédaction sont associés à des compétences perçues comme féminines, telles que l'organisation, la minutie, et le souci du détail. Les stéréotypes de genre traditionnels assignent aux femmes des rôles de soutien et d'assistance, ce qui a facilité leur concentration dans ces postes. Si, parmi les onze personnes interrogées dans le cadre de cette étude, seules quatre sont des femmes, évaluer la féminisation de la rédaction du JDD nécessiterait les données de l'ensemble de celle-ci, ce que cette recherche ne permet pas. Néanmoins, un entretien réalisé avec l'un des secrétaires de rédaction confirme le poids des femmes au sein des postes de « SR » dans la rédaction. Arrivé au JDD après plusieurs années à Paris Match, B mentionne sa relation avec sa cheffe :

Et vous étiez content, du coup, de votre travail au JDD ?

Oui, oui, très content. C'était très bien. J'avais une cheffe très sympa que j'ai retrouvé maintenant à la *Tribune du dimanche* où je fais des piges maintenant. **Elle aussi, elle était nouvelle à son poste puisqu'elle était grimpée d'un cran. Elle était passée de première SR à rédac cheffe technique.** Je savais qu'il fallait que je fasse attention à lui montrer que je n'étais pas là avec l'espoir de lui prendre sa place, de jouer le vieux mâle blanc dominant. Ce n'était pas trop compliqué pour moi, d'ailleurs, parce que **j'ai souvent travaillé pour des femmes plus jeunes que moi.** Donc, je ne voyais pas ça du tout comme un déshonneur. Et Cyril Petit [directeur de la rédaction] était là-dessus pour chapeauter et pour aider, ce qu'il fait toujours de manière extrêmement bien réaliste.

(Entretien avec B : 63 ans, SR, ancien de Paris Match, 5 ans d'ancienneté)

Il est donc possible de supposer que le JDD connaisse aussi une féminisation importante, mais pouvant s'inscrire dans le cadre de certains stéréotypes genrés.

L'École Supérieure de Journalisme de Lille : une grande école et terrain privilégié de recrutement pour le JDD

L'ESJ de Lille fait partie des 14 écoles de journalisme reconnues par la profession, elle est aussi l'une des plus anciennes écoles (fondée en 1924). Il s'agit d'une école prestigieuse dans le milieu de la presse et elle a longtemps été placée au sommet du classement *Le Figaro Étudiant* ou au côté des écoles les plus renommées (ESJ-CFJ-CUEJ-IPJ). L'ESJ fournit un diplôme de grade master (BAC + 5) couplé d'un diplôme de l'IEP de Lille et permet à ses étudiants de choisir une spécialisation pour un média particulier (télé, radio, numérique) ou un certain type de journalisme (investigation, international, sciences). Cette école bénéficie d'un

large réseau et facilite l'intégration de ces élèves dans le métier en travaillant avec les médias les plus importants et demandés, notamment les médias parisiens, pour garantir des offres de stages et d'alternance uniquement aux élèves issues de l'ESJ.

Le *Journal du Dimanche* faisait partie du réseau de l'ESJ avant l'arrivée de Geoffroy Lejeune et la mobilisation. Le journal proposait chaque année plusieurs offres d'alternance au sein de sa rédaction, notamment au service web, au service SR et au service iconographie du journal. Ce partenariat était un bon moyen de recruter de nouveaux employés tout en les formant directement à l'intérieur de ses locaux, ce qui permet une adaptation précise à la culture et aux exigences spécifiques du journal. Le recours à l'alternance permet aussi de réduire les coûts d'une main-d'œuvre quasiment professionnelle en raison des enseignements proposés à l'ESJ qui garantissent des alternants connaissant déjà la pratique du terrain, la vie en rédaction (grâce aux stages) et la méthode de la presse papier. Les alternants, étant financés par l'entreprise et l'école, ou par des subventions, représentent donc un personnel moins coûteux que les salariés à plein temps.

En plus de se donner une bonne réputation d'employeur engagé dans la formation et le développement des « jeunes talents », ce partenariat garantie aussi au JDD un recrutement de qualité et une attractivité plus importante pour un journal hebdomadaire peu lu par les étudiants et les 25- 34 ans (seulement 7% de l'audience totale selon les chiffres de l'ACPM au deuxième semestre 2022). **Dans le cadre de cette étude, 5 des 11 personnes rencontrées étaient issues de l'ESJ de Lille et 4 d'entre elles avaient d'abord travaillé en tant qu'alternant au sein du journal avant de prolonger en tant que CDD ou pigiste.**

Le dernier changement important du journalisme français selon Érik Neveu réside dans **la montée du niveau de qualification des journalistes**. Cette hausse correspond à la place prépondérante qu'ont acquis les 14 écoles de journalisme reconnues par la profession. Les écoles de journalisme sont devenues des institutions clés dans la formation des journalistes modernes. La multiplication de leurs effectifs par quatre depuis les années 1980 [Lafarge et Marchetti ; 2011] allait, pendant un temps, de pair avec le développement du marché de l'emploi journalistique, tout particulièrement dans la presse magazine et les médias audiovisuels. Mais depuis les années 2000, la demande est restée très élevée malgré un ralentissement important du secteur en termes d'offres d'emplois. Mais comme l'expliquent Géraud Lafarge et Dominique Marchetti, « *L'instabilité de l'emploi n'a pourtant pas nui, pour l'instant du moins, à l'attractivité des études de journalisme et le capital scolaire devient de plus en plus décisif pour intégrer les formations « reconnues », les plus sélectives de cet espace*

des formations au journalisme qui s'est structuré depuis l'après-guerre. » Ces écoles ultra-sélectives, où prime une logique de sélection académique, visible aux mentions du bac et au passage des étudiants dans des filières sélectives (IEP), ont modifié le champ professionnel du journalisme français en introduisant des standards élevés de formation pour le recrutement des jeunes journalistes. En effet, les écoles garantissant un accès plus rapide aux postes les plus convoités, l'intégration du métier de journaliste hors de la formation des écoles est devenue plus difficile et précarisée. Ainsi, au sein de la rédaction du JDD, on retrouve une majorité de journalistes issus des écoles reconnues par la formation (EJ Sciences Po Paris, CUEJ, IPJ) et notamment de l'ESJ qui constitue un terrain de recrutement privilégié pour le JDD (cf. encadré ci-dessus).

Le *Journal du Dimanche* et sa rédaction sont donc représentatifs des quatre changements majeurs que connaît le journalisme français depuis les années 2000. La montée du niveau de diplôme des journalistes et le rajeunissement général du secteur sont bien visibles à travers l'échantillon de journalistes grévistes interrogés dans le cadre de cette recherche. Néanmoins, le JDD semble aussi être un journal où ses employés connaissent rapidement une certaine stabilité, avec une importante titularisation et une ancienneté très élevée qui montrent que la précarité n'y est pas aussi forte que dans le reste du secteur. Une des journalistes interrogées indique même que « le JDD était quand même une boîte qui payait plutôt bien par rapport aux autres rédacs. »²³. De plus, les modalités générales de cette étude ne permettent pas de définir avec précision le niveau de féminisation de cette rédaction, un phénomène pourtant majeur dans le journalisme selon Érik Neveu.

Le journalisme français d'aujourd'hui est donc le résultat d'un long processus de transformation et de progression d'un travail d'information complexe et nécessaire au fonctionnement démocratique. Le JDD représente ainsi un journal fonctionnant avec une importante logique d'entreprise héritée de la salarisation des journalistes analysée par Dupuy et Ruellan. Les journalistes sont donc une profession bien à part dans le monde du travail, oscillant entre particularisme corporatiste et déontologique et ce que Camille Dupuy appelle la « subordination juridique » qui fait d'eux des salariés similaires aux salariés d'autres entreprises capitalistes d'autres secteurs. Reconnaître ces modalités amène à questionner la difficile émergence d'une mobilisation de journalistes et pourquoi celle dont le JDD a été l'objet est d'autant plus singulière. Les transformations du journalisme français et l'évolution vers une logique d'entreprise posent des défis significatifs à la mobilisation des journalistes. La

²³ Entretien réalisé avec S le 23/02/2024, 30 ans, journaliste du service politique du JDD, 6 ans d'ancienneté.

subordination juridique, l'individualisme, la fragmentation syndicale, les préoccupations déontologiques et la précarité de l'emploi sont autant de facteurs qui compliquent la mise en place de mouvements collectifs efficaces.

1.3 La difficile émergence d'une mobilisation de journalistes

La mobilisation du *Journal du Dimanche* est un cas d'étude exceptionnel pour plusieurs raisons : d'abord, parce qu'il s'agit de la plus longue mobilisation de journalistes ayant jamais eu lieu dans le milieu de la presse écrite française (un mois), puis parce qu'il s'agit d'une grève ayant réussi à interpeller l'opinion et les pouvoirs publics, en France et à l'étranger, comme rarement un mouvement de journalistes ne l'a fait. En effet, il existe peu d'exemples de grève ou de mobilisation de journalistes ayant eu le même retentissement et la même couverture en France. Si le JDD est une exception inattendue, alors cette grève questionne les conditions particulières auxquelles les mobilisations spécifiques au milieu journalistique font face, et pourquoi leur émergence est souvent rare et difficile.

De nombreuses études²⁴ ont déjà montré l'importance des journalistes dans la légitimation et l'émergence des mouvements sociaux. En effet, en tant que rapporteurs de l'information, les journalistes ont le pouvoir de rendre visibles des enjeux et des luttes qui réussissent alors plus facilement à gagner en sympathisants et en importance. La visibilité médiatique est essentielle pour mobiliser le soutien populaire et exercer une pression sur les autorités pour qu'elles répondent aux revendications des mouvements sociaux. Patrick Champagne ira même jusqu'à parler de « mobilisation « pour » journalistes » tant les médias sont devenus une condition nécessaire à la bonne conduite d'un mouvement, « *On voit que « réussir » une manifestation, c'est finalement être capable de faire produire, en respectant de préférence l'indépendance de jugement des journalistes, de « bons » articles dans la plupart des supports de presse.* »²⁵ Néanmoins, si les journalistes possèdent un tel pouvoir de mise en lumière et de légitimation de la mobilisation sociale, pourquoi n'existe-t-il pas davantage de mobilisations de journalistes aussi importantes et aussi médiatisées que celle du JDD ?

Il existe une dualité entre le journalisme et l'engagement. Le journalisme est considéré comme un métier particulièrement exigeant, respectant une déontologie et des codes, dont un

²⁴ Notamment Patrick Champagne (1990), Érik Neveu (1999) et Philippe Juhem sur le cas d'SOS Racisme (1999)

²⁵ Champagne Patrick, 2015 (réédition), « Les manifestations « pour » journalistes » in P. Champagne, *Faire l'opinion, Le nouveau jeu politique*, Paris, Les Éditions de Minuit (coll. « Reprise »), pp. 232-237

impératif : l'impartialité. Inscrite dans la charte d'éthique professionnelle des journalistes de 1918, de 1938 et de 2011, l'impartialité est un des « piliers de l'action journalistique ». Les journalistes peuvent-ils alors être impartiaux et se mobiliser dans le cadre d'actions collectives ?



Bulletin du Syndicat des journalistes n°1, mentionnant les « Devoirs et les droits professionnels » du journaliste, décembre 1918.

La question de l'engagement des journalistes peut, à première vue, être en contradiction avec l'essence de leur profession, qui leur impose l'exigence de neutralité, d'être « libre de toutes attaches ». Cependant, comme le montrent Sandrine Lévêque et Denis Ruellan dans *Journalistes engagés*, l'essence de ce que doit être le journaliste est encore aujourd'hui l'objet de débats et de luttes qui perdurent depuis la professionnalisation de ce métier. Des contre-modèles revendiquant un journalisme plus politique et à la subjectivité critique assumée ont d'ailleurs existé, comme le *new journalism* dans les années 70. Plus récemment, la création du site *Médiapart* et son principal penseur Edwy Plenel, revendiquent explicitement un journalisme « engagé » dans la défense de la liberté de la presse et une forme de critique éclairante pour les citoyens, figure centrale à laquelle les journalistes doivent allégeance. L'idée d'un journaliste « désengagé » n'est donc pas partagée par l'ensemble de la profession, mais constitue le « mythe professionnel » dominant et largement consacré par la recherche sur le journalisme en sciences sociales. Selon Sandrine Lévêque, le processus de professionnalisation journalistique décrit précédemment (cf. 1.2.1) a été largement analysé comme un processus d'autonomisation et de dépolitisation de la profession, d'abord parce que la professionnalisation s'accompagne souvent de l'adoption de normes éthiques qui mettent l'accent sur la neutralité et l'objectivité, ensuite parce qu'elle implique une certaine standardisation des pratiques

journalistiques, et enfin parce qu'elle soumet les journalistes à des hiérarchies organisationnelles et à des structures de gestion d'entreprises de presse professionnelles qui priorisent la rentabilité et la réputation de l'entreprise.

A partir de cette dépolitisation, les journalistes sont aussi plus réticents à s'engager dans une mobilisation ou un mouvement social, notamment au JDD où les sujets politiques forment la majorité des pages du journal et lui confèrent une certaine réputation dans le milieu de la presse parisienne. En effet, le JDD était connu pour être un journal « proche du pouvoir », capable de « prévoir l'actualité politique à venir »²⁶ grâce à des annonces importantes réalisées dans des interviews ou des portraits de personnalités politiques. Certains journalistes de la rédaction étaient donc précautionneux et ne souhaitaient pas pouvoir être identifiés comme militant, comme en témoigne cette ex-journaliste du service politique du JDD :

Est-ce que tu avais déjà participé à une mobilisation avant celle du JDD ?

Non. J'ai dû aller en manif quand j'étais au collège-lycée, en suivant le mouvement (...) On avait bloqué mon lycée, on était allé en manif, mais sans vraiment comprendre ce qui se passait, juste parce que... j'étais pas du tout politisée, je m'intéressais très très peu à la politique.

Après, tu n'as pas participé à d'autres manifs ?

Non, jamais. Si, j'avais dû aller au rassemblement après les attentats à Charlie Hebdo, et après les attentats au Bataclan.

D'accord.

C'est plus des rassemblements, pas de manifestation pour une cause en particulier, si tu veux. D'abord pour une raison pratico-pratique, c'était que je travaillais le samedi, et comme la plupart des manifs à Paris sont le samedi, l'air de rien, ça se complique (...) **Et ensuite, parce que je suis journaliste politique, dans ce genre de manifs, il y a souvent des politiques, il y a énormément de monde, mais moi je suis très attentive à ce qu'on ne puisse pas connaître mes opinions politiques**, parce que je trouve... Bon, ils ont toujours une idée, parce qu'en fait, vis-à-vis de mes interlocuteurs politiques, je veux pas du tout qu'ils puissent se dire « ah, mais elle me pose telle question parce qu'elle est de gauche », ou « elle me pose cette question parce qu'elle est plutôt de droite », etc.

Mais cet engagement pour une neutralité irréprochable est avant tout personnel et ne relève pas des règles de la rédaction du JDD :

²⁶ Qualificatif retrouvé dans 4 des 11 entretiens à la question « Quelle était votre image du JDD avant d'y entrer ? »

Il faut vraiment que tu restes neutre, quoi, c'est ça ?

Ce n'était pas une consigne, mais moi, ça a toujours été mon positionnement. **Je ne veux pas qu'on sache, pour qui je vote, quelles sont mes opinions politiques.** (...) J'imagine qu'ils ont un a priori sur mes opinions politiques, mais je ne veux pas qu'il n'y ait rien d'écrit, je ne veux pas être vue dans une manifestation, je ne veux pas qu'ils puissent dire « ah mais elle écrit tel papier parce qu'elle est de gauche » ou « parce qu'elle est de droite », etc. **Je ne veux pas prêter le flanc à une éventuelle accusation de militantisme ou d'opinion politique dans mon travail.**

Est-ce que tu dirais que c'est un sentiment qui est partagé dans le service politique ? Enfin, dans tes anciens collègues du JDD ?

Je crois que oui, plutôt. Pour le coup, ils n'ont jamais pris position publiquement sur un sujet. Enfin, je n'ai jamais eu connaissance, je ne connais pas toute leur vie, mais je n'ai pas eu le sentiment qu'ils soient déjà allés en manifestation ou des choses comme ça. Entre nous, je pense qu'on connaissait nos opinions politiques (...) Mais publiquement, à l'extérieur, je ne crois pas qu'ils aient jamais pris position ou que quelqu'un aurait pu dire « machine, elle est de droite », « bidule il vote Fillon », « machine, elle est d'extrême gauche », je ne sais quoi. Et ce n'était pas une règle fixée. Autant dans ma nouvelle boîte, c'est très clair sur le fait qu'ils ne veulent pas qu'on prenne position sur quelques sujets que ce soit. Autant au JDD ou avec mon chef de service, il n'y avait jamais eu d'indication particulière sur « est-ce que vous voulez prendre position ? » ou des choses comme ça.

(Entretien avec S : 30 ans, journaliste au service politique du JDD, 6 ans d'ancienneté)

Cette injonction à l'objectivité est particulièrement marquée en France, selon Eugénie Saitta, qui a réalisé une comparaison entre la France et l'Italie²⁷ sur les journalistes politiques de la presse quotidienne nationale (PQN) dans les services du *Monde* et du *Corriere della Sera*. Elle explique que le désengagement des journalistes est fortement lié au désengagement de la presse française à partir des années 80. Les quotidiens nationaux de gauche comme *L'Humanité* ou *Libération* se désolidarisent des positionnements des partis qu'ils soutenaient auparavant, notamment au moment de l'alternance politique à la suite de l'élection présidentielle de 1981. Celle-ci est décrite par Eugénie Saitta comme « une période charnière » de transformation pour le journalisme français. Il y a selon elle, un effet de « génération » entre les journalistes, qui se caractérise par une socialisation différenciée à la politique. « L'ancienne » génération, celle

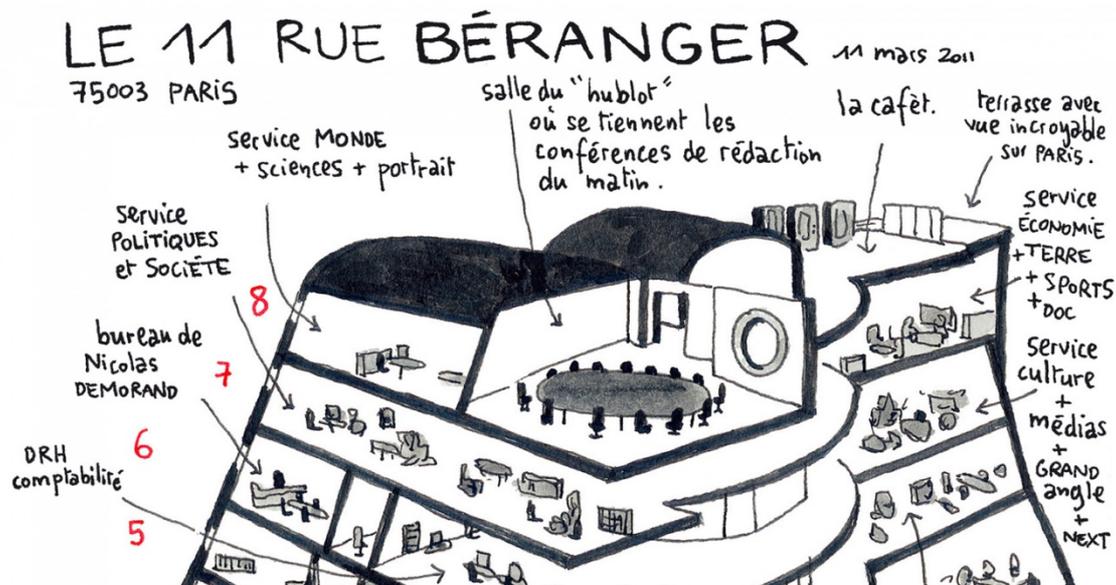
²⁷ Saitta, E. (2010). 2. Les transformations des rapports entre journalisme et politique. In S. Lévêque & D. Ruellan (éds.), *Journalistes engagés* (1-). Presses universitaires de Rennes.

issue du *baby-boom* des années cinquante, a connu une socialisation politique marquée par l'absence d'alternance politique et où il existait « un fort antagonisme entre l'offre politique des formations de droite et de gauche », tandis que la « nouvelle » génération, née dans les années soixante, connaîtrait une socialisation politique plus « négative », avec des alternances successives et des dysfonctionnements qui rendent le sentiment d'appartenance politique moins important. Eugénie Saitta note aussi une modification de l'embauche des journalistes qui traduit la dépolitisation de ceux-ci. Elle explique que « *la première [génération] a fait l'expérience du journalisme politique dans un champ journalistique où l'embauche des journalistes se faisait avant tout sur des critères partisans, où la PQN et les newsmagazines se positionnaient explicitement selon un axe droite/gauche (...) la seconde arrive dans un champ journalistique caractérisé par la « neutralisation » progressive des journaux.* » La « neutralisation » des journalistes vient donc aussi du champ médiatique dans son ensemble qui se dépolitise et entre davantage dans des logiques commerciales, privilégiant les rubriques les plus « vendeuses », comme l'explique Eugénie Saitta, « *Le poids grandissant des contraintes économiques accentue la concurrence entre rubriques dans laquelle celles qui sont attractives en termes de lectorat ou d'annonceurs sortent gagnantes, au détriment de celles qui, comme « Politique » et « International », présentent une rentabilité en termes de prestige.* »

Ces transformations des rapports entre politique et journalisme expliquent donc la rareté des mobilisations de journalistes dans la sphère publique. Les mobilisations de journalistes apparaissent dans des contextes particuliers et pour des motivations spécifiques à leur profession. En effet, les journalistes possèdent une double identité qui mêle des responsabilités professionnelles (salariés) et éthiques (journalistes). Leur engagement pour la liberté de la presse, la véracité de l'information et l'indépendance journalistique confère à leurs mobilisations une dimension particulière. Ils ne se mobilisent pas, ou très peu, pour des raisons économiques ou professionnelles, mais surtout pour défendre des principes déontologiques et la qualité de l'information, ainsi que l'image qu'ils ont d'eux-mêmes. Dans *Nous journalistes, déontologie et identité*, Denis Ruellan explique que la déontologie « agit comme une morale collective qui permet aux acteurs de faire collectif », c'est la raison pour laquelle les journalistes, accordant un tel attachement à ces principes déontologiques qui rendent leur profession unique et particulière, se mobilisent souvent plus massivement pour leur identité de groupe professionnel que pour leur identité de salariés.

1.3.1. « Nous sommes un journal » chez Libération : exemple d'une mobilisation de journalistes

Le journal *Libération* est un titre emblématique de la presse française depuis sa création en 1973 par Jean-Paul Sartre et Serge July. Il s'agit d'un titre de la PQN particulièrement engagé politiquement, dont la création avait pour but de défendre les idées de gauche et dont la ligne éditoriale a toujours été marquée par des idéaux de liberté, de justice sociale et de démocratie directe. Il s'agit encore aujourd'hui du septième quotidien français avec presque un million de lecteurs au numéro selon l'ACPM. Mais en 2013-2014, le journal traverse une crise économique importante et travaille avec de lourdes difficultés financières. Cela entraîne alors à plusieurs reprises des changements de direction, dont l'arrivée du journaliste Nicolas Demorand à la direction du journal. Durant l'hiver 2014, les journalistes adoptent une motion de défiance pour réclamer un projet de développement économique crédible pour *Libé*. Les actionnaires du journal, dont le promoteur immobilier Bruno Ledoux, proposent alors un projet inédit : faire de *Libération* un réseau social, créateur de contenu monétisable et transformer les locaux historiques du journal, au 11 rue Béranger à Paris, en espace culturel avec restaurant, bar et incubateur de start-up.



Anciens locaux de *Libération* dessinés par le BD reporter Mathieu Sapin (*Journal d'un journal*, Delcourt, 2011)

L'idée conduit les journalistes à se mobiliser, refusant de voir leur journal devenir une marque dénuée de son identité propre, celle d'un journal. Une grève avait déjà eu lieu dans la semaine pour contester la gestion économique du journal, elle ne sera pas reconduite. Le mode d'action choisi par les journalistes de *Libération* en 2014 montre l'importance accordée à l'essence de cette profession. Le slogan « *Nous sommes un journal* » est choisi par la rédaction et résume cette mobilisation, affirmant la primauté du journalisme et le refus de voir le journal se transformer en une entreprise multimédia déconnectée de ses valeurs fondamentales. Les

journalistes dénoncent une vision qu'ils jugent dénaturante et incompatible avec la mission d'information et de service public de la presse. Ils craignent que la diversification des activités ne dilue l'identité journalistique de *Libération* et n'entrave son indépendance éditoriale. Les journalistes de Libé « prennent la une » en publiant une édition du journal sous forme de manifeste le 8 février 2014.

3,60 EUROS. PREMIÈRE ÉDITION N°10182

SAMEDI 8 FÉVRIER ET DIMANCHE 9 FÉVRIER 2014

WWW.LIBERATION.FR



NOUS SOMMES UN JOURNAL

pas un restaurant,
pas un réseau social,
pas un espace culturel,
pas un plateau télé,
pas un bar,
pas un incubateur de start-up...

**Les salariés de «Libération»
répondent au projet des actionnaires**



PAGES 2-6

UN FILM DE JIM JARMUSCH

Only Lovers Left Alive

19 FEV

Wolfram PREMIERE le Monde

JIM JARMUSCH EN CONCERT !

LE MARDI 11 FÉVRIER, AVANT-PREMIÈRES À 19H15

UGC CINÉ CITE LES HALLES - UGC CINÉ CITE REBLY - UGC CINÉ CITE PARIS 19

SUIVIES D'UN CONCERT À LA MACHINE DU MOULIN ROUGE À 22H15

WHITE HILLS / JOZEF VAN WISSEM / YASMINE HAMDAM
SQÛRE (GROUPE DE JIM JARMUSCH)

TICKETS 20€ / CARTES À TIRER 50€ - INFO@JIMJARMUSCH.COM

IMPRIMÉ EN FRANCE / PRINTED IN FRANCE Allemagne 3,20 € - Andorre 2,50 € - Autriche 2,20 € - Belgique 3,00 € - Canada 5,50 \$ - Danemark 3,4 Kr. - DOM 3,30 € - Espagne 3,50 € - États-Unis 6 \$ - Finlande 3,60 € - Grande-Bretagne 3,20 € - Grèce 3,60 € - Irlande 3,20 € - Israël 3,4 ILS - Italie 3,30 € - Luxembourg 3,60 € - Maroc 27 Dh. - Norvège 33 Kr. - Pays-Bas 3,30 € - Portugal (cont.) 3,20 € - Royaume-Uni 3,20 € - Suède 31 Kr. - Suisse 5,00 FF. - Tchèque 280 CZK. - Tunisie 3,60 DT. - Zone CFA 3 600 CFA.

Édition du journal *Libération* du 8 et 9 février 2014

Cette méthode d'interpellation des lecteurs dans le cadre d'une mobilisation collective peut s'inscrire dans ce qu'Érik Neveu dans *Sociologie des mouvements sociaux* (2019) appelle la « mise en langage de la protestation ». La mise en langage est une théorie de l'école du *collective behaviour*, ou comportement collectif, qui partage l'idée que les mouvements sociaux ne naissent pas nécessairement d'une accumulation de frustration, mais « suppose un travail de

représentations qui donne au mécontentement un langage ». Ainsi, Neveu cite le sociologue américain Felstiner qui propose une trilogie de cette « mise en langage » que l'on retrouve dans la mobilisation de journalistes : *naming*, *blaming*, *claiming*. Nommer (*naming*) ainsi cette une « Nous sommes un journal » permet de trouver les mots pour présenter une situation comme problématique. Blâmer (*blaming*) le projet de « restaurant » de « start-up » et de « bar » ainsi que les « actionnaires » fait jouer une logique d'imputation qui identifie des coupables. Enfin, réclamer (*claiming*), suggéré par la dernière phrase de la une, c'est traduire en revendications et actions la réponse au malaise identifié.

Ainsi, une mobilisation de journalistes telle que celle de *Libération*, qui était l'une des mobilisations les plus connues du grand public avant celle du JDD, montre que l'action collective des professionnels de l'information comporte une importante dimension symbolique et expressive. L'analyse de la mobilisation du JDD portera donc une attention particulière à cette construction et cette diffusion d'un discours explicatif et normatif qui semble propre aux mobilisations de journalistes.

La mobilisation, « fronde », de *Libération* a continué durant plusieurs semaines, jusqu'à la reprise du journal par le milliardaire Patrick Drahi en mai 2014. Entre temps, Nicolas Demorand et Bruno Ledoux ont quitté le journal. Le 14 mai 2020, Patrick Drahi annonce épurer les dettes de *Libération* et placer le titre sous une fondation afin de lui garantir « la plus totale indépendance éditoriale, économique et financière ». Le journal sort ainsi du groupe Altice Médias pour devenir la propriété du Fonds de dotation pour une presse indépendante, inspiré du modèle de *Médiapart*, qui lui permet d'être la propriété d'une structure non-capitaliste.

Le JDD ne possède pas un passé « frondeur » aussi important que celui de *Libération*, d'abord parce qu'il s'agit d'un journal modéré, n'ayant pas d'engagement politique, et ensuite parce que ses journalistes bénéficiaient jusque-là de conditions de travail relativement stables dans une rédaction composée de grands expérimentés et de jeunes en début de carrière. Le journal n'a connu qu'une seule autre mobilisation au cours de son histoire récente. En février 2016, le journal s'était mis en grève pour protester contre un plan de départs volontaires présenté par la direction de Lagardère Média. Ce plan prévoyait 220 départs dans l'ensemble de sa branche presse (à l'époque JDD, *Paris Match*, *Elle*, *Télé 7 Jours*, *Ici Paris*) dont 16 postes au sein du *Journal du Dimanche*. Le journal n'était alors pas paru dans les kiosques le dimanche suivant le mouvement, ce qui avait eu un peu d'échos dans la presse. Mais au sein de la rédaction, cette précédente mobilisation n'a pas beaucoup marqué les esprits :

Avant cette grève au JDD, est-ce que vous aviez déjà participé à un mouvement social dans le même genre ?

Oui. Oui, oui. Quelques années auparavant. À un moment j'étais responsable de la SDJ au JDD. Il y a de ça 10 ans, à peu près. Et donc à l'époque c'était pour quoi...(réfléchit) Je sais plus, c'était un truc... C'était un des multiples...**Donc c'était contre un des multiples plans de...De départ volontaire d'économie.** Enfin je sais plus comment on appelait ça. Mais voilà, il y avait ça.

Qu'est-ce que vous aviez fait ?

Bah...On avait mis un truc de protestation. Enfin faire en sorte qu'il y ait des grèves de protestation, soit à l'échelle du groupe ou à l'échelle du journal. **Mais bon, il n'y a tellement rien de comparable avec ce qu'on a vécu après, qui a été une grève dure au JDD cet été,** qu'avant c'était... C'est des choses qui ne dureraient pas beaucoup en fait.

(Entretien avec J : 54 ans, rédacteur en chef, 28 ans d'ancienneté au JDD)

Selon un autre journaliste, il s'agissait de « la première fois de l'histoire que le JDD n'était pas paru ». La réussite de la grève de 2023 semble d'autant plus inédite, puisqu'elle intervient dans une rédaction peu habituée à la mobilisation, dont les caractéristiques structurelles étaient initialement défavorables. En effet, il s'agit d'une rédaction divisée en services où, de façon assez classique, chaque groupe se reconnaît selon la rubrique et le sujet pour lequel il travaille. On trouve ainsi le service web, le service politique et société, le service *lifestyle*, le service économie, le service étranger, les secrétaires de rédaction etc. Cette configuration entraîne parfois un manque d'échange et d'interconnaissance entre les services et les personnes, ce qui est peu propice à la mobilisation collective. Ce journaliste du service web décrit même des « tensions » entre les services de la rédaction :

Et du coup, quand la grève a commencé, toi, tu t'attendais à une telle mobilisation d'une telle ampleur ?

Non, parce qu'en fait, dans cette rédac, elle était très divisée, cette rédac, dans le sens où chaque service était un peu dans son coin. Nous, au web, ce n'était pas la peine. En fait, nous, au web, on n'était quasiment que des jeunes. On avait tous moins de 30 ans. Et en gros, on était un peu les geeks du web qui font leur truc sur le web.

Dans leur coin un peu ?

Ouais. Et les journalistes du journal papier, ils n'arrivaient pas à faire leur truc. Du coup, ils nous laissaient les trucs et nous, on le faisait à leur place. Et du coup, il y avait vraiment une scission. Et même entre les services, ça ne s'entendait pas. Entre les

services, il y avait vraiment beaucoup de tension. Et quand il y a eu la grève, je me suis dit, comment là, on va réussir à faire un truc en commun alors qu'on est incapable de s'entendre pour un journal chaque semaine. Et au final, ça a pris. Mais je pense que de toute façon, ça a étonné tout le monde.

(Entretien avec H : 24 ans, alternant de l'ESJ Lille au JDD)

1.4 Le poids grandissant de l'actionnariat dans les médias : tensions structurelles

En France et dans le monde, l'économie des médias est aujourd'hui guidée par le capitalisme et l'actionnariat. Cette libéralisation est arrivée au cours des années 70 en France, lorsque l'audiovisuel s'est progressivement privatisé, d'abord avec l'autorisation de la publicité à la télévision, puis avec l'éclatement de l'ORTF en 1974. La fin du monopole public a donné lieu à l'entrée de capitaux privés dans le financement des médias, et donc à l'apparition de grands actionnaires, dirigeants de presse et « magnats » des médias. Selon Julie Sedel²⁸ il n'existe pas de définition générale des dirigeants de presse, mais le droit français consacre tout de même une définition juridique au rôle de dirigeant de presse. En effet, selon la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, modifiée par la loi du 27 janvier 2017, art. 41, « *Lorsqu'une personne physique est propriétaire ou locataire-gérant d'une entreprise éditrice au sens de la loi n° 86-897 du 1^{er} août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse ou en détient la majorité du capital ou des droits de vote, cette personne est directeur de la publication.* ». Le droit renvoie donc davantage la direction à la gestion administrative de l'entreprise de presse qu'à la définition de la politique éditoriale du journal.

Mais la question du poids de l'actionnariat dans les journaux est bien liée à l'influence de celui-ci dans la gestion des contenus journalistiques. En effet, les actionnaires peuvent exercer une influence directe ou indirecte sur les contenus éditoriaux. Ils peuvent pousser les rédactions à privilégier des sujets sensationnalistes ou rentables au détriment des sujets d'intérêt public, ou bien, ils peuvent favoriser des sujets orientés dans un but politique. Selon Julia Cagé²⁹, il faut sortir de l'illusion selon laquelle les actionnaires sont avant tout de « généreux mécènes » venus sauver les médias de la faillite. Elle déconstruit cette idée en expliquant que les milliardaires investissent avant tout dans les médias pour trouver des « outils d'influence » et ils « viennent fragiliser le bon fonctionnement de nos démocraties, qui reposent en grande

²⁸ Sedel, J. (2022). I / Une profession en clair-obscur. Dans : Julie Sedel éd., *Sociologie des dirigeants de presse* (pp. 9-29). Paris : La Découverte.

²⁹ Cagé J. [2015], *Sauver les médias. Capitalisme, financement participatif et démocratie*, Paris, Seuil.

partie sur la fourniture au plus grand nombre d'une information indépendante et de qualité ». L'information serait donc mise en danger par les dirigeants de presse qui cherchent à contrôler les médias qu'ils possèdent.

Pour Julie Sedel, la question de l'influence des actionnaires est plus complexe. Pour la sociologie française et internationale, l'influence des actionnaires sur les médias relève avant tout de l'implicite tant elle est difficile à prouver. Les pressions peuvent être subtiles, passant par des indications informelles, des attentes implicites ou des choix de recrutement qui alignent les rédactions avec les vues des dirigeants. La recherche ne parvient donc pas à fournir des preuves concluantes de l'impact de la propriété. Les chercheurs ont un accès limité aux terrains, aux discussions internes, aux courriels ou aux comptes-rendus de réunions éditoriales, ce qui limite leur capacité à documenter les mécanismes précis de l'influence des dirigeants. Néanmoins, selon Sedel « l'influence de la propriété est plutôt omniprésente, et même inévitable en tant que force latente », mais les obstacles méthodologiques sont trop importants pour qu'il puisse exister une étude française aussi précise que celle de Jonas Ohlsson³⁰ sur les conseils d'administration de trois journaux suédois, entre 1955 et 2005 par exemple. En France, par exemple, les journaux n'ont pas l'obligation de rendre publiques la liste nominative de leurs actionnaires ni celle des membres de leurs conseils d'administration ou de surveillance, qui constituent pourtant des instances stratégiques.

1.4.1. La succession de directeurs de rédaction au JDD

Au *Journal du Dimanche*, la nomination de Geoffroy Lejeune a été vue comme une décision émanant directement des plus hautes sphères du groupe Lagardère, et relevant d'un choix politique destiné à transformer le journal, jusqu'ici modéré, en journal d'opinion. Mais la relation entre la rédaction du journal et ses dirigeants avait déjà été plusieurs fois altérée au cours des dernières années en raison de l'instabilité du poste de directeur de rédaction. Les directeurs de rédaction sont, selon Rémy Rieffel [1984] « l'élite des journalistes », ceux parvenus « au plus haut sommet de l'échelle professionnelle ». Julie Sedel les inclut donc dans sa sociologie des dirigeants de presse, qui souligne la conformité entre cette élite journalistique et la « classe dirigeante ». Leur rôle au sein d'une rédaction est de superviser l'ensemble de la production du journal pour lequel ils travaillent, en donnant notamment des indications aux

³⁰ Ohlsson J. [2012], « The practice of newspaper ownership. Fifty years of control and influence in the Swedish local press », PHD, University of Gothenburg.

rédacteurs en chef, que l'on pourrait considérer comme en-dessous d'eux dans la hiérarchie de la direction d'un journal.

Entre 2016 et 2023, la rédaction du JDD a connu quatre directeurs de rédaction différents, parfois durant des périodes très courtes faisant plutôt penser à des temps « d'intérim » comme ce fut le cas de Cyril Petit, directeur de la rédaction pendant sept mois entre octobre 2021 et mai 2022, ou Jérôme Bellay, directeur général de la rédaction pendant trois mois seulement, d'octobre 2021 à janvier 2022. Cette période d'oscillation des directeurs débute en 2021, au moment de l'éviction d'Hervé Gattegno, directeur du journal depuis 2016. Hervé Gattegno est une figure marquante de la rédaction du JDD en raison du caractère clivant de son management au sein du journal, ainsi qu'à *Paris-Match* qu'il dirigeait également. Dans un article du *Monde*³¹ relatant son départ, voici comment est décrit Mr. Gattegno par un journaliste de la rédaction : « *Il était très peu aimé des journalistes qui appréciaient peu ses méthodes brutales et autoritaires.* » Au *Journal du Dimanche*, les avis divergent sur le souvenir d'Hervé Gattegno, certains lui reprochent d'avoir divisé la rédaction :

On a eu un directeur pendant quelques années qui estimait que le reportage, c'était le parent pauvre du journalisme. En tout cas, que ce n'était pas ce que le lecteur attendait, qu'il fallait qu'on apporte des infos. Et donc il était plutôt sur des enquêtes, des infos, des scoops, etc. (...) Donc voilà, il a beaucoup remanié la rédaction. **C'est une rédaction qui s'est scindée à cette époque-là, entre « pro » et « anti », on va dire.**

C'était M. Béglé, c'est ça ?

Non, c'était Hervé Gattegno. C'était celui qui était juste avant Jérôme Béglé. Donc ça a un peu coupé la rédaction en deux. Et donc voilà, si on n'était pas dans le camp des pros, Hervé Gattegno, c'était deux façons de voir le métier, et moi je ne faisais pas partie des pros. Donc voilà, j'étais un peu moins heureuse pendant cette période-là.

(Entretien réalisé avec D : Journaliste au service société, 47 ans, 12 ans d'ancienneté au JDD)

Et d'autres se souviennent de lui comme d'un bon dirigeant, capable de pousser les journalistes à donner le meilleur et à leur offrir des opportunités :

Moi, j'ai énormément appris et je suis encore très reconnaissante à Hervé parce qu'il m'a fait confiance hyper tôt. Par exemple, il m'a offert une double page dans le JDD écrite quand je n'étais même pas encore diplômée. Donc, très jeune, il m'a fait confiance, il m'a donné des chances, etc. Et ensuite, oui, il est hyper exigeant. Donc, c'est beaucoup

³¹ Le Monde avec AFP (2021) « Hervé Gattegno écarté de la direction du « JDD » et de « Paris Match » » *Le Monde*, 19 octobre.

de pression parce que tu annonces tes sujets le mardi matin à la conférence de rédaction. Et en fait, le mercredi, il revient en disant non, mais ça, ça ne va pas, ça ne va pas assez loin. (...) **Donc, c'est très exigeant, c'est très stressant, c'est assez intense. Mais j'ai énormément progressé, j'ai énormément appris à cette période.** C'était parfois un peu dur moralement, mais c'est quand même un peu du management à la dure. Il pouvait être un peu violent verbalement, mais dans la limite, évidemment, du pénal ou de ce qui est acceptable. Sinon, je me serais barré.

(Entretien avec S : 30 ans, journaliste au service politique du JDD, 6 ans d'ancienneté)

Un débat interne semble donc entourer l'image de l'ancien directeur, parfois trop autoritaire. Néanmoins, son départ, considéré comme imposé et soudain, apparaît déjà aux journalistes comme le signe avant-coureur de la prise en main du groupe Lagardère par le nouvel actionnaire en devenir, le groupe Vivendi de Vincent Bolloré. L'article du *Monde* évoque ainsi le traitement de la candidature présidentielle d'Éric Zemmour par *Paris-Match* et le *JDD*, qui serait à l'origine de l'éviction d'Hervé Gattegno : « *Paris Match* a publié à la fin de septembre en « une » une photo d'Eric Zemmour, qui est marié, enlaçant sa collaboratrice Sarah Knafo lors d'une baignade en mer. Quelques jours auparavant, Hervé Gattegno signait un édito dans *Le JDD*, au titre sans équivoque : « Éric Zemmour se pose davantage en prophète du malheur qu'en chevalier du renouveau ». Une autre affaire est évoquée par la presse pour expliquer le licenciement de Mr. Gattegno, l'affaire Takkiedine liée à Nicolas Sarkozy et à l'argent que celui-ci aurait reçu du dirigeant libyen, Mouammar Kadhafi. Ziad Takkiedine était l'un des principaux accusateurs de Nicolas Sarkozy, avant de revenir sur ses propos dans une interview donnée à *Paris-Match*, à l'époque où Mr. Gattegno était directeur. Cette affaire aurait créé un « profond malaise » au sein des deux rédactions, gênées par le parti-pris de leur directeur, qui était considéré comme « pro-Sarkozy ».

Est-ce que vous vous souvenez d'un épisode de friction en particulier avec la direction ?

Oui, il y en a eu beaucoup, parce que je me souviens qu'un été, il [Hervé Gattegno] nous avait clairement fait une série d'été, où tous les mois, toutes les semaines, il sortait 5-6 pages pour prouver que Sarkozy était innocent, que c'était une machination contre lui. **Après, ça s'est poursuivi à *Paris Match*, avec Takkiedine, la fausse rétractation.** Si vous avez suivi tout ça, vous verrez, il y a eu tout un épisode, c'était presque une série. Donc là, oui, ça a été violent. C'était un homme brillant, c'est indéniable, mais qui ne supportait pas la moindre contestation, qui exigeait une loyauté absolue et qui estimait que la SDJ n'était pas loyale, n'était pas dans son rôle, etc. Donc ça a été très violent.

(Entretien avec E : 51 ans, journaliste culture, 25 ans d'ancienneté)

Ce changement de direction laisse donc une rédaction très divisée et méfiante quant à l'influence grandissante de son actionnaire, Vincent Bolloré, qui à l'époque, venait d'annoncer son projet d'offre publique d'achat (OPA) pour devenir propriétaire du groupe. Jérôme Bellay, 79 ans, a ensuite pris la tête de la rédaction pendant une courte période (trois mois) avant l'arrivée de Jérôme Bégé qui restera au poste de directeur général de la rédaction jusqu'au 22 juin, jour de la révélation de l'arrivée de Geoffroy Lejeune et du début de la grève. La nomination de Jérôme Bégé avait, elle aussi, interpellé les médias à l'époque³² en raison de la proximité de cet ancien journaliste du *Point* avec la chaîne d'information en continue du groupe Vivendi, CNews, ancien I-Télé, « (...) il intervenait presque tous les matins sur CNews, la chaîne d'information de Vincent Bolloré. En tant qu'éditorialiste politique (...) et participant régulier à partir de 9 heures de « L'Heure des pros », le talk-show de son ami Pascal Praud. Comme lui, Jérôme Bégé incarne désormais l'influence conservatrice de Vincent Bolloré sur le paysage médiatique. » La succession de nominations et de départs au *Journal du Dimanche* semble donc liée à l'influence grandissante de Vincent Bolloré dans le groupe Lagardère.

Le cas du JDD montre donc comment l'apparition d'un nouvel actionnaire peut changer la physionomie d'un média, et bien que le dessein politique de Vincent Bolloré ne puisse pas être scientifiquement prouvé, comme Julie Sedel l'a montré, sa figure interroge le cas des « magnats des médias ». Les magnats de médias représentent l'exercice d'un pouvoir personnel à travers l'acquisition de titres de presse, ce sont des propriétaires « d'empires » médiatiques tels Rupert Murdoch ou Silvio Berlusconi. Julie Sedel note d'ailleurs que la figure du magnat des médias diffère selon les pays. Ainsi les magnats français seraient davantage des « hommes de l'ombre » comparativement aux *tycoons*³³ britanniques. La raison avancée pour expliquer cette différence avec les britanniques, et les pays anglo-saxons dans leur ensemble, serait la double filiation politique et littéraire du journalisme en France : « La première motivation pour un français à investir dans un journal est le désir d'acquérir des moyens d'influence » et non de l'argent [Chalaby, 1997, p. 629]. A contrario, les « barons de presse » britanniques se démarqueraient par leur « volonté d'investir du capital dans le champ de la presse, leur capacité

³² François Krug (2022) « Le journaliste Jérôme Bégé ou les nouveaux habits du dimanche », *M Le mag*, 17 avril.

³³ Mot communément utilisé par les anglo-saxons pour désigner les barons de presse, il est dérivé du mot *nabab* qui désignait quelqu'un qui avait acquis une fortune à l'étranger dans des circonstances mystérieuses.

à engranger des profits dans le journalisme et, pour finir, leur aptitude à construire des « conglomerats de presse ». Le gouffre financier que représente l'acquisition d'un média, souvent racheté en état de difficulté économique, montre que la recherche de rentabilité n'est pas ce qui pousse les entrepreneurs à investir mais la volonté de « bénéficier d'une tribune et d'une influence politique ». Ainsi, Vincent Bolloré représente, selon Julie Sedel, « l'intervention de l'actionnaire sur la politique éditoriale » tant la radicalité des choix directionnels qui ont pu être fait au JDD, à *Paris-Match*, mais aussi dans les autres médias qu'il possède (Europe 1, Canal +, I-Télé) semblent corrélée à ses prises de responsabilité dans les conseils d'administration de ces différentes entreprises de presse.

Selon Julia Cagé, cette montée en puissance des actionnaires est un phénomène généralisé, qui doit être contré pour garantir l'indépendance des journalistes dans la réalisation de leur travail. Dans *Sauver les médias*, elle suggère ainsi de « dépasser la loi du marché » et de rechercher la non-lucrativité. Julia Cagé suggère la création de société de média « à but non lucratif, sans versement de dividendes ni possibilités pour les actionnaires de récupérer leur apport », avec des dons défiscalisés pour les médias. Ces propositions visent à instaurer un modèle économique alternatif qui préserverait l'intégrité éditoriale et permettrait aux journalistes de travailler sans subir les pressions financières des actionnaires. En adoptant un tel modèle, les médias pourraient se recentrer sur leur mission première, et celle que revendiquait les journalistes du JDD : fournir une information indépendante et de qualité.

Chapitre 2. Enjeux de la mobilisation au *Journal du Dimanche*

Si la mobilisation du JDD s'inscrit dans un contexte de tensions accrues entre les logiques éditoriales et les impératifs imposés par les actionnaires, dans un paysage médiatique en crise, il s'agit aussi d'une mobilisation interne à une rédaction impliquant des enjeux plus microsociologiques, à l'échelle de la rédaction et de ses journalistes. Les acteurs de la grève interrogés dans cette étude portent chacun des motivations à la fois collectives et individuelles les poussant à s'engager dans le mouvement. La question des enjeux de la mobilisation au *Journal du Dimanche* relève à la fois des difficultés structurelles auxquelles ils sont confrontés en tant de groupe, des valeurs qu'ils portent en tant que journalistes, mais aussi de sentiments personnels marqués par les souvenirs d'anciennes mobilisations. Se mobiliser pour le JDD peut aussi signifier défendre un certain attachement à un journal dans lequel les journalistes travaillaient, en moyenne, depuis plusieurs années. Cette section explore ces enjeux en

profondeur, en analysant les motivations des journalistes, les dynamiques internes de la rédaction, et les implications plus larges de ce mouvement pour le journalisme en France.

2.1 Attachement au JDD : le « rituel du dimanche »

Le 25 juin 2023, lors de la première semaine de grève de la rédaction du JDD, l'ancienne Ministre de la Culture, Rima Abdul Malak publiait ceci sur le réseau social X : « *Mon rituel du dimanche, c'était de me réveiller avec le JDD. Aujourd'hui il ne paraît pas. Je comprends les inquiétudes de sa rédaction. En droit, le JDD peut devenir ce qu'il veut, tant qu'il respecte la loi. Mais pour nos valeurs républicaines comment ne pas s'alarmer ?* ». La grève de la rédaction a entraîné un arrêt de la parution du journal durant toute la durée de la grève, ce qui représente quatre dimanches sans JDD. Le tweet de la Ministre illustre en premier lieu le symbole que représente l'absence de l'hebdomadaire dans les kiosques. Le JDD, hebdomadaire influent en France, signale une opposition directe et visible à la nomination de Geoffroy Lejeune en cessant la publication. Ce geste interpelle les lecteurs les plus adeptes de ce « rituel du dimanche » et les sensibilise ainsi, comme c'est le cas de la Ministre, à la fragilité de la liberté de la presse et à la nécessité de la protéger. Mais pour les journalistes grévistes, cesser leur travail pour se mobiliser n'était pas une décision facile, notamment quand l'actualité nationale de juin et juillet 2023 était marquée par les violentes émeutes faisant suite à la mort du jeune Nahel.

On fait la grève parce que... Je me souviens que c'est un truc qu'on répétait tout le temps. **On était là, mais nous, on préférerait faire notre journal, en fait.** Nous, on voudrait travailler, on voudrait... En plus, c'était au moment des émeutes urbaines. Il y avait des trucs fous qui se passaient dans le pays, tu vois. On disait, « mais nous, on veut travailler, on voudrait pouvoir travailler, mais le problème, c'est que là, c'est trop dangereux, et ce qui se joue est trop important pour qu'on travaille comme si de rien n'était. »

(Entretien avec S : 30 ans, journaliste au service politique du JDD, 6 ans d'ancienneté)

L'idée que l'enjeu derrière cette mobilisation serait « trop important », revient à de nombreuses reprises dans les entretiens réalisés. Elle démontre à la fois un attachement sincère des journalistes pour leur hebdomadaire, et un sentiment de légitimité dans la lutte. Les journalistes du JDD, nous l'avons dit précédemment (cf. 1.2.2) ont souvent fait l'intégralité de leur carrière au sein du journal, et cet investissement personnel crée souvent un lien émotionnel

fort avec le journal. La stabilité et la sécurité de l'emploi que conférait le JDD à ses journalistes fait que la majorité des personnes interrogées dans cette étude n'avait jamais exprimé le désir de partir, malgré les prémices de la prise de contrôle de Vincent Bolloré sur le groupe. Seules deux personnes affirment que, dès l'annonce du lancement de l'OPA par M. Bolloré, en février 2022, elles se préparaient déjà à quitter la rédaction du JDD, mais attendaient la clause de cession³⁴ permettant aux journalistes de quitter leur rédaction avec les indemnités chômage en cas de changement de propriétaire d'un journal. Ainsi, pour la majorité des membres de la rédaction, l'attachement au JDD et à leurs conditions de travail les poussaient à rester malgré la connaissance d'une possible prise en main de leur journal par Vincent Bolloré, qu'ils redoutaient tout en espérant « passer entre les gouttes »³⁵.

Lorsque cette épée de Damoclès au-dessus de leur journal finit par tomber, la grève qui est décidée dans la foulée est, en soi, un acte symbolique fort de leur attachement au journal. Ils se mobilisent non seulement pour des revendications professionnelles, mais aussi pour défendre l'âme et l'intégrité du journal face aux menaces perçues. Les journalistes voient le JDD comme une extension de leur identité professionnelle et personnelle. La grève est une expression de leur sentiment de « propriété » morale du journal, refusant de laisser des décisions externes compromettre ce qu'ils considèrent comme un bien collectif. C'est ce que montre le tout premier communiqué de la rédaction en grève, le jeudi 22 juin : « Sous la direction de Geoffroy Lejeune, *Valeurs actuelles* a propagé des attaques haineuses et de fausses informations. (...) Nous refusons que le JDD emprunte cette voie. Le JDD n'est pas un journal d'opinion. C'est un journal qui aime la politique sans prendre parti, attaché à son indépendance, reconnu pour son sérieux et sa modération. » Dans certains autres communiqués, les grévistes s'identifient aussi comme « ceux et celles qui fabriquent le journal »³⁶, il y a donc une appropriation sentimentale et symbolique que les journalistes possèdent pour leur média. Cette valeur sentimentale devient alors un enjeu majeur de la mobilisation, et une source de cohésion pour les grévistes qui s'identifient collectivement comme les « fabricants » du journal, malgré des rôles différents (SR, rédacteur en chef, pigistes) dans des sections séparées de celui-ci à l'origine (culture, politique, international etc.) Cette grève incarne donc bien plus qu'un simple conflit professionnel, elle est le reflet d'une bataille pour l'identité et les valeurs fondamentales du *Journal du Dimanche*.

³⁴ L. 7112-5 du Code du travail, les journalistes ont la possibilité de quitter l'entreprise en cas de cession sans démissionner. Cette rupture du contrat de travail est particulière puisqu'elle est imputable à l'employeur et produit les effets d'un licenciement.

³⁵ Entretien réalisé avec H le 31/01/2024

³⁶ Communiqué du 24 juin 2023

2.2 Souvenir des mobilisations précédentes (Canal +, Europe 1, i-Télé)

Le traitement médiatique de la mobilisation du JDD fait apparaître sa similitude avec de précédents mouvements sociaux ayant émergés dans d'autres rédactions appartenant à Vincent Bolloré. Le 25 juin, franceinfo publie un article intitulé « Canal+, i-Télé, "Paris Match"... Avant le "JDD", la mainmise de Vincent Bolloré sur d'autres médias a braqué de nombreuses rédactions » expliquant les précédents conflits ayant émergés dans des circonstances similaires à celles du JDD, et donc du caractère « récidiviste » de Vincent Bolloré. Plusieurs rédactions ont, en effet, elles aussi entamé des mobilisations pour défendre leur indépendance vis-à-vis de l'actionnaire. Et le souvenir de ces mobilisations est une référence inquiétante pour les grévistes du JDD :

Du coup, pour enchaîner sur la grève, est-ce que, toi, tu avais pressenti un peu la tournure des événements dans le journal ?

Alors, dès l'instant où on sait qu'on va être rachetés par Vincent Bolloré et par le groupe Vivendi, on sait grosso modo que ça va se finir comme ça. On n'a pas les détails, bien sûr, mais qu'à un moment donné, ça ne se finira pas bien. **Parce qu'il y avait les précédents I-Télé, Europe 1, le service des sports de Canal, etc.**

(Entretien avec A : 28 ans, journaliste web, 5 ans d'ancienneté)

En 2015, à Canal +, une déprogrammation massive des émissions culte de la chaîne (le Zapping, les Guignols de l'info, Spécial investigation) au moment de l'arrivée de M. Bolloré entraîne une vague d'indignation. Plus tard, en 2020, des journalistes du service sport sont renvoyés abusivement, le premier étant Sébastien Thoen, licencié pour avoir participé à une parodie de « L'heure des pros », l'émission de CNews, puis Stéphane Guy pour avoir déclaré son soutien au journaliste lors d'un match en direct. Ces licenciements entraînent une vague de soutien et les départs de 25 journalistes.

Europe 1 a aussi connu une grève de cinq jours pour contester contre la procédure disciplinaire conduite contre l'un des journalistes de la rédaction. De manière plus globale, les journalistes de la station de radio s'inquiétaient aussi du changement de ligne éditoriale qu'ils constataient de plus en plus depuis le rapprochement d'Europe 1 avec CNews en 2021. Cette courte grève avait été l'objet de certaines révélations sur le management de la station, agressif de la part de la direction selon une enquête du média *Les Jours*³⁷

³⁷ Raphaël Garrigos et Isabelle Roberts (2021) « Bolloré : Europe 1, du cauchemar à la grève » *Les Jours*, 17 juin (en ligne)

Mais l'exemple qui semble « hanter » les journalistes du JDD dans leur mouvement, est celui de la grève à i-Télé en 2016. Il y a, en effet, de grandes similitudes entre la grève au JDD et celle d'i-Télé. La chaîne i-Télé est l'ancien nom de l'actuel CNews, un média d'information en continue devenu le symbole de la droite conservatrice et des débats polémiques, souvent comparé à la chaîne américaine Fox News de Rupert Murdoch. Avant cette transformation, i-Télé se positionnait comme une chaîne d'information neutre, connue pour sa capacité à diffuser des événements en direct mais aussi pour ses émissions thématiques et ses débats sur des sujets variés, allant de la politique à l'économie, en passant par la culture et les questions internationales. Les journalistes d'i-Télé avaient cessé le travail le 17 octobre 2016, pour protester contre l'arrivée à l'antenne de l'animateur Jean-Marc Morandini, mis en examen pour corruption de mineur, et pour réclamer des gages d'indépendance de la rédaction. Ils réclamaient aussi la nomination d'un directeur de rédaction distinct du directeur de la chaîne afin de garantir l'indépendance de la rédaction vis-à-vis de ses dirigeants. Cette grève avait durée 31 jours et avait eu écho important dans la presse. Mais à l'issue du mouvement, l'arrivée de l'animateur Jean-Marc Morandini n'a pas été remise en cause, un tiers de la rédaction d'i-Télé avait engagé son départ de la chaîne. Cette grève résonne comme un exemple traumatisant de l'échec de la mobilisation d'une rédaction contre un projet idéologique cherchant à transformer un média en média d'opinion, ce qui résonne avec la mobilisation du JDD.

On aurait dû prévoir que ça se passerait comme ça. (...) **ce que Bolloré a fait au JDD, il l'a fait avant à i-Télé qui est devenu CNews, il l'a fait à Europe 1, il l'a fait au service des sports de Canal, il a commencé à le faire à Paris Match.**

(Entretien avec H : 24 ans, alternant de l'ESJ Lille au JDD)

Si l'histoire semble donc se répéter, elle permet néanmoins aux journalistes d'acquérir en expérience militante en se référant aux mobilisations passées. En effet, les expériences d'Europe 1 et d'i-Télé offrent des leçons précieuses sur les stratégies efficaces de mobilisation, y compris l'organisation de la grève, la communication avec le public, et la gestion des négociations avec la direction. Leur mobilisation acquiert ainsi non seulement en expérience mais aussi en légitimité en s'inscrivant dans une « dimension identitaire »³⁸ qui dépasse le cadre

³⁸ Neveu, É. (2019). VI. Militantisme et construction identitaire. Dans : Érik Neveu éd., *Sociologie des mouvements sociaux* (pp. 70-84). Paris : La Découverte.

de la rédaction du JDD. D'autant plus que, selon cette journaliste du JDD, certains grévistes d'Europe 1 en 2021 ont aussi participé à la grève au JDD en 2023 :

Du coup, en fait je ne m'attendais à trop rien par rapport à la grève. Je sais que j'ai plusieurs collègues qui, eux, avaient déjà participé à des grosses grèves de médias. Il y en a plusieurs qui ont fait notamment...Il y en a plusieurs qui étaient à l'Europe 1. Donc ce n'était pas vraiment la grève aussi importante que nous, mais qui avait quand même fait partie un peu des mouvements. (...) **Donc eux savaient comment ça se passait et il y avait un peu ce truc là où tout le monde était hyper à l'aise à organiser tous les petits groupes et à faire ce genre de choses.**

(Entretien avec C : 25 ans, alternante de l'ESJ Lille au JDD, 1 an d'ancienneté)

La présence de ces anciens grévistes est donc un atout important pour le mouvement du JDD. Elle permet une unicité des luttes, une solidarité professionnelle intermédias et une référence théorique.

Et tu serais prêt à recommencer ?

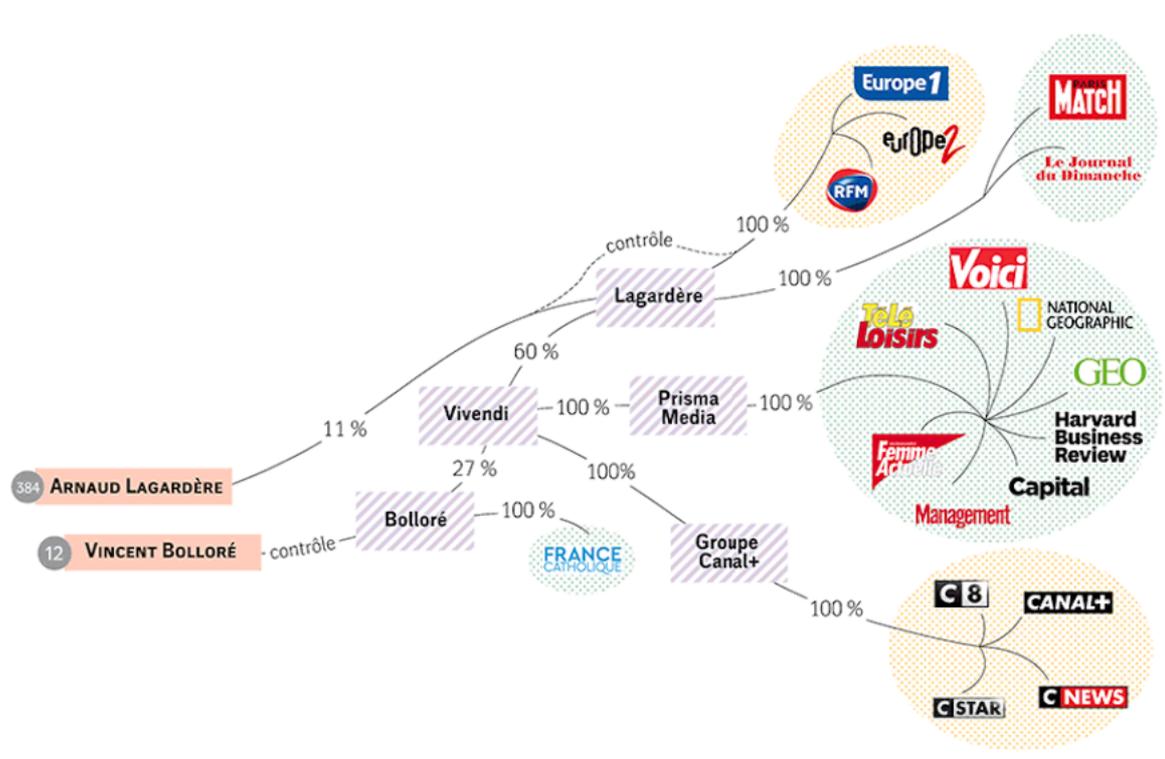
Bah s'il le faut oui, si c'est ça j'ai des collègues au JDD, **j'ai une collègue qui était à Europe 1 quand il y a eu la grève à Europe 1, qui était du coup au JDD, donc qui a refait la grève au JDD. J'ai une collègue qui était à i-Télé et qui l'a refait.** Je pense que ça va être encore plus dur pour eux mais si je travaille dans cette rédaction et qu'il se passe ça, je n'aurais pas d'autre choix que de faire ça.

(Entretien avec G : 25 ans, journaliste web, 2 ans d'ancienneté)

Les antécédents d'Europe 1, d'i-Télé et de Canal + sont donc à la fois des exemples douloureux montrant un phénomène qui se répète, celui d'un remaniement violent des rédactions de médias dans un but qui s'apparente à de l'idéologie politique, et en même temps ces mobilisations sont des références de luttes qui permettent aux journalistes du JDD, peu politisés et peu habitués à la grève, de se constituer en groupes organisés. Ces mouvements ont réussi à sensibiliser le public et à affirmer l'importance de l'indépendance éditoriale, mais ont souvent rencontré des limites en termes de réformes concrètes et de changements durables. Pour le JDD, ces précédents offrent à la fois des leçons précieuses et des mises en garde, illustrant les défis continus et les potentiels de mobilisation dans le paysage médiatique français.

2.3 « L'ombre » de Vincent Bolloré et l'extrême droite

La figure de Vincent Bolloré est au cœur des enjeux derrière la grève au *Journal du Dimanche*. À 72 ans, cet homme d'affaire breton, 8^{ème} fortune de France selon le magazine *Forbes*, est à la tête du groupe Bolloré et d'un empire médiatique représenté par le groupe Vivendi dont il est l'actionnaire principal et ancien président du conseil de surveillance. Cet empire rassemble le groupe Canal + (C8, CStars, CNews, Canal +), le groupe Prisma Média (*Télé Loisir, Voici, Femme Actuelle, National Geographic*) et désormais le groupe Lagardère (RFM, Europe 1, *Paris Match, Le Journal du Dimanche*). Vincent Bolloré possède aussi des maisons d'édition telle que le groupe Hachette Livres (Fayard, Armand Collin, Larousse, Calmann-Lévy etc.) premier éditeur de France.



Possessions de Vincent Bolloré dans le secteur des médias (*Le Monde diplomatique* avec ACRIMED, décembre 2023)³⁹

Comme expliqué précédemment, l'arrivée de M. Bolloré dans une entreprise médiatique est souvent suivie par des restructurations drastiques, des licenciements et des réorientations éditoriales. Ces stratégies soulèvent des craintes quant à l'impact sur l'indépendance journalistique et la diversité des opinions. En effet, derrière cette prise en main violente, le

³⁹ Depuis le 30 avril 2024, Arnaud Lagardère est mis en examen pour abus de bien sociaux, il s'est donc démit de ses fonctions de PDG du groupe Lagardère et a cédé une partie de ses actions à Vincent Bolloré. Sa part dans le groupe fondé par son père ne serait donc plus de 11% mais de 8%.

monde de la presse s'inquiète de la « droitisation »⁴⁰ opérée par Vincent Bolloré dans les médias qu'il possède. Le virage politique d'i-Télé en est un exemple marquant, comme nous l'avons vu. La grève au JDD s'est ainsi construite sur le principe de lutte contre l'extrême-droite et d'un combat anti-Bolloré.

L'empire médiatique du milliardaire est, en effet, devenu le fer de lance de l'extrême-droite, symbolisé par l'émergence politique du polémiste de CNews, Éric Zemmour lors de la présidentielle de 2022. En octobre 2023, l'historien Alexis Lévrier publie un article dans la revue *Esprit* intitulé « L'héritage inavouable de l'empire Bolloré » dans lequel il explique le lien existant entre la ligne éditoriale des médias possédés par l'industriel (dont le « nouveau » JDD de Geoffroy Lejeune) et les « traditions journalistiques » de la presse d'extrême-droite héritée de la Belle Époque. Selon lui, Vincent Bolloré serait engagé dans une véritable « croisade » dont le but est d'influencer le débat public vers les idées chères au milliardaire notamment la religion catholique et le nationalisme conservateur. Vincent Bolloré a toujours refusé posséder une quelconque idéologie politique derrière ses décisions d'achat, mais les changements de lignes éditoriales montrent à quel point une idéologie d'extrême-droite, similaire à celle de l'émergence du fascisme français de l'entre-deux guerres, semble pourtant s'implanter dans les médias qu'il possède. C'est ce qu'explique Alexis Lévrier, « Il ne fait aucun doute (...) qu'une chaîne comme CNews ou un hebdomadaire tel que le nouveau Journal du dimanche s'inscrivent bien dans la longue histoire de la presse d'extrême droite ». Il fait l'analogie entre les médias de Vincent Bolloré et les journaux anti-dreyfusards et antisémites de l'époque comme l'hebdomadaire *Je suis partout*, ou *La Libre Parole*. Pour l'historien, ces médias partagent la volonté de « défendre à tout prix une France menacée, qui serait gangrenée par la présence en son sein d'ennemis de l'intérieur. » Pour les journaux du XX^{ème} siècle, cette idée « d'ennemis de l'intérieur » était assimilée aux juifs, pour les médias actuels tels que CNews, il s'agit des populations musulmanes et étrangères. Le « nouveau » JDD porterait aussi cette marque politique selon Alexis Lévrier, à travers Geoffroy Lejeune qui « a imposé ses obsessions identitaires dans chaque numéro du *Journal du dimanche* depuis son arrivée à la tête de la rédaction. » Alexis Lévrier évoque aussi la détestation des médias dits *mainstream* et le rejet des grands journaux par les médias d'extrême-droite. Il prend l'exemple du premier numéro du JDD publié après la grève, le premier JDD de Geoffroy Lejeune. Ce numéro paru le 6 août affichait en « une » une photo d'une marche blanche en mémoire d'un jeune homme nommé Enzo, pour illustrer un sujet sur l'insécurité et sur la mort du jeune homme dans l'Eure.

⁴⁰ 28Minutes (2023) « Derrière la crise au JDD, faut-il craindre une droitisation des médias ? », ARTE, 28 juin.

Problème : la photo choisie était en fait celle d'une marche blanche organisée pour un autre Enzo, renversé par une voiture en janvier 2023. Selon Alexis Lévrier, Geoffroy Lejeune a refusé à plusieurs reprises de reconnaître une confusion, démontrant ainsi son « mépris de toute déontologie de l'information ».



Édition du *Journal du Dimanche* du 6 août 2023

Ainsi, si la figure de Vincent Bolloré devient un enjeu dans la grève du JDD c'est pour l'idéologie qu'il semble insuffler dans ses médias, au mépris de l'indépendance des journalistes et de toute déontologie professionnelle. Lorsque l'on demande aux anciens journalistes ce que représente la « bollosphère », voici l'une des réponses significatives sur la façon dont se construit un sujet dans l'un de ces médias :

Ils ont une idée préconçue de l'endroit où ils vont aller, une idée préconçue de ce à quoi ils veulent arriver, « qu'est-ce qu'on va dire », et donc on sent très bien qu'ils tordent la réalité pour que ça rentre dans leur moule idéologique. Et donc on a l'illusion d'un reportage, mais ce n'est pas un reportage en fait, ils font les choses à l'inverse. Et je pense que c'est exactement comme ça qu'ils fonctionnent, c'est-à-dire que tout est pris par un prisme idéologique, et quand bien même vous faites un papier, un reportage, en fait, la réalité est tordue, la vérité est tordue. Moi, c'est hors de question que je bosse comme ça.

(Entretien avec L : 49 ans, reporter international, 21 ans d'ancienneté)

2.4 Éthique professionnelle et déontologie

La déontologie journalistique repose sur des principes tels que la véracité de l'information, l'impartialité, l'équilibre des points de vue, et le respect de la vie privée. Mais comme l'explique Denis Ruellan dans *Nous, journalistes : déontologie et identité*, il n'existe pas de sanction pour manquement à ces principes, excepté le regard d'autrui et l'appréciation des pairs. Il s'agit d'une « morale professionnelle » qui permet à la profession de se constituer en groupe identitaire, distinct du reste du monde du travail. La déontologie est « une règle non légale qu'un groupe élit, comme dénominateur commun des principes éthiques individuels. » Ainsi, cette éthique répond à la question « qui sommes-nous que les autres ne sont pas ? » selon Denis Ruellan. Il déconstruit cette notion en la considérant avant tout comme un instrument de régulation qui participe à la définition et à l'institutionnalisation de la vie collective d'un groupe. La déontologie est donc une affaire de relation pour Ruellan, car elle permet de contrôler les relations entre les journalistes et les cercles proches de cette profession tout en régulant la prolifération des discours sur la pratique journalistique par ces groupes (les communicants, les dirigeants de presse, les publics).

L'analyse de Ruellan permet de mettre en perspective l'enjeu de l'éthique professionnelle dans la mobilisation du JDD. En effet, dès le premier communiqué de la rédaction en grève, cet enjeu est déjà présent : « *Sous la direction de Geoffroy Lejeune, Valeurs actuelles a propagé des attaques haineuses et de fausses informations. C'est encore sous sa responsabilité qu'a été publié un article ayant valu à son auteur et au directeur de la publication une condamnation pour injure publique à caractère raciste envers Danièle Obono. Nous refusons que le JDD emprunte cette voie.* » Sous la direction de Geoffroy Lejeune, *Valeurs actuelles* a, en effet, été critiqué pour sa diffusion de contenus considérés comme biaisés et haineux, en contradiction avec les principes de base de l'éthique journalistique. En se mobilisant contre son arrivée à la tête du JDD, les journalistes mettent en avant l'enjeu de la préservation des valeurs essentielles de leur profession. En 1991, Emmanuel Derieux⁴¹, professeur de droit de la communication et des médias, soulignait déjà la nécessité de la déontologie, et de l'adhésion de celle-ci par les journalistes, face à la tentation du législateur et des juges à intervenir dans ce domaine. Il expliquait que « *Si les journalistes ne savent ou ne veulent pas, par la voie de l'autorégulation, déterminer des règles et fixer eux-mêmes certaines des nécessaires limites aux abus de leur liberté, ils ouvrent la voie aux interventions extérieures, bien plus dangereuses – parce que pas toujours adaptées – pour leurs propres libertés, mais*

⁴¹ Derieux, E. (1996). *Déontologie du journalisme*. LEGICOM, 11, 21-24 (en ligne)

aussi la qualité de l'information diffusée ». Accepter et défendre les principes déontologiques est donc à la fois un moyen de protéger le caractère particulier de leur profession, et de se protéger eux-mêmes.

La grève au JDD avait à cœur de préserver la déontologie du journal, même en sachant que l'arrivée de Geoffroy Lejeune ne pourrait pas être empêchée. Alors, l'un des grands enjeux de la mobilisation était de renforcer la charte déontologique du journal.

À partir du moment où on a su que Geoffroy Lejeune viendrait quoi qu'il arrive, on s'est battu pour qu'il vienne le plus tard possible et qu'on n'ait pas à travailler avec lui. (...) **Et puis il y avait le deuxième volet qui était déontologique, éthique, éditoriale qui là, on se battait pour améliorer la charte déontologique qui existe dans le groupe mais qui est très peu appliquée.** (...) Et ce projet de charte, on voulait le rééquilibrer pour qu'il ne soit pas seulement une liste de devoirs qui s'appliqueraient aux journalistes mais que ces devoirs puissent aussi s'appliquer à la direction. C'est-à-dire notamment que les journalistes n'ont pas le droit de proférer des propos dénigrants, homophobes, racistes, LGBTphobe etc. Et nous on voulait que la direction s'engage à ne pas publier de tels types de propos. Derrière évidemment ce qu'on visait c'était le fond, mais on se disait aussi que si Geoffroy Lejeune arrivait à la tête de la rédaction et que certains restaient dans le journal, il fallait que ceux qui restent puisse être protégés contre les déviances de la ligne éditoriale qui consisterait à devenir trop d'extrême-droite, xénophobe etc.

(Entretien avec D : 47 ans, membre du bureau de la SDJ, journaliste société, 12 ans d'ancienneté)

Cet enjeu a mobilisé un groupe spécifique au sein des grévistes qui avait pour rôle de rédiger une nouvelle charte déontologique, incluant la direction et spécifiant l'interdiction des propos haineux. Un point essentiel de cette nouvelle charte était aussi la possibilité pour la rédaction d'obtenir un droit de regard sur les nominations aux postes de direction du journal. Ce journaliste faisait partie du groupe chargé de rédiger la charte :

Donc concrètement, vous étiez beaucoup en réunion ?

On était un petit groupe, on était 5-6 je crois, 5-6 qui se réunissaient avec les gens qui représentaient la direction, et puis on essayait de réécrire la charte, en essayant d'obtenir qu'il y ait des membres indépendants, c'est-à-dire qu'ils ne soient pas ni de la rédaction ni de la direction, pour que les choses puissent être réglées en cas de conflit avec des membres indépendants comme ça existe dans d'autres journaux. On essayait d'obtenir plus de garanties pour la rédaction, on l'a demandé en sachant très bien que ça ne marcherait pas, que la rédaction puisse avoir un droit de regard sur les nominations de la direction.

(Entretien avec S : 30 ans, journaliste politique, 6 ans d'ancienneté)

Ces négociations concernant la charte ont donc échoué, ce qui fait dire à l'historien Alexis Lévrier que « ce refus avait toutes les apparences d'un aveu, voire d'un manifeste » de la part de la direction du groupe Lagardère.

Chapitre 3. Ressources de la mobilisation : grève de journalistes, une mobilisation comme les autres ?

La mobilisation des ressources représente l'un des pans essentiels de l'analyse des mouvements sociaux. Ce cadre théorique est né dans les années 1970, développé notamment par John McCarthy et Mayer Zald, et il met l'accent sur les ressources nécessaires à la formation et au maintien d'un mouvement social, telles que le financement, les compétences organisationnelles, le leadership, et le soutien extérieur (McCarthy & Zald, 1977). La mobilisation des ressources est crucial pour comprendre la mobilisation des journalistes du JDD car il permet d'analyser les dynamiques internes et externes qui ont permis à ce mouvement de se structurer et de se développer, en se concentrant sur les spécificités des ressources d'un mouvement de journalistes. En effet, les journalistes du JDD ont pu s'appuyer sur leurs compétences professionnelles spécifiques et leur expertise dans certains domaines tel que le réseau de connaissances et la communication. En tant que mobilisation professionnelle, ils ont aussi pu bénéficier de structures organisées et d'un soutien plus large incluant l'ensemble des acteurs de l'information. Cet ensemble de ressources permettent ainsi d'interroger, à l'échelle microsociologique, la spécificité d'une mobilisation de journalistes.

3.1 Le rôle de la SDJ

Une société de journalistes (SDJ), ou société de rédacteurs, est une association de journalistes constituée au sein d'une rédaction. Elle est distincte d'un syndicat car son rôle se concentre sur la protection et la garantie de l'indépendance des journalistes et le respect de la déontologie au sein d'un média, des domaines plus « qualitatifs » que ceux des syndicats comme dit Camille Dupuy. Selon Camille Dupuy dans l'ouvrage issu de sa thèse, *Journalistes, des salariés comme les autres ?* les collectifs de journalistes tels que les SDJ et leur rôle dans la structuration du groupe professionnel ont fait l'objet de peu d'analyse. Elle propose ainsi dans un article de 2014, intitulé « Repenser les acteurs et la négociation collective au travail.

Le cas des sociétés de journalistes dans les entreprises de presse », publié dans la revue *Négociations*, de réfléchir à la question de la légitimité des acteurs collectifs tels que les SDJ, ainsi que celle de leur capacité à représenter les salariés et à s'imposer dans les négociations d'entreprises.

Les sociétés de journalistes sont des acteurs importants de la négociation et du « système démocratique » en entreprise. En effet, les SDJ peuvent faire émerger des « débats dans l'entreprise sur le traitement de l'information et se posent comme les garde-fous de la qualité éditoriale. » C'est par exemple le cas de la SDJ du JDD qui, même avant le commencement de la mobilisation, utilisait les conférences de rédaction du journal pour mettre en avant les questionnements ressentis concernant le traitement de certains sujets, jugés parfois trop orientés :

Chaque semaine, et de plus en plus, **on faisait remonter des remarques en conférence de rédaction, donc tous les mardis, le moment où on revenait sur la semaine passée, sur le numéro précédent, du dimanche juste avant, et on pouvait le critiquer, poser des questions, interroger la direction sur le traitement de tel ou tel sujet**, si on avait des remarques positives ou négatives sur le journal. Évidemment, côté SDJ, c'était plutôt souvent négatif que positif, c'est le rôle (*sourire*). (...) Et c'est vrai que de plus en plus, on en avait, les mois précédents la grève, donc c'était quasiment toutes les semaines, on posait des questions, on faisait des remarques, on avait demandé des rendez-vous à la direction du groupe, mais voilà, en gros, on était vigilants.

(Entretien avec D : 47 ans, membre du bureau de la SDJ, journaliste société, 12 ans d'ancienneté)

La SDJ du JDD était donc particulièrement attentive aux possibilités d'ingérence et d'influences extérieures sur la ligne éditoriale du journal dans le contexte de rachat du titre par l'OPA de Vincent Bolloré et les nominations successives de directeurs de rédaction proche de l'idéologie de l'actionnaire (cf. 1.4.1). La question de la légitimité de ce collectif dans le dialogue avec la direction est posée par Camille Dupuy en raison de l'absence de reconnaissance juridique des SDJ en France. En effet, si la création de la première SDJ remonte à 1951 (celle du *Monde*) et qu'il en existe plus d'une centaine en France dans différentes rédactions, contrairement aux syndicats, les SDJ sont des associations sans légitimité juridique. Leur légitimité est donc avant tout institutionnelle et repose sur le bon vouloir des directions de leurs médias. Camille Dupuy souligne ce défaut de légitimité ainsi : « *Dans le système de relations professionnelles en France, la représentativité des acteurs représentant les travailleurs est garantie par la loi, qui donne aux structures reconnues comme représentatives*

du personnel le droit de signer des accords, et aux employeurs le devoir de dialoguer avec elles. La légitimité de ces acteurs institués (syndicats et instances élues du personnel) se fonde donc sur la reconnaissance que leur confère l'État (...) Celle-ci fait défaut aux sociétés de journalistes. Concrètement, les directions ne sont pas obligées de dialoguer avec les représentants des sociétés de journalistes. » Cette absence de reconnaissance juridique peut être la raison pour laquelle la SDJ du JDD a connu des relations ambivalentes avec ses différents directeurs, comme en témoigne cette journaliste :

Le JDD, c'est pas du tout une boîte qui a la culture du dialogue d'entreprise comme ça, de cette façon-là, en fait. C'est pas du tout comme à *Libé* ou au *Monde* où les SDJ sont assez puissantes, sont écoutées par la direction. (...) Nous, on est peu nombreux et donc il n'y avait pas du tout cette culture-là de dialogue entre la SDJ et la direction. Et d'ailleurs, les rapports de la SDJ avec Hervé Gattegno étaient hyper conflictuels, ça se passait hyper mal.

(Entretien avec S : 30 ans, journaliste politique, 6 ans d'ancienneté)

Bien que les SDJ représentent une « communauté d'intérêt » selon Camille Dupuy, en raison du nombre importants d'adhérents dans les rédactions, le cas du JDD montre les limites de cette légitimité qui se heurte à la volonté d'une direction parfois hostile au dialogue avec les journalistes. Le statut des SDJ est d'ailleurs variable d'une rédaction à l'autre, dans le cas le plus « puissant » on peut trouver des SDJ actionnaires de leur journal, comme celle du *Monde* par exemple. Mais dans des rédactions plus petites comme celle du JDD, la SDJ est une association qui rencontrait parfois des difficultés à trouver des candidats pour ses élections, comme le montre cet entretien avec un des membres de la SDJ, travaillant depuis 21 ans au JDD :

Et tu faisais partie de la SDJ ?

(blague) J'en faisais partie depuis trop longtemps.

Ça fait combien de temps ?

Je ne sais pas trop te dire, mais assez vite. Et après, je l'ai plus trop quitté parce que... Alors, d'abord, parce que j'aimais bien ça, au départ. Après, j'en ai eu un peu marre. Je me dis, ce serait bien qu'il y ait un renouvellement, etc. **Et en fait, il n'y avait pas grand monde qui était candidat. C'était un problème, en fait.**

Candidat à quoi ?

En fait, tous les deux ans, il y avait réélection du bureau. **Et tous les deux ans, on ramait un peu pour trouver des candidats qui soient aptes.** Ça n'a pas

toujours été le cas, mais bon. Ça pouvait être compliqué. Résultat, moi, je me représentais parce que fallait se représenter.

(Entretien avec L : 49 ans, reporter international, 21 ans d'ancienneté)

Cependant, l'émergence de la grève du *Journal du Dimanche* va donner un rôle capital à la SDJ du journal, affirmant sa légitimité dans les négociations et dans la direction de la mobilisation.

3.1.1 Le bureau de la SDJ, « leaders » de la grève ?

La SDJ du JDD a été centrale dans l'émergence et l'organisation de la grève. Sa légitimité à participer aux négociations aux côtés des syndicats n'a pas été remise en question. La mobilisation a, au contraire, largement renforcé cette légitimité dans le processus de dialogue avec la direction du groupe Lagardère, car les membres de la SDJ étaient présents à chaque rencontre avec la direction, avec l'aide des syndicats qui représentent les acteurs officiels habitués à ce type de situation.

Tableau 1 - Composition du bureau de la SDJ du JDD

	<i>Fonction :</i>
Membre 1 : Co-président.e	- Représentation auprès des instances de la direction - Porte-parole dans les médias
Membre 2 : Co-président.e	
Membre 3 : Secrétaire	- Rédaction de communiqué
Membre 4 : Trésorier.e	- Gestion de la caisse de grève
Membre 5 : pas de rôle précis	- Participation aux négociations - Organisation des AG
Membre 6 : pas de rôle précis	

La question du leadership d'un mouvement social est souvent considérée comme cruciale dans l'analyse de celui-ci, notamment en termes de visibilité et de revendications. Pour Éric Agrikoliansky dans le *Dictionnaire des mouvements sociaux* (2020), les leaders sont ceux qui « contribuent à recruter des soutiens internes et externes à la communauté, à mobiliser les ressources matérielles indispensables au passage à l'action et à la construction d'organisations et, enfin, à l'innovation tactique et à l'évolution des formes d'action ». Alors, en tant que bureau élu par le reste de la rédaction, la SDJ semble avoir toute la légitimité d'une porte-parole du mouvement. En effet, les membres de la SDJ sont ceux qui prennent la parole dans les médias⁴²

⁴² Le passage d'un.e membre de la SDJ du JDD dans la matinale de France Inter avait notamment été très remarqué.

pour défendre leur mouvement. Ils aident à donner de la visibilité au mouvement, à expliquer ses objectifs, et à gagner le soutien de la société. Ils ont effectué une part importante du travail d'organisation de la mobilisation en mettant en place les assemblées générales quotidiennes, les ordres du jour et les plannings durant ces 40 jours de grève. Voici comment cette membre de la SDJ résume une de ses journées pendant le mouvement :

Du coup comment se passait une journée de grève type pour vous ?

Déjà **elle durait à peu près 20H**. C'était je ne sais pas, 40 messages sur le groupe WhatsApp au réveil. (...) Et donc je me mettais avec mon téléphone et au réveil, entre 5h et 6H je notais tous les trucs à faire urgent du jours, les trucs dans les deux jours, les trucs dans la semaine. Établir une sorte de planning qu'ensuite j'envoyais au bureau de la SDJ. Ensuite on faisait une AG tous les jours. Donc le maximum de gens en visio ou et en présentielle, donc on faisait des AG mixte où on était entre 30, 40, 50 parfois 80 en ligne en même temps. Pour faire le point sur où on en était, qu'est-ce qu'on allait demander à la direction, essayer de faire voter chaque décision. (...) Donc organiser les actions du jour, les actions de la semaine, faire un point sur les négos et qu'est-ce qu'on était prêt à lâcher ou pas ? Jusqu'où on était prêt à aller ou pas ? Qu'est-ce qu'on accepterait ou pas ? Ça c'était tous les jours. Plus des choses d'organisation très concrète, « Là on va faire fabriquer des petits badges », (...) « On va faire des affiches », « Moi je prépare des cartons ». **Voilà donc en fait c'était une grosse machine permanente comme ça, avec tous les jours un programme à faire et à suivre**. Et ensuite dispatcher les volontaires dans le groupe et puis faire les allers-retours entre tous ces groupes et la petite cellule de crise on va dire du bureau.

D'accord.

Et ça se terminait parfois à... **on a eu des AG de je ne sais pas, de 9H à 23H et après nous on devait faire le debrief de l'AG entre nous, pour prendre les décisions pour le lendemain**. Et voilà, comme ça en permanence. Plus, assister aux réunions avec la direction.

(Entretien réalisé avec D, le 04/12/2023 : Journaliste au service société et membre du bureau de la SDJ, 12 ans d'ancienneté au JDD)

Si ce leadership est visible dans la mobilisation, il n'est cependant pas revendiqué comme tel par les membres du bureau, puisque d'autres membres de la rédaction pouvaient aussi parfois exercer le rôle de porte-parole, notamment durant des actions prévues pour interpellier les médias. La SDJ s'est ainsi surtout illustrée dans ses négociations avec la direction dans le cadre de l'accord de sortie des journalistes de la rédaction. Cet engagement dans le dialogue avec la direction était même tellement important qu'il poussait les membres du bureau

à déléguer un peu de leurs activités dans la mobilisation et son organisation, comme l'explique cette journaliste qui évoque les différents rôles qu'elle a exercés durant la grève :

Mais après sinon ça a un peu tourné, donc moi j'ai commencé sur de la veille mais après j'ai très vite fait de la photo. Et après en fait c'était « qui est dispo pour organiser une action ou une partie de l'action » se propose et on le fait et donc c'était vraiment juste si toi t'as envie de le faire et que t'es dispo bah vas-y fais-le, s'il te plaît parce que nous on est tellement sous l'eau avec les autres trucs. **Parce qu'après, plus ça allait dans le mois de juillet plus les gens importants de la SDJ, entre guillemets, étaient tout le temps tout le temps en réunion avec la direction et donc du coup ils n'avaient plus du tout le temps de gérer autre chose donc vraiment ceux qui voulaient le faire et qui savaient et qui pouvaient le faire faites le quoi.**

(Entretien avec C : 25 ans, alternante de l'ESJ Lille au JDD, 1 an d'ancienneté)

En somme, le bureau de la SDJ du JDD a exercé un leadership indéniable durant la grève, tout en valorisant les décisions collectives et une organisation horizontale. Il s'agit d'un acteur unique aux mobilisations de journalistes, qui permet de repenser ce que Camille Dupuy appelle la « démocratie industrielle » et les relations professionnelles spécifiques aux journalistes et aux entreprises de presse.

3.2 Les syndicats de journalistes

La présence des syndicats dans la mobilisation du JDD a été relativement limitée, puisqu'elle s'est uniquement concentrée sur les négociations avec la direction. En tant que représentants des travailleurs, les syndicats ont souvent joué un rôle central dans la sociologie des mobilisations collectives et des relations professionnelles. En ce qui concerne le journalisme, nous avons vu avec Denis Ruellan et Sandrine Levêque que les relations entre syndicalisme ouvrier et syndicalisme journalistique ont été ambivalentes dès le début de la professionnalisation des journalistes (cf.1.2). Encore aujourd'hui, les syndicats de journalistes se distinguent de la majorité des syndicats en insistant sur la logique de la profession plutôt que sur une logique géographique, comme l'explique Camille Dupuy dans son livre *Journalistes, des salariés comme les autres ?* « *Les salariés de la presse dérogent à cette structuration industrielle et instituent des syndicats de métier, comme c'est le cas dans les professions libérales notamment, ce qui constitue une spécificité forte.* » Il existe donc sept syndicats de journalistes différents en France, le premier étant né en 1886 [Ruellan, 2014].

En tant que structure collective légalement constituée⁴³ défendant les intérêts des salariés, la présence des représentants syndicaux était une nécessité pour la tenue de négociations salariales durant la grève. Dans un premier temps, cette présence est une grande ressource pour la mobilisation car elle permet d'apporter une expertise et de l'expérience en négociations et donne un poids supplémentaire aux revendications des journalistes du JDD, « Eux connaissent beaucoup mieux les négociations que nous. »⁴⁴ Cependant, le JDD ne possédant pas de délégués syndicaux propres, ces représentants étaient ceux du groupe Lagardère dans son ensemble, ce qui signifie qu'ils ne faisaient pas partie de la mobilisation et leurs connaissances de la rédaction et des revendications des journalistes du JDD devait finalement leur être donné par la SDJ du journal. En plus du dialogue avec la direction, il fallait donc entamer un dialogue avec les délégués syndicaux pour accorder les discours et les stratégies.

On avait aussi pas mal d'échanges avec les représentants syndicaux, parce qu'en fait, il y avait des élus syndicaux au JDD, mais pas de délégués syndicaux, c'est-à-dire pas des gens qui peuvent signer un accord avec la direction. Les délégués syndicaux, ils étaient dans les autres services de l'entreprise, comme *Paris Match*, par exemple. Donc, on était pas mal en dialogue avec eux.

(Entretien avec L : 49 ans, reporter international, membre du bureau de la SDJ, 21 ans d'ancienneté)

Si les syndicats de journalistes sont traditionnellement considérés comme une ressource importante, notamment en raison du haut taux de syndicalisation de la profession (16%) et au fait qu'ils défendent à la fois des revendications professionnelles (valeurs, éthiques, déontologie) et salariales (rémunérations, conditions de travail, santé des salariés etc.), le cas de la mobilisation du JDD montre que la présence des syndicats est avant tout une nécessité légale.

3.3 La communication et la grève de journalistes

Si le journaliste et le communicant sont bien deux métiers distincts, ils sont en interaction l'un avec l'autre au quotidien. Selon Jean-Baptiste Legrave⁴⁵, ces deux rôles partagent une relation ambiguë, faite de négociations et d'interdépendance dans ce qu'il nomme

⁴³ Articles L411-2 à L411-23 du Code du travail

⁴⁴ Entretien réalisé avec D le 04/12/2023

⁴⁵ Legavre, J. (2011). Entre conflit et coopération. Les journalistes et les communicants comme « associés-rivaux ». *Communication & langages*, 169, 105-123.

une « polyarchie » qui entraîne nécessairement une forte rivalité pour « imposer la « vraie » vision de l'histoire en train de se faire ». Les journalistes sont dédiés à l'information et à la véracité, tandis que les communicants se concentrent sur la promotion et la gestion de l'image d'une organisation ou d'une personne. Pour Jean-Baptiste Legrave, leurs rôles sont aussi différents dans leur relation avec « les pouvoirs » : « *Servir les pouvoirs, d'un côté (les communicants), constituer des contre-pouvoirs (les journalistes), de l'autre. Au plus près des pouvoirs, d'un côté, dans la distance, de l'autre.* »

Ils partagent néanmoins certaines compétences en matière de transmission de l'information. Dans le cadre d'une mobilisation, « faire l'opinion » [Champagne, 2015] est un travail essentiel dans la réussite d'un mouvement tel que celui du *Journal du Dimanche*, il peut donc être intéressant d'analyser comment les journalistes se servent de leurs compétences particulières, celles de la diffusion de leurs revendications, de l'interpellation des publics et la formulation de messages clairs et percutants, pour communiquer sur leur mobilisation.

Patrick Champagne a montré que la mobilisation est une action qui a besoin de l'écho de la presse et des médias pour recevoir sa légitimité. Alors, lorsqu'il s'agit d'une mobilisation de membres de cette presse et de ce monde médiatique, il semble évident que la légitimité du mouvement est accordée automatiquement par la presse qui s'affaire à produire de « bons articles », comme c'est le cas pour le JDD. En effectuant une revue de presse non-exhaustive de la grève, cette étude a recensé un total de 82 articles, reportages, chroniques et interviews en lien avec la mobilisation du JDD. Cela comprend plus d'une dizaine de médias radio, télé, papier et en ligne, en France et dans quatre pays étrangers (Italie, Espagne, États-Unis et Royaume-Uni). A cela s'ajoute les différentes tribunes, tweets et prises de paroles de personnalités publiques sur la grève, notamment à l'Assemblée nationale avec la prise de parole de la députée écologiste Sophie Taillé-Polian (Génération(s)) le 27 juin 2023.

Les journalistes grévistes profitent donc de leurs réseaux importants, notamment dans le monde politique parisien, pour faire entendre leurs messages et leurs revendications. Ce réseau est intimement lié à la réputation du JDD dans le champ politique, en tant que journal des grandes annonces et interviews politiques, dans lequel les membres de l'exécutifs étaient habitués à parler.

Parfois, il y a des gens spontanément qui sont venus vers nous en disant « j'aimerais faire une tribune de soutien ». Parce que parfois, ça venait comme ça. **En fait aussi, ce qui était assez impressionnant, c'est que les journalistes du JDD, pour la plupart, avaient des très gros carnets d'adresses.** Moi, je suis encore jeune journaliste, donc je n'avais pas ça, mais du coup, ils pouvaient tout simplement discuter avec leurs

sources, parce qu'il y a des contacts qui nous envoyaient des messages en disant « je suis désolé pour vous », des choses comme ça.

Et donc, tout simplement, en discutant, on peut dire « vous savez, tous les soutiens sont bons à prendre, et c'est utile pour nous d'avoir des soutiens publics ». Et donc, les choses se faisaient comme ça. Et c'est vrai que c'était assez impressionnant.

(Entretien avec A : 28 ans, journaliste web, secrétaire du bureau de la SDJ, 5 ans d'ancienneté)

En plus de profiter des ressources qu'ils possèdent, les journalistes du JDD créent aussi des stratégies de communications, notamment sur les tentatives de créations de « garde-fous » pour protéger l'indépendance de la future rédaction sous la direction de Geoffroy Lejeune. L'exemple de l'adoption d'un nouvel article à la charte éditoriale du journal concernant l'interdiction de propos racistes, homophobes, sexistes, qui a été refusé par la direction du groupe a ainsi permis à la mobilisation de dénoncer dans les médias un refus qui semblait apparaître comme un aveu. Ainsi, ce journaliste ayant travaillé à la réalisation de la nouvelle charte explique qu'il n'était « pas optimiste » au départ sur les perspectives d'adoption de celle-ci. Il explique même qu'il savait que cela ne fonctionnerait pas, mais que cela permettrait de mettre dans l'embarras la direction :

Et ça [la charte éditoriale], ça n'a pas marché du coup ?

Non, ça n'a pas marché, mais ça on le savait. Mais c'est aussi de la com', on savait que tout ça fuyait après, c'était une manière de dire que « nous on demande ça, la direction refuse ».

(Entretien avec S : 54 ans, rédacteur en chef, 28 ans d'ancienneté)

Les journalistes maîtrisent donc l'art de la communication, qui leur permet d'attirer le soutien externe et de maintenir une pression constante sur les décideurs, augmentant ainsi les chances de succès de la grève.

3.4 Des journalistes pour les journalistes : élévation de la cause

L'une des ressources les plus puissantes pour la grève au *Journal du Dimanche* réside dans la capacité des journalistes à élever leur cause au-delà de leurs propres préoccupations immédiates et à l'intégrer dans un cadre plus large concernant l'ensemble de la profession journalistique. En positionnant la grève comme une lutte pour des principes qui touchent tous les journalistes, tels que l'indépendance éditoriale, la déontologie et la liberté de la presse, les

grévistes du JDD peuvent obtenir un large soutien de leurs collègues d'autres médias. Un communiqué publié par la SDJ de *Médiapart* rassemblait ainsi plus de 30 sociétés de journalistes apportant leur soutien à la mobilisation du JDD. C'est par exemple aussi le cas des journalistes de *L'Express*, magazine hebdomadaire d'information nationale, qui publie un communiqué le 7 juillet indiquant leur don de 1 000€ à la caisse de grève de la mobilisation. Dans ce communiqué, les journalistes de *L'Express* mettent en avant l'une de leur mesure de protection de l'indépendance de leur propre rédaction : « *La rédaction de L'Express (...) a adopté en 2022, en accord avec le président de l'hebdomadaire Alain Weill, une charte d'indépendance éditoriale qui confère un droit de veto aux journalistes lors de la nomination d'un nouveau directeur de la rédaction* ». La cause devient alors un point de ralliement pour l'ensemble de la profession, notamment pour les rédactions qui peuvent manquer de « garde-fous » et de protection contre les influences actionnariales ou internes, ou celles qui possèdent des chartes protégeant les journalistes et qui souhaitent les ériger en modèle.

En élevant la cause à l'ensemble de la profession, les journalistes du JDD attirent une attention médiatique plus large. Les enjeux ne sont plus seulement ceux d'une seule rédaction, mais ceux de la survie de principes fondamentaux du journalisme. Une cause qui dépasse les intérêts immédiats d'un groupe particulier et qui touche à des valeurs universelles est perçue comme plus légitime et digne de soutien. Cela aide à obtenir une couverture médiatique favorable et à gagner l'opinion publique. L'ONG Reporters sans frontières, spécialiste de la défense de la liberté de la presse, a ainsi organisé un meeting à Paris, le 27 juin 2023, pour soutenir la mobilisation du JDD. Cette soirée a été largement médiatisée et a donc permis très tôt (la mobilisation avait commencé le 22 juin) de faire parler de la grève.

La question de l'influence des actionnaires sur les médias est également politique. Les journalistes du JDD, en élevant leur cause, soulèvent des questions sur la gouvernance des médias et la nécessité de mécanismes pour limiter l'influence des actionnaires sur les contenus éditoriaux. La mobilisation du JDD a mis en lumière la nécessité d'installer la question de l'indépendance des rédactions dans le débat politique. Ainsi, de nombreuses personnalités politiques ont apporté leur soutien à la grève, notamment Marine Tondelier et Olivier Faure. Un projet de loi transpartine sur l'indépendance des médias a aussi été déposé à l'Assemblée nationale le 19 juillet 2023. Ce projet est soutenu par les partis de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (NUPES), par le groupe Liot et par le parti Renaissance. La grève du JDD a donc attiré l'attention non seulement sur l'indépendance éditoriale de leur propre journal, mais sur des enjeux plus globaux affectant l'ensemble de la profession journalistique. Le projet de

loi est une réponse directe aux préoccupations exprimées par les journalistes du JDD, indiquant que leur mobilisation a réussi à influencer l'agenda politique. Il illustre donc de manière éclatante la réussite de l'élévation de la cause des journalistes du JDD qui ont réussi à attirer l'attention sur des enjeux collectifs en transcendant leurs revendications spécifiques.

Partie 2. « Un mois de combats » : de la grève à la lutte, la création d'un engagement dans la rédaction du JDD

Durant ce mois de mobilisation, les cent journalistes de la rédaction du JDD ont transformé une contestation ponctuelle en un véritable mouvement social grâce à la dénonciation d'une problématique dominante dans la sphère journalistique, la concentration des médias et les dangers que cela implique pour cette profession si particulière. Les journalistes grévistes du JDD sont ainsi devenus les martyrs d'une profession en déclin. Mais cette grève a aussi donné une nouvelle identité à cette rédaction plutôt discrète et désunie et a profondément modifié son rapport au métier. Peu politisée et peu habituée à militer (**Chapitre 4**), la rédaction du JDD en grève a réussi à former un groupe soudé et organisé malgré l'inexpérience de ses membres (**Chapitre 5**). Cette mobilisation a été marquante pour les journalistes et représente aussi un choc qui, pour certains, pousse à réfléchir sur la suite à donner à ce mouvement, à sa carrière et à sa vision du métier de journaliste (**Chapitre 6**).

Chapitre 4. Une mobilisation « improbable » ? Les facteurs initiaux défavorables à l'apparition du mouvement

Dans un article publié dans *Politix* en 2009, Annie Collevald et Lilian Mathieu étudient les « mobilisations improbables », dans des secteurs peu propices à la mobilisation (notamment dans celui de la culture) et ils notent que « des protestations peuvent surgir sans les dispositions supposées nécessaires à leur apparition » c'est-à-dire les ressources entendues comme importantes pour l'émergence d'une mobilisation sociale selon la sociologie des mouvements sociaux, comme la syndicalisation, le capital militant, l'encadrement et l'identité collective. Leurs conclusions montrent que les obstacles sociologiques à la mobilisation peuvent être en réalité transformés ou contournés pour réaliser la protestation. Comment des mécanismes sociaux défavorables initialement à des engagements contestataires se trouvent convertis en déterminations à l'action ? La grève au JDD invite à comprendre l'enrôlement dans une action collective autrement qu'en la rapportant à la seule maîtrise de compétences spécifiquement protestataires, puisque la rédaction du journal en possédait peu.

4.1 Une rédaction peu politisée

La politique est un sujet d'actualité central dans le *Journal du Dimanche*, elle forge la réputation et la notoriété du journal, qui est parfois qualifié de « relais du pouvoir ». Dans une interview pour « La Revue des médias » de l'Institut national de l'audiovisuel (INA), l'historien Christian Delporte, spécialiste de l'histoire des médias, répond à la question de l'identité du JDD et les principaux reproches qui lui sont faits : « *Le reproche le plus récurrent est qu'il est lié au pouvoir. Tous les ballons d'essai des gouvernements, toutes les informations importantes du pouvoir pouvaient passer par le JDD. Du fait, encore une fois, de son positionnement temporel et de la reprise potentielle des informations qu'il publie.* » La politisation du *Journal du Dimanche*, et donc de sa rédaction, peut donc poser question. On désigne par politisation le processus par lequel un individu vient, d'abord, à s'intéresser puis à adopter des pratiques de type politique, comme le militantisme ou la mobilisation. La politisation des militants engagés dans un mouvement social est considérée comme un atout pour faciliter l'émergence d'une mobilisation. Le militantisme de gauche en France sert de cadre notionnel sous-jacent à de nombreuses études sur l'engagement⁴⁶. Le militantisme ouvrier ou communiste demeure notamment l'« arrière-plan » de nombreuses réflexions sur l'engagement.

En ce qui concerne les membres du JDD, il semble que l'affiliation politique soit faible ou difficile à affirmer avec certitude. Si certains des journalistes entretenus sont capables d'affirmer que « ce n'est pas une rédac de gauchistes »⁴⁷, la majorité des entretenus pensent que la rédaction se distingue par sa variété de points de vue politiques qui formaient un groupe hétéroclite, capable de dialoguer sereinement. Les opinions politiques semblent hétérogènes au sein de la rédaction, notamment au service politique où les discussions sur ce sujet sont récurrentes sans pour autant que les membres du service n'évoquent clairement leurs positions.

Entre nous, je pense qu'on connaissait nos opinions politiques, on savait qui votait quoi, tu vois, à peu près, sans l'avoir dit très clairement, mais dans nos discussions, on le savait un peu. **Et puis, on se taquinait aussi un peu là-dessus parce qu'on n'était pas tous du même bord.**

(Entretien réalisé le avec S, 30 ans, journaliste au service politique)

Parmi les personnes interrogées dans cette étude, aucune n'évoque, par ailleurs, posséder de parents particulièrement engagés et politisés⁴⁸. La politisation et le militantisme

⁴⁶ Sawicki, F., Siméant, J., *Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français. Sociologie du travail.* (Paris) (2009)

⁴⁷ Entretien réalisé avec S le 23/02/2024

⁴⁸ Sur les onze personnes entretenues dans le cadre de cette recherche, deux possèdent un parent fonctionnaire, profession historiquement syndicalisée et habituée à la mobilisation.

sont souvent déterminés par le réseau personnel, amical et familial⁴⁹, mais ils peuvent également émerger de facteurs individuels, contextuels et sociaux plus larges, tels que des expériences personnelles marquantes et l'exposition à des injustices perçues.

La rédaction du JDD n'est pas explicitement politisée en termes de soutien à une idéologie ou à un parti politique particulier et les journalistes sont tenus de garder davantage leurs opinions politiques pour eux afin de répondre aux exigences d'impartialité et de neutralité. Leur engagement au sein du mouvement de grève est donc d'autant plus surprenant qu'inattendu puisqu'il ne répond pas aux logiques « classiques » de l'étude de l'engagement militant qui accorde une importance forte à la politisation et aux inclinations politiques.

4.2 Manque d'expérience contestataire

Si le JDD n'a connu qu'un seul autre, et court, mouvement de grève contre le plan de départ organisé par le groupe Lagardère, cela démontre d'un grand manque d'expérience militante et contestataire. L'émergence de la grève contre l'arrivée de Geoffroy Lejeune était une réaction spontanée, inopinée et complètement improvisée. Sa durée a constitué un défi pour ses participants qui n'étaient pas préparés à tenir une grève durant un mois :

Et tu t'attendais, toi, à ce que ça dure aussi longtemps ?

Non, non, non, je ne m'attendais pas. En fait, au bout d'un moment, je dirais qu'au bout d'une ou deux semaines, une semaine, dix jours, on comprend que ça va durer, parce qu'on commence à rentrer dans des négociations avec la direction sur le projet de chartes et sur nos conditions de départ, et on comprend que ça va durer, parce que les négociations sont hyper compliquées. **Donc, au bout d'une semaine, dix jours, en fait, on comprend très bien que Geoffroy Lejeune, il n'est pas question qu'il ne vienne pas.** Et donc, on comprend que ça va durer. Combien de temps ? Je ne sais pas. Mais on se dit, au moins, on est assez conscient du fait que tout le mois de juillet, il n'y aura pas de JDD, je pense, à ce moment-là. (...) **C'est étonnant d'un côté, parce que c'était une rédaction, une petite rédaction, qui n'avait pas du tout cette culture du conflit social, de la discussion, du rapport de force, etc. (...) ce n'est pas une rédac qui a l'habitude de mener combat. Je ne pense pas que dans la rédac, il y ait beaucoup de gens qui soient tous les samedis en manif. Ce n'est pas vraiment la culture aussi personnelle des journalistes.**

(Entretien réalisé avec S : 30 ans, service politique, 6 ans d'ancienneté au JDD)

⁴⁹ Neveu, É. (2019). VI. Militantisme et construction identitaire. Dans : Érik Neveu éd., *Sociologie des mouvements sociaux* (pp. 70-84). Paris : La Découverte.

Cette longévité de la grève est d'autant plus intéressante au regard du manque d'expérience contestataire de la rédaction :

En fait on ne savait pas faire une grève. On ne savait pas organiser ça, non mais en fait tant qu'on n'y est pas confronté, et ce n'est pas une grève comme celle des profs ou du milieu hospitalier ou je sais pas quoi, avec des grosses centrales derrière. **Nous on a fait une grève artisanale, on est parti de rien on savait pas du tout comme fait une grève.**

(Entretien réalisé avec D : 47 ans, membre de la SDJ)

La rédaction du JDD manquait donc de compétences organisationnelles liées à cette absence de passé contestataire, qui se retrouve aussi dans l'étude biographique des journalistes grévistes. En effet, sur les onze personnes interrogées, quatre affirment n'avoir jamais participé à une mobilisation. D'autres évoquent uniquement des mobilisations d'envergure nationale, peu incarnées politiquement, comme les mobilisations à la suite des attentats de Charlie Hebdo et du Bataclan en 2015. Un journaliste évoque aussi une marche blanche à Paris à laquelle il a participé en 2018 après la mort de Mireille Knoll, octogénaire de confession juive assassinée par deux hommes⁵⁰. Sa seconde expérience de mobilisation était la manifestation citoyenne de 2002 contre l'extrême-droite à Paris⁵¹.

D'autres citent quelques manifestations plus politiques auxquelles ils ont pu participer à titre occasionnel, comme le mouvement social contre la loi travail de 2016⁵² ou la mobilisation contre la réforme des retraites en 2023⁵³ pour les plus jeunes journalistes interrogés. Mais, encore une fois, leur implication était faible :

Et tu te souviens d'une manif peut-être, où tu as participé ?

⁵⁰ Cet événement avait entraîné une vive émotion au sein de la communauté juive en raison du caractère antisémite de cet assassinat, rappelant celui de Sarah Halimi en 2017 dans le même arrondissement parisien (11^{ème}).

⁵¹ En avril 2002, le candidat d'extrême-droite Jean-Marie Le Pen (FN) arrivait pour la première fois au second tour de l'élection présidentielle au côté du candidat RPR Jacques Chirac. Cette qualification avait eu l'effet d'un choc inédit dans la vie politique française et provoqué de nombreuses manifestations en France pour protester contre la présence du FN au second tour. Au 1^{er} mai 2002, entre 1 300 000 et 2 000 000 de personnes manifestaient dans une centaine de villes du pays.

⁵² Cette loi, aussi appelée « Loi El Khomri » du nom de la ministre du Travail du gouvernement de Manuel Valls, visait à réformer le Code du travail et avait fait l'objet d'une intense contestation pendant plus de six mois, notamment avec le mouvement d'occupation de la place de la République baptisé Nuit Debout. Le texte avait finalement été adopté, en mai 2016 par application de l'article 49-3 de la Constitution.

⁵³ En 2023, un projet de réforme du système des retraites avait suscité une large opposition des syndicats et des travailleurs et avait entraîné un mouvement social de plusieurs semaines. Le projet a finalement été adopté le 16 mars 2023 par l'utilisation de l'article 49-3.

Je crois que j'avais... Oui, alors c'était contre la loi travail, j'avais fait une manif, mais je n'étais pas engagée plus que ça. **Je ne m'étais pas impliquée plus que ça dans ce mouvement-là.**

(Entretien réalisé avec A : 28 ans, journaliste du service web)

Mais une partie de ce groupe, notamment celle née dans les années 70, évoque à plusieurs reprises leur implication dans les mobilisations contre le contrat d'insertion professionnel (CPI) ou aussi appelé « SMIC-Jeune ». En 1994, le gouvernement Balladur mettait en place par décret un nouveau type de contrat professionnel destiné uniquement aux jeunes de 18 à 25 ans. Ce contrat donnait la possibilité d'embaucher un jeune en CDD pour un salaire à hauteur de 80% du SMIC. Le but affiché était de faciliter l'embauche des jeunes et ainsi diminuer le chômage dans le pays, mais pour les syndicats et les étudiants ce projet intégrait une rémunération discriminante. Un mouvement social d'ampleur est alors né, notamment chez les jeunes qui manifestent durant plusieurs semaines à Paris et dans les métropoles, les lycées et les universités étaient extrêmement mobilisés. Deux journalistes du JDD, étudiants à l'époque, se souviennent avoir participé à cette mobilisation, en faisant grève et en participant aux assemblées générales. Mais, encore une fois, l'expérience de cette mobilisation et leur implication dans le mouvement leur semble bien faible par rapport à leur engagement dans la



(Manifestation anti-CIP à Bordeaux, le 17 mars 1994. Archives Sud-Ouest / DANIEL)

grève au JDD. Ils expliquent avoir participé à la mobilisation anti-CIP pour « suivre le mouvement », « comme tous les étudiants ». Leur implication dans la grève au JDD paraît dépasser, en termes d'ampleur, de temps et d'implication, tout ce qu'ils ont pu connaître auparavant.

Oui, d'ailleurs est-ce que vous aviez déjà eu des expériences de militantisme ou de mobilisation avant celle du JDD ?

Non, non, non, vraiment, je n'étais pas une pro de l'activisme et des manifs et des grèves, etc. **Quand j'étais étudiante, j'ai fait des grèves, comme tous les étudiants, etc. (...)**

Vous vous souvenez d'une grève quand même où vous avez participé ?

Oh, c'était pour... Ça remonte à il y a trop trop longtemps. **C'était contre le CIP à l'époque, je crois dans les années 90, donc voilà.** Mais j'ai fait grève, voilà, j'allais à quelques AG, mais je n'étais pas du tout encartée dans un quelconque syndicat, etc.

(Entretien réalisé avec D, 47 ans)

Un dernier souvenir de mobilisation est évoqué par l'un des journalistes, qu'il considère d'ailleurs comme « le moment où il a découvert la politique ». Il s'agit de la mobilisation contre la loi Devaquet de 1986. Cette mobilisation protestait contre le projet du ministre délégué chargé de l'enseignement supérieur, Alain Devaquet, qui prévoyait de réformer l'entrée à l'université en instaurant une sélection des étudiants à l'entrée. Cette mobilisation avait été marquée par la mort d'un étudiant, Malik Oussekin, tué sous les coups des policiers en marge d'une manifestation dans la nuit du 5 au 6 décembre. Le projet avait finalement été retiré face à la contestation populaire.

Et ça vous avait marqué, ce mouvement ?

Ça m'avait marqué, pas tant sur le fond, parce qu'au final, je pense que ce n'était pas un projet scandaleux, mais c'était le... **Ouais, c'est comme ça que j'ai un peu découvert la politique, en fait.** C'est juste à un âge où j'ai dû me voter pour la première fois. Donc c'était au moment de la première cohabitation en France. Donc il y avait un... Ouais, en fait j'ai découvert la politique à ce moment-là.

(Entretien réalisé avec J : 54 ans, rédacteur en chef service culture, originaire de Seine-Saint-Denis)

On constate donc que, bien que ces importantes mobilisations étudiantes des années 80-90 aient marqué les esprits des journalistes du JDD, elles n'ont pas drastiquement eu d'incidence sur leurs trajectoires biographiques et leurs engagements politiques ou militants.

Beaucoup des grévistes interrogés n'évoquent ces mouvements que sous le prisme de « la jeunesse », comme un épisode que chaque étudiant traverse nécessairement. Cette banalisation de leurs premières expériences militantes montre ainsi que la rédaction du *Journal du Dimanche* ne bénéficiait pas d'une large expérience de la contestation et de la mobilisation, que ce soit en son sein ou dans les biographies de ses acteurs.

4.3 David contre Goliath : un combat perdu d'avance ?

En débutant un mouvement qui semblait, à première vue, s'inscrire dans la lignée des mobilisations d'i-Télé et d'Europe 1, les journalistes grévistes s'engageaient en sachant que leur combat et leurs revendications rencontreraient certainement peu de résultats et d'écho auprès de leurs dirigeants, et notamment auprès de Vincent Bolloré. D'abord parce qu'une importante disparité des forces est visible entre les journalistes de la rédaction du *Journal du Dimanche* et les actionnaires du groupe Lagardère. En effet, les journalistes du JDD n'ont aucun pouvoir décisionnel ou managériale dans la gestion de leur journal. Les actionnaires, en revanche, représentent la puissance économique, financière et décisionnelle, bien que la détention d'une action ne représente pas l'appropriation complète d'une firme⁵⁴. Cette asymétrie des forces était une source de doute pour certains grévistes qui considéraient comme impossibles les chances que la direction du groupe Lagardère réponde à leurs revendications, et annule la venue de Geoffroy Lejeune à la tête de la rédaction.

La disparité des forces est aussi visible dans les différents moyens de pressions utilisés par la direction à l'encontre des grévistes. En effet, dans le cadre des négociations encadrant les conditions de départ des salariés, les acteurs directionnels du journal ont tenté de faire pression sur les grévistes en posant plusieurs ultimatums à différents moments de la grève. Un risque de répression professionnelle était aussi possible pour les grévistes, telles que le licenciement ou des sanctions disciplinaires. Ainsi, l'un des journalistes alternants a été la cible d'une mise à pied à titre probatoire. Cette décision a eu lieu à la fin du mouvement, en juillet, conduisant à une suspension de salaire et à la convocation du journaliste à une réunion préalable à une procédure de licenciement. La direction reprochait au journaliste d'avoir fait volontairement fuiter des informations sur le premier « nouveau » JDD, dirigé par Geoffroy Lejeune, à la presse. Ce que celui-ci démentait. Cet épisode montre donc le risque de répression que prennent les journalistes en s'engageant dans une grève dans laquelle le rapport de force est asymétrique.

⁵⁴ Sedel, J. (2022). VI / Le pouvoir des actionnaires : mythes ou réalités ?. Dans : Julie Sedel éd., *Sociologie des dirigeants de presse* (pp. 85-108). Paris: La Découverte.

Néanmoins, à travers cette mise à pied, les grévistes ont réussi à utiliser les ressources à leur disposition en faisant valoir leurs droits, puisque cette procédure relevait en réalité d'une atteinte au droit de grève en raison des conditions dans lesquelles elle s'inscrivait, notamment la façon dont la direction s'était informée de cette fuite.

J'étais avec les membres de la SDJ, mais on peut dire qu'en quelque sorte, on les a menacés [la direction]. **Mais en fait, on leur dit qu'en gros, s'ils me licenciaient, ils reconnaissent que, en gros, ils avaient violé le droit de grève.** Parce que ça veut dire qu'ils avaient des taupes dans notre groupe, dans un groupe privé de grève et ça c'est interdit. C'est comme ça qu'ils auraient eu des informations comme quoi, ils considéraient que j'avais fait fuiter des infos dans *Libération*. Mais ce qui n'est vraiment pas le cas pour le coup.

Selon le journaliste, il avait bien partagé des informations sur le nouveau numéro du JDD mais dans un groupe de discussion privé interne aux grévistes.

Cette lutte inégale est donc avant tout un obstacle important à l'engagement et à l'accomplissement de la grève, mais dans le cas du JDD, elle permet aussi à la mobilisation de gagner un capital sympathie. La comparaison avec le combat de David contre Goliath évoque une lutte noble et inégale où le plus faible se bat contre un adversaire puissant et potentiellement oppressif. Cette image résonne fortement avec le public, qui tend à soutenir ceux qui sont perçus comme défendant des valeurs morales contre des forces dominantes. Les journalistes du JDD ont su utiliser efficacement cela pour diffuser leur message, mobiliser le soutien et sensibiliser l'opinion publique. Les communiqués publiés chaque semaine par la rédaction en grève appuyaient, par exemple, le fait que la direction du groupe soit « restée sourde » aux actions et aux revendications des grévistes, montrant ainsi un certain dédain ou une condescendance envers les grévistes.

Chapitre 5. Apprentissage d'un répertoire d'action : la grève du JDD comme premier engagement contestataire d'ampleur

A l'annonce de la venue de Geoffroy Lejeune, la rédaction du JDD s'est quasiment immédiatement mobilisée et organisée en grève. Ce choix relève de ce que Charles Tilly nomme un « répertoire d'action » collective, c'est-à-dire le stock limité de moyens d'action à la

disposition des groupes contestataires, à chaque époque et dans chaque lieu⁵⁵. Les journalistes du JDD ont donc utilisé le mode d'action qui était à leur portée, en tant que salariés et fabricants d'un moyen d'information. Mais pour Tilly, le répertoire d'action repose aussi sur l'idée qu'une action contestataire n'est jamais que l'exécution d'une série de routines apprises et partagées. Dans le cas de la grève au *Journal du Dimanche*, il faut donc examiner comment des journalistes ont réussi à apprendre et à mettre en œuvre un mouvement dont ils ne connaissaient pas les modalités et avaient été peu éduqués à accomplir.

5.1 Choc et émulation collective : quand l'émotion mène à la mobilisation

« *La grève, ça s'est fait extrêmement vite et presque sous le coup de l'émotion, quoi.* »

(A, 49 ans, reporter international, 21 ans passés au JDD)

La particularité de l'émergence de la mobilisation du JDD et de son déclenchement repose sur un scoop. Le scoop, obtenu par les journalistes du *Monde*, Aude Dassonville et Ivonne Trippenbach, est résumé par ce titre : « *Geoffroy Lejeune devrait prendre la direction du « Journal du dimanche* » ». L'article publié dans *Le Monde* en ligne le 22 juin 2023, est le déclencheur d'une vague de « sidération » au sein de la rédaction du *Journal du Dimanche*, menant ainsi à la décision de s'établir en mouvement de grève. La découverte de l'arrivée de Geoffroy Lejeune par l'intermédiaire d'un article de presse, plutôt qu'une annonce interne au groupe, crée un sentiment d'indignation mêlé au choc de la révélation du profil du nouveau directeur de la rédaction, ancien directeur du magazine *Valeurs Actuelles*. Le choc et la « stupéfaction »⁵⁶ sont des termes qui reviennent régulièrement en évoquant avec les anciens grévistes leurs premières réactions à l'annonce de l'arrivée pressentie de Geoffroy Lejeune. « J'ai pris une claque », « je n'y croyais pas », « c'était la stupeur », ce choc collectif va rapidement provoquer une assemblée générale, puis la grève est votée à la quasi-unanimité (99% : 77 pour, 1 contre, 5 NSP).

Donc c'était une surprise ?

Une sidération.

Une sidération ? D'accord.

Non vraiment une sidération. **Tout le monde était choqué, sidéré et c'est en partie à cause de ça, enfin le choc a été tellement fort...** à dessein hein de la part des

⁵⁵ Péchu, C. (2009). Répertoire d'action. Dans : Olivier Fillieule éd., *Dictionnaire des mouvements sociaux* (pp. 454-462). Paris : Presses de Sciences Po.

⁵⁶ Émotion mentionnée dans le premier communiqué de la rédaction en grève.

actionnaires. **Le choc produit est tellement fort qu'il y a eu unanimité immédiate sur quelle réponse on apporte à ce choc.** Et la seule réponse possible... on a vaguement parlé de communiqué mais non ça ne suffira pas, alors qu'est-ce qu'on peut faire ? Motion de défiance⁵⁷, non ça n'a pas de sens. Donc grève... grève tout de suite quoi.

(Entretien avec D : 47 ans, membre du bureau de la SDJ)

La place de l'émotion dans l'émergence de la mobilisation n'est donc pas à négliger. Mais il faut se défaire de l'idée trop communément admise qui fait de l'activité politique une réflexion intellectuelle excluant l'irrationalité habituellement prêtée à l'émotion⁵⁸. En effet, si l'émotion a longtemps eu mauvaise presse dans l'analyse des mouvements sociaux⁵⁹, un renouvellement a eu lieu à partir des années 2000, notamment en France, grâce au travail de Christophe Traïni. Il montre combien l'indignation morale et la honte peuvent constituer des « émotions-ponts » entre sensibilité et engagements réflexifs. Pour lui, l'émotion est constitutive de moments où les individus valorisent des combats plus grands que ceux de leurs seuls intérêts. Les émotions comme la colère et la stupeur n'ont ainsi rien d'irrationnelle dans l'analyse d'un mouvement social, au contraire, « *La plupart des différends traités par le système politique n'advindraient jamais si les citoyens ne pouvaient, comme c'est le cas au sein de l'espace public démocratique, éprouver et manifester aversion, colère, anxiété, compassion, solidarité, gratitude, admiration, mépris...* » [Traïni, 2009].

La mobilisation du JDD montre combien l'émotion, et la manifestation d'émotions, concoure à l'édification d'une cause collective. Sans le choc ressenti par la rédaction, et la consternation liée au manque de considération montré par la direction du groupe Lagardère (qui a refusé de démentir ou de confirmer l'information du *Monde* à ses journalistes) la grève n'aurait pas reçu une telle approbation dans une rédaction inexpérimentée à la mobilisation.

L'émotion est au cœur des dynamiques de groupe⁶⁰ et elle permet aux acteurs de s'influencer mutuellement et de transformer leurs émotions en ressources pour leur mobilisation. Le choc initial de la rédaction du JDD permet à ses acteurs de s'engager davantage dans l'offensive contre leur direction, ce qui peut d'abord être difficile pour des journalistes ayant beaucoup d'ancienneté au sein d'une entreprise. Une importante émulation collective liée à cette indignation est née au sein du JDD, renforçant les liens entre des journalistes qui se

⁵⁷ Marque de désapprobation votée collectivement par l'ensemble d'une rédaction contre une direction ou un représentant de celle-ci.

⁵⁸ Traïni, C. (2009). *Émotions... Mobilisation !*. Presses de Sciences Po.

⁵⁹ Neveu, É. (2019). *Sociologie des mouvements sociaux*. La Découverte.

⁶⁰ Sommier, I. (2020). Émotions. Dans : Olivier Fillieule éd., *Dictionnaire des mouvements sociaux : 2^e édition mise à jour et augmentée* (pp. 217-225). Paris : Presses de Sciences Po.

connaissaient parfois peu. Cette dynamique a permis au mouvement de se structurer efficacement et de gagner en puissance et en exemplarité. Elle a aussi renforcé ce que Denis Ruellan nomme le « discours identitaire »⁶¹ des journalistes, c'est-à-dire leur identité professionnelle, ravivée par la défense de l'indépendance éditoriale. Ainsi, la dynamique de groupe a joué un rôle clé dans la motivation des journalistes à s'engager pleinement dans la mobilisation. L'émulation collective a incité chacun à participer activement, créant ainsi un cycle vertueux où l'engagement de certains encourageait l'engagement des autres.

Il y a des gens qui se sont tellement investis dans cette grève. Ouais, en fait, je pense qu'il y a beaucoup de journalistes qui étaient un peu, pas dans une planque, mais dans une routine. Ça faisait très longtemps qu'ils étaient là. En général, quand tu rentres au JDD, tu y restes toute ta vie. Et là, ils se sont dit « putain, en fait, on est en train de perdre le journal dans lequel on bosse depuis 15, 20, 30 ans. Peut-être qu'on va se réveiller. » C'est ça qui est génial.

(Entretien avec H : 24 ans, alternant de l'ESJ Lille, moins d'un an au JDD)

Les émotions à l'origine de l'émergence de la grève ont donc façonné un collectif et ont maintenu un enthousiasme et une détermination tout au long de la grève au JDD. Elles contribuent ainsi à dépasser l'inexpérience militante des journalistes de la rédaction et leur donne une motivation nouvelle pour apprendre les modalités de la mobilisation collective. Ces émotions sont bien sûr galvanisées par la revendication d'une identité professionnelle qui permet aussi de faire groupe plus facilement en se revendiquant journalistes et défenseurs de la liberté de la presse.

5.2 Dynamiques internes de la mobilisation : organisation, communication, stratégie de négociation

5.2.1 Le vote

L'organisation de la mobilisation du JDD s'est mise en place durant le premier week-end suivant l'annonce de l'arrivée de Geoffroy Lejeune. Celle-ci repose sur un principe fondamental : le vote. En effet, chaque jour, l'ensemble de la rédaction en grève était invité à voter en ligne pour répondre à la même question : « *êtes-vous favorable au maintien de la grève ?* ». Ce vote avait lieu électroniquement grâce à un logiciel appelé *Balotilo* pour permettre aux journalistes qui se trouvaient hors de Paris, en reportage ou en vacances par exemple, de participer au processus de décision. Une personne était chargée d'en être référente, c'est-à-dire

⁶¹ Ruellan, D. (2020). *Nous, journalistes: Déontologie et identité*. Presses universitaires de Grenoble.

de faire en sorte que chaque gréviste reçoive le lien sur son adresse électronique pour voter. Les votes avaient donc lieu tous les soirs à l'exception du dimanche et du lundi, qui représentent les jours de week-end des journalistes du JDD. Le samedi soir servait donc à voter pour reconduire la grève jusqu'au mardi, tel le rythme de travail normal des journalistes de la rédaction.

Selon Nicolas Pohl⁶², « *La délibération est conçue comme un processus de prise de décision qui, à travers un processus communicatif fondé sur la raison et sur les principes d'égalité et de transparence, viserait la transformation des préférences individuelles en vue d'un consensus. Cela, dans le but de parvenir à des décisions orientées vers le bénéfice de tous* ». Mais mettre en place un vote chaque soir pour répondre à la même question était aussi une stratégie pensée pour montrer la force de cohésion du mouvement (puisque chaque vote recueillait quasiment l'unanimité) et aussi envoyer un message à la direction du journal.

Notre idée, c'était toujours de dire qu'on ne vote pas la grève *ad vitam aeternam*, on vote la grève parce qu'aujourd'hui, (...) nous n'avons toujours pas eu de réponse de la direction sur tel point, tel point, tel point, donc nous continuons notre mouvement de grève. Et tous les jours, c'était ça qu'on demandait, en fait.

Oui, c'était vraiment pour être dans l'immédiateté.

Oui, c'est ça, c'est ça. Et pour dire à la direction, regardez, notre grève, là, elle court que jusqu'à demain soir. **Donc, si vous faites un pas vers nous, on est prêts à lever la grève. On a toujours eu ce positionnement-là. (...) on s'est dit assez rapidement, il faut qu'on ait l'opinion publique derrière nous, il faut qu'on ait l'air responsable.** Donc, c'est pour ça aussi qu'on choisissait de voter toutes les 24 heures, parce qu'on se disait, comme ça, on montre qu'on ne fait pas la grève pour faire la grève, et aussi parce qu'on sait que les gens qui aiment le JDD, ce ne sont pas des affreux gauchistes, pour le dire assez rapidement. **Donc, on se disait, si on veut que les gens continuent à nous soutenir, il faut leur montrer, leur prouver qu'on ne fait pas la grève pour faire la grève, pour foutre le bordel, parce qu'on n'a pas envie de bosser, etc.**

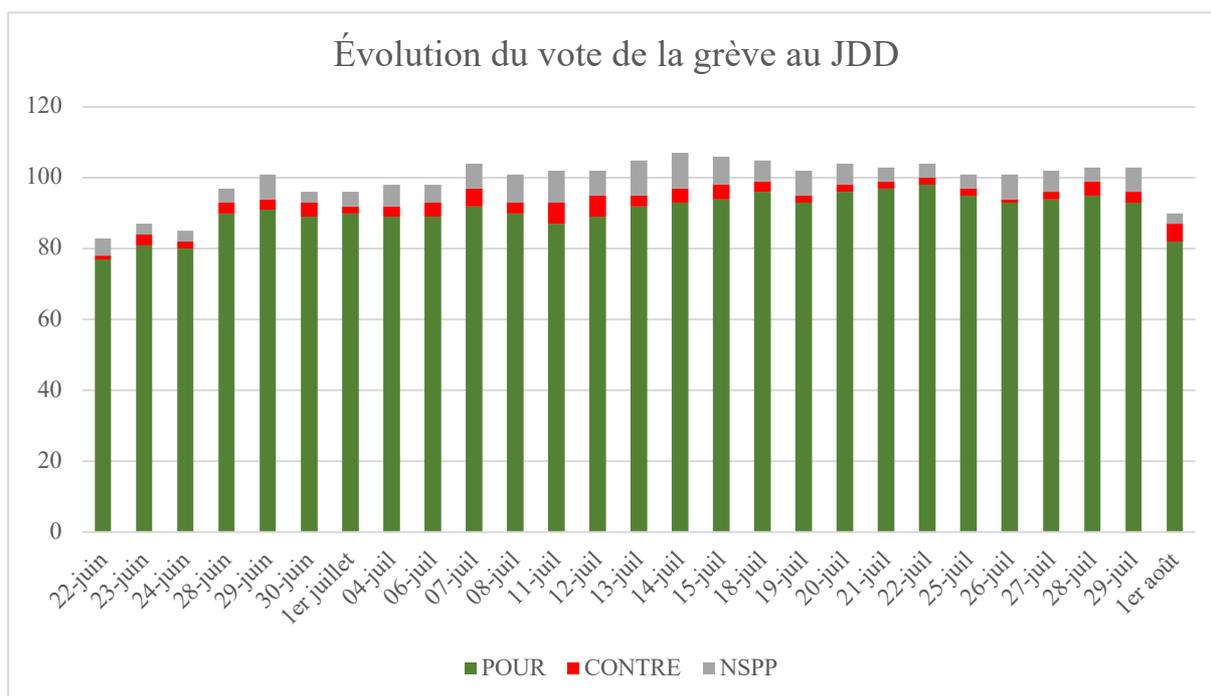
(Entretien avec S : 30 ans, service politique, référente du vote pendant la grève)

Le système du vote est donc à la fois une stratégie organisationnelle et communicationnelle. Le vote permet au mouvement de se responsabiliser et de promouvoir une certaine image de marque des grévistes, correspondant à son lectorat caractérisé de « centre-

⁶² Pohl, N. (2020). Démocratie et mouvements sociaux. Dans : Olivier Fillieule éd., *Dictionnaire des mouvements sociaux : 2^e édition mise à jour et augmentée* (pp. 181-186). Paris : Presses de Sciences Po.

droit »⁶³ sur l'échiquier politique et correspondant à la catégorie socioprofessionnelle des « CSP + »⁶⁴. Et chaque fois, les communiqués publiés par la rédaction sur leurs réseaux sociaux mentionnaient les résultats précis de ce vote, avec le nombre d'abstentions et de votes positifs et négatifs. Ce processus de démocratie interne permet alors d'observer aussi les possibles revirements et les disparités au sein des grévistes. En analysant l'ensemble des données des communiqués concernant les résultats du vote, on peut alors comparer l'évolution de celui-ci.

Tableau 2 – Graphique sur l'évolution du vote de la grève par la rédaction du *Journal du Dimanche*



On constate que seul le nombre de votants varie quelque peu entre juin et juillet, passant d'environ 80 votants à une centaine. Cette augmentation peut s'expliquer par la période estivale marquée par les congés de certains journalistes de la rédaction, absents au déclenchement de la grève et donc des votes. Le contenu du vote, lui, montre une quasi-unanimité en faveur de la grève tout au long du mouvement. Le mouvement n'a donc pas connu de période de doute concernant le maintien de la grève et les journalistes ont fait preuve d'une grande cohésion dans leur choix. Ainsi ce processus de démocratie interne permet à la grève du JDD d'être un mouvement transparent qui affirme l'importance de la consultation des journalistes dans le

⁶³ Entretiens de A, H, C et S.

⁶⁴ Entretien avec E, 51 ans, service culture.

processus délibératif, un mode d'organisation qui correspond à leurs revendications pour l'inclusion des rédactions dans les décisions liés à leur média.

5.2.2 L'organisation en groupes

La mobilisation d'une rédaction de 100 personnes demande la mise en place de techniques organisationnelles importantes. En effet, trouver une tâche à chacun est essentiel pour maintenir l'engagement et gagner en efficacité. En divisant les grévistes en petits groupes, il est possible de spécialiser les tâches et les responsabilités. Chaque groupe peut se concentrer sur un aspect particulier de la grève, comme la communication avec les médias, la gestion des fonds de grève, l'organisation des manifestations, ou la négociation avec la direction. Les grévistes ont donc fait le choix de se diviser en plusieurs « sous-groupes » destinés à une tâche particulière, comme la communication, la recherche de don, la nouvelle charte déontologique, la photo etc. Ces groupes se caractérisaient notamment par la création d'un nouveau groupe de discussion *WhatsApp*, application centrale dans la communication interne au mouvement. Chaque gréviste faisait ainsi parti du groupe central, regroupant l'ensemble de la rédaction, ainsi qu'un ou plusieurs sous-groupes selon les actions dans lesquelles il s'engageait. La mobilisation s'est ainsi créée environ « 40 groupes *WhatsApp* » différents qui permettait aussi à la rédaction de dialoguer, surtout entre des personnes qui se connaissaient peu avant le déclenchement de la grève.

Je vous dis, l'organisation de la rédaction en sous-groupe, **il y avait le groupe stratégie, il y avait le groupe tribune, il y avait le groupe juridictionnel.** Non, pour moi c'était une aventure. C'était une aventure assez belle, d'autant que la rédaction était quand même assez clivée. On n'était pas tous potes (...) Il y avait quand même des petits clans. **Mais là, il y a eu un effet où tout le monde s'est retrouvé dans ce mouvement.**

(Entretien avec E, 51 ans, journaliste culture, 25 ans au JDD)

Erik Neveu pense l'organisation comme une variable importante de l'analyse des mouvements sociaux [2019]. Il souligne comment la décentralisation et l'autonomie peuvent renforcer l'engagement individuel et collectif dans les mouvements sociaux. Lorsque les membres sentent qu'ils ont un véritable rôle à jouer et qu'ils peuvent influencer les décisions, leur engagement et leur motivation sont souvent plus forts. Neveu note que cette implication personnelle est cruciale pour maintenir la dynamique du mouvement sur le long terme.

5.2.3 L'horizontalité placée en principe fondamental de la grève

L'organisation interne de la grève repose aussi sur un grand nombre de réunions, appelées assemblée générale (AG), permettant de réunir l'ensemble de la rédaction concernant un ordre du jour afin que celle-ci discute, débattenne et vote. Le mouvement du JDD est marqué par ce processus délibératif quotidien qui montre l'importance accordée à l'horizontalité au sein des grévistes. L'horizontalité se réfère à une structure de prise de décision et d'organisation où le pouvoir est réparti de manière égale entre tous les participants, plutôt que concentré entre les mains d'une hiérarchie ou d'un leadership centralisé. Si les membres du bureau de la SDJ possédaient une place centrale dans l'organisation des AG, les journalistes s'accordent à dire que la parole était toujours équitablement répartie, et que chacun était écouté même pour exprimer une opinion dissidente. Une membre de la SDJ explique d'ailleurs que la circulation de la parole était un des objectifs des AG, « nos rôles en AG, c'était de faire circuler la parole pour que tout le monde puisse donner son avis sans qu'il y ait de crispations ou d'engueulades. »

Cette horizontalité permet aux différents journalistes, notamment alternants, pigistes et CDD de se sentir aussi légitimes que les journalistes les plus expérimentés et avec davantage d'ancienneté dans le journal. Pour certains, la grève a offert une nouvelle place au sein de la rédaction et leur a fait gagner en confiance en eux :

Moi ce qui m'a le plus marqué pendant la grève et **que j'ai trouvé le plus plaisant, c'est qu'il n'y avait plus du tout de hiérarchie**, et qu'à l'issue d'un mois (...) en fait **tout le monde était tellement sur le même pied d'égalité**. (...) quand on faisait toutes nos AG, chacun faisait un petit groupe pour organiser tel truc, et du coup **t'avais des gens qui étaient là depuis 30 ans qui demandaient un petit coup de main à toi, ça faisait que un an que t'étais là**, et on t'écoutait vraiment parce qu'on avait besoin de tes conseils, parce qu'on sait que toi tu vas savoir le faire mieux que d'autres personnes, et je sais pas trop comment expliquer mais c'était super plaisant de voir ça et de voir que **les gens avaient un peu mis leur ego de côté pour justement essayer de faire en sorte que la grève se passe le mieux possible**.

(Entretien avec C : 25 ans, alternante de l'ESJ de Lille, 1 an au JDD)

La grève du JDD offre ainsi d'importantes rétributions symboliques aux journalistes engagés. Comme l'explique Daniel Gaxie⁶⁵, militer, c'est aussi gagner en estime de soi, injecter du sens dans sa vie, partager des émotions, des exaltations et des déceptions. Certains des grévistes se sont ainsi sentis portés par le mouvement, certains se sont aussi découverts des compétences qu'ils ne soupçonnaient pas, comme celle de prendre la parole, diriger un groupe,

⁶⁵ Gaxie D. « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Revue suisse de science politique*, vol. 11, n° 1, 2005, p. 157-188.

organiser des actions ou gérer économiquement une somme d'argent importante. La personne en charge de la trésorerie de la SDJ est par exemple devenue celle s'occupant de la caisse de grève, un pan essentiel de la mobilisation. Son rôle prend donc une importance considérable en raison de la quantité de dons reçus pour soutenir la grève. Cette personne explique, « *J'étais trésorier de la SDJ. A la base, on avait les cotisations des gens. C'est 2 euros de cotisation. En tant que trésorier, je suis passé d'un budget de 200 euros à plus de 200 000 euros !* »

Ainsi, les grévistes du JDD se sont appliqués à faire de leur mobilisation un modèle en s'organisant stratégiquement et en mettant en avant des principes d'égalité, de liberté d'expression, de démocratie et d'horizontalité à travers leur cause. Cette configuration a permis aux membres de la grève de faire preuve de cohésion et de se souder malgré des disparités anciennes au sein de la rédaction. Les journalistes ont appris à militer et se sont découvert une nouvelle légitimité, de nouvelles compétences et ont parfois gagné en confiance en eux.

Chapitre 6. Trajectoires personnelles dans la grève

L'expérience du militantisme peut transformer le rapport au monde des individus⁶⁶, parfois en rupture avec une socialisation antérieure. Les trajectoires personnelles des journalistes ne sont pas seulement des récits isolés mais font partie intégrante de la dynamique collective de la grève. Contrairement à une vision purement structurelle ou organisationnelle des mouvements sociaux, l'approche par les trajectoires personnelles met en lumière la complexité et la diversité des facteurs individuels qui contribuent à la mobilisation. Ce chapitre vise à explorer les conséquences biographiques de la mobilisation et les devenir de ses participants.

6.1 Réflexion sur les valeurs et les normes de la profession journalistique à la lumière de la grève

Avant la grève au *Journal du Dimanche*, le quotidien des journalistes de la rédaction n'était pas rythmé par une telle attention donnée aux droits et devoirs de leur profession. Pour beaucoup, les questions de déontologie journalistique leur avaient été transmises en école de journalisme durant leur période d'étude, sans que cela ne se poursuive dans leur entrée sur le marché du travail. Par exemple, les journalistes se disaient « inquiets » de voir la ligne éditoriale

⁶⁶ Fillieule, O. (2020). Conséquences biographiques de l'engagement. Dans : Olivier Fillieule éd., *Dictionnaire des mouvements sociaux : 2^e édition mise à jour et augmentée* (pp. 138-146). Paris : Presses de Sciences Po.

du journal changer sous les différentes impulsions de la succession de directeurs de la rédaction, sans pour autant que cela n'engage une motion ou un mouvement au sein de la rédaction pour montrer son désaccord.

Il y avait des moments, il y a des sujets qui sont sortis qui mettaient quand même pas mal en avant l'extrême droite et franchement en conf de rédaction on était trois quarts de la rédaction à pas être d'accord tu vois pour que ce sujet soit autant mis en avant. **Mais comme c'était le red' chef qui avait le dernier mot, bah tant pis on faisait ça.**

(Entretien C : 25 ans, alternante)

D'autres journalistes étaient aussi devenus « habitués » au constat négatif sur l'état de la presse française et sur le recul de la liberté de la presse en France. En effet, selon le classement mondial 2024 sur l'état de la liberté de la presse dans le monde, l'ONG Reporters sans frontières a classé la France en 21^{ème} position en soulignant que « les outils visant à lutter contre les conflits d'intérêts » sont « inadaptés et dépassés » dans un paysage médiatique où « *La concentration des groupes de presses privés aux mains de quelques hommes d'affaires devient une préoccupation forte dans le pays.* » Certains journalistes interrogés dans cette étude entendent donc les discours préoccupés sur l'état de la presse depuis leur formation en école, regrettant un sujet prit sous l'angle d'un état de fait :

On nous montre souvent [en école de journalisme] cette carte faite par le *Monde Diplomatique* et Acrimed, ce truc un peu tentaculaire où l'on voit les propriétaires qui possèdent différents médias. (...) **Donc c'est quelque chose dont on parle mais plus pour dire « voilà c'est comme ça que cela se passe », on ne va pas forcément discuter des conséquences que cela peut avoir.** En fait on le prend comme un état de fait, la presse va mal, le monde des médias va mal et derrière l'idée c'est que si la presse vit encore aujourd'hui c'est parce qu'il y a des grands actionnaires qui mettent de l'argent dedans pour que cela puisse tourner alors que cela perd de l'argent.

(Entretien avec G : 25 ans, journaliste web, 2 ans passés au JDD)

La grève a donc « réanimé » une réflexion collective sur le « sel et sens » de leur métier, ce que Denis Ruellan et Florence Le Cam appellent « l'être professionnel » des journalistes⁶⁷. L'être journaliste est un « ethos » qui réunit les journalistes dans une dimension à la fois fédératrice et émotionnelle. Les journalistes du JDD, comme beaucoup de leurs confrères, sont

⁶⁷ Le Cam, F., Ruellan, D. (2018). *Émotions de journalistes : Sel et sens du métier*. Presses universitaires de Grenoble.

profondément attachés à des valeurs telles que l'indépendance éditoriale, l'intégrité, la vérité, et la responsabilité sociale. Ces valeurs sont au cœur de la déontologie journalistique. La grève a révélé l'importance de ces principes pour les journalistes qui considèrent leur travail non seulement comme un métier mais aussi, comme le souligne Le Cam et Ruellan, comme une passion et une mission démocratique. Le mouvement a ainsi rappelé aux journalistes la spécificité de leur métier.

Il y a des gens qui disent, si c'est l'actionnaire, il a tous les droits. **Oui, mais on ne vend pas des yaourts, on vend de l'information.** Nous, c'était alerter sur ça. Dire qu'un actionnaire n'a pas tous les pouvoirs, que le journalisme n'est pas un métier comme les autres, ou une discipline comme les autres, et qu'il faut des règles spécifiques.

(Entretien avec E : 51 ans, journaliste culture, 25 ans au JDD)

Les journalistes ont utilisé la grève comme un moyen de réaffirmer leur engagement envers des normes déontologiques élevées. En refusant de se plier aux exigences éditoriales qu'ils considéraient contraires à leurs valeurs, ils ont démontré une forte cohésion professionnelle et un sens aigu de la responsabilité éthique.

6.1.1 La méfiance du public envers les journalistes : cas d'une victime de « shitstorm »

Le mouvement de grève du JDD était très présent sur les réseaux sociaux, notamment X (ancien *Twitter*) avec leur compte @AnciensduJDD où les communiqués et les images des soutiens et des actions du mouvement étaient partagés. La nomination de Geoffroy Lejeune, personnage connu pour ses valeurs d'extrême-droite et ses relations avec Éric Zemmour et Marion Maréchal, a polarisée politiquement l'environnement dans lequel évoluait les journalistes grévistes. Le mouvement a donc exposé les journalistes à une vague de haine et de critiques, notamment sur les réseaux sociaux et dans certains segments de l'opinion publique. En effet, en s'opposant à l'arrivée de Lejeune, les journalistes ont été perçus par certains comme opposés à une certaine ligne éditoriale, ce qui a attisé des réactions parfois violentes. Les journalistes grévistes ont donc été la cible d'une avalanche de commentaires haineux sur les réseaux sociaux. Ces attaques incluent des insultes, des menaces de violence et des campagnes de dénigrement orchestrées par des groupes opposés à leurs actions. Des figures politiques et médiatiques ont aussi publiquement critiqué les grévistes, les accusant de saboter le journal et de nuire à la liberté d'expression. Cette déferlante de haine et de suspicion peut s'expliquer par une possible incompréhension du rôle de journaliste. En effet, certains segments du public

considèrent les grèves journalistiques comme des caprices de privilégiés plutôt que comme des actes de défense de principes démocratiques. Mais elle va aussi de pair avec la dégradation de « l'image sociale » des journalistes⁶⁸ et la montée de la défiance envers les médias. Un sondage de l'Institut Reuters pour l'étude du journalisme recense chaque année le degré de confiance du public envers les médias dans le monde. Selon le rapport de 2023, seuls 30% des personnes interrogées considèrent que les informations des médias sont fiables en France.

L'une des manifestations de cette défiance et de cette haine a donc eu lieu à l'encontre d'une journaliste gréviste du JDD qui a évoqué avoir été victime d'un « *shitstorm* ». Un *shitstorm* désigne un déchainement de critiques virulentes envers une personne, un groupe de personnes ou une entreprise sur les commentaires de sites Web, blogs ou réseaux sociaux. Le dictionnaire *Oxford Dictionary* définit le phénomène comme étant « A situation marked by violent controversy ». La journaliste touchée a été victime d'une vague de commentaire haineux après la publication d'un post relatant l'une des actions des grévistes devant les locaux du groupe Lagardère, sur son compte X personnel.

Moi pendant la grève je me suis pris un *shitstorm* sur Twitter et c'était mon baptême, je n'en avais jamais eu et c'était par l'extrême droite, enfin l'extrême droite, voire même les zemouristes quoi. Et du coup c'était hyper violent parce que je m'attendais pas du tout à ça et qu'à la base j'avais juste mis un post avec des photos de l'un des événements du jour. **Et ça a été repris du coup par eux et ils m'ont complètement lynchée.**

(Entretien avec C : 25 ans, 1 an passé au JDD)

L'utilisation du mot « baptême » montre que la journaliste considère que ce type d'évènement n'est pas inhabituel pour sa profession, de plus en plus victime de cette défiance envers les médias et de la haine envers les journalistes.

Néanmoins, l'exemple de ce *shitstorm* a des implications dans l'ensemble du mouvement de grève car il permet de renforcer la solidarité entre ses membres. La défense commune contre les attaques a soudé les grévistes et a renforcé leur détermination à maintenir leur mobilisation, « *tout le monde était tellement sympa, tellement solidaire quand ça m'est arrivé et était là à me demander si ça allait, parce que du coup je ne suis pas venue le jour même. Et après quand tout ça s'est réglé tout le monde était vraiment super présent, c'était très chouette.* » En dépit de cette hostilité, la mobilisation au JDD a montré la résilience des

⁶⁸ Neveu, É. (2024). VI / Un nouvel écosystème des journalismes. Dans : Érik Neveu éd., *Sociologie du journalisme* (pp. 92-113). Paris : La Découverte.

journalistes et l'importance cruciale de la solidarité et du soutien professionnel. La haine reçue par la journaliste gréviste du JDD permet de révéler les tensions profondes qui traversent la profession journalistique et la société française en général.

6.2 Redéfinition de l'identité professionnelle à travers l'engagement dans la mobilisation

La fin de la mobilisation du *Journal du Dimanche* est officiellement votée le 1^{er} août 2023, et le JDD reprend sa publication sous la direction de Geoffroy Lejeune en sortant son premier numéro le dimanche 6 août. Si la principale revendication des grévistes est ainsi un échec, les journalistes ont néanmoins des raisons de considérer cette mobilisation comme une « réussite », subjective certes, mais conséquente. Confrontés à des désillusions profondes liées à l'évolution de leur métier sous les pressions économiques et politiques, les journalistes du JDD ont trouvé dans cette grève une occasion de renouer avec un idéal journalistique souvent perçu comme perdu. Ce processus a révélé des tensions entre les attentes professionnelles, les réalités du marché médiatique contemporain, et les aspirations éthiques des journalistes.

6.2.1 Entre importante désillusion...

Pour quelques-uns des journalistes interrogés, la grève est un souvenir doux-amer. Malgré une certaine fierté liée à la ferveur d'un premier engagement militant et d'une mobilisation exemplaire qui semblait pourtant difficile à faire aboutir, la grève au JDD représente pour eux le symbole de leur impuissance face au poids des pouvoirs économiques sur les médias. Quitter le journal pour lequel ils ont travaillé durant toute leur carrière, malgré un accord de sortie favorable à leur groupe, reste un lourd sentiment d'échec. De plus, continuer à voir ce journal exister sous une forme qu'ils considèrent « dénaturée » est aussi une marque d'échec.

La question de leur avenir dans la profession en est aussi chamboulée. En effet, la sortie de grève signifie aussi pour certains un retour au travail de pigiste, situation précaire qui peut être difficile pour des journalistes chevronnés et plus âgés. L'incertitude et l'instabilité de cette situation génère angoisse et stress pour certains, « *Il y a un mélange d'angoisse et d'anxiété qui est lié à... On ne sait pas ce que va être la suite.* », « *c'est un peu vertigineux* »⁶⁹. L'un des journalistes interrogés possédant une maîtrise d'histoire envisageait, par exemple, de se reconverter en professeur d'histoire au collège, « *Je ne désespère pas qu'on me propose quelque chose. Sinon, j'irais donner des cours.* »

⁶⁹ Entretien de E

Pour les plus jeunes journalistes grévistes, cette expérience est aussi une entrée particulière dans le métier qu'ils ont souvent idéalisé pendant des années et durement travaillé pour en intégrer les écoles spécialisées [Charon, Pigeolat ; 2021]. L'exemple des alternants du JDD est intéressant sur ce point. Une désillusion importante et présente chez certains d'entre eux concernant leur vision de leur avenir dans la profession.

Est-ce que pour toi cette grève a changé des choses dans ta vision de la profession ?

Ouais. **Bah en fait, c'est tout con mais avant mon taff de journaliste c'était toute ma vie. Du matin au soir, j'étais journalisme à fond, j'étais investi, j'y passais énormément de temps. Et je me suis rendu compte que du jour au lendemain, il y a quelqu'un qui a énormément d'argent, qui peut décider que ton poste, tout ce que tu fais, tout ça n'existe plus, ça n'a plus de valeur, tout doit changer.** Et en quelque sorte, te virer. Et je me suis dit, en fait, si moi, je suis tributaire de ça, je place tous mes œufs dans le même panier et du coup quelqu'un peut décider que tout ce que j'ai fait, tout le travail que j'ai fait pour le JDD, en fait, du jour au lendemain, ça n'existe plus. Donc je suis toujours hyper investi dans ce que je fais dans mon travail de journaliste, mais par contre, le soir quand je rentre du travail, ma casquette de journaliste, elle reste au travail quoi. **C'est plus le centre de la vie.**

(Entretien avec H : 25 ans, alternant de l'ESJ de Lille, moins d'un an au JDD)

Cette expérience le pousse aussi à essayer, à l'avenir, de travailler pour « servir l'intérêt de la population et du journalisme » et non pas pour « les intérêts du patron ».

6.2.2 ...et renouveau de l'idéal journalistique

L'émulation et l'engouement provoqué par la grève du JDD a aussi permis aux grévistes de revitaliser leur engagement professionnel et leur sentiment d'appartenance à un groupe singulier. La mobilisation met aussi en lumière certains problèmes internes à cette profession que les anciens grévistes du JDD souhaitent dépasser, comme l'individualisme et la compétition.

Il y a un manque de solidarité dans cette profession qui fait qu'on a tous nos problèmes, nos emplois du temps chargés etc. et quand des confrères sont touchés par ça, ouais on fait un communiqué, un communiqué commun de toutes les sociétés des journalistes, on vient parfois à une manif ou deux, **mais en fait on ne mesure pas à quel point c'est tout le paysage médiatique qui est potentiellement menacé.**

(Entretien avec D : 47 ans, journaliste société, membre du bureau de la SDJ, 12 ans passés au JDD)

La grève a été une occasion pour les journalistes de réfléchir sur le sens et l'impact de leur métier. La mobilisation a ainsi vu l'émergence de certaines personnalités capables de diriger et d'être compétentes dans l'exercice du militantisme. Cette grève peut donc potentiellement être une première expérience menant à un engagement plus conséquent dans le militantisme professionnel, puisque beaucoup pensent que « ce qui s'est passé au JDD se reproduira »⁷⁰ ailleurs à l'avenir. Cette grève ramène les journalistes à la question du sens de leur métier, à la raison pour laquelle ils effectuent ce travail. L'un des journalistes évoque par exemple un retour à une certaine « naïveté » dans la défense du métier, qu'il avait auparavant perdu.

Est-ce que tu dirais que la grève, elle a peut-être changé un peu ta vision du métier ou pas du tout ?

Oui. Enfin, elle m'a changé, moi, en tout cas.

Elle t'a changé, toi ? Pourquoi ?

En fait, ce qui est pas mal, c'est que tu...(tousse) **Tu reviens un peu à pourquoi tu fais ce métier, quoi. Et ça te réencore un peu. Ça te remet dans ton axe.**

(Entretien avec L : 49 ans, membre du bureau de la SDJ, 21 ans passés au JDD)

Pour les personnes les plus « suivistes » dans la grève⁷¹, leur vision du journalisme n'a pas particulièrement changé. Cela peut être lié à un sentiment de résignation ou de cynisme face aux réalités de la profession.

6.3 Trajectoires professionnelles post-grève : persévérance et remise en question

6.3.1 La Tribune Dimanche : nouveau média et lieu d'accueil pour les anciens grévistes du JDD

La Tribune Dimanche est un journal dominical et la déclinaison du journal économique *La Tribune* du milliardaire Rodolphe Saadé. Son lancement a été annoncé durant la mobilisation du JDD pour concurrencer celui-ci. Le premier numéro est finalement paru le 8 octobre 2023. Ce journal a rapidement gagné en lecteurs, opérant ainsi un glissement du lectorat du JDD non-adhérents aux idées de Geoffroy Lejeune vers la *Tribune Dimanche*. Son premier numéro s'était écoulé à 41 000 exemplaires, un nombre supérieur aux estimations⁷². Ce journal du septième jour a misé sur la « disparition » du JDD tel que les lecteurs le connaissaient pour s'ériger en

⁷⁰ Entretiens de H, D et C

⁷¹ Notamment B qui se considère comme une « petite main » de la grève et G qui était davantage « dans l'ombre » du groupe communication.

⁷² Dassonville, A. (2023) « « La Tribune Dimanche » : une première vente supérieure aux prévisions », *Le Monde*, 19 octobre.

média généraliste capable de remplacer celui-ci. Le premier directeur de la rédaction nommé à la *Tribune Dimanche* est par exemple Bruno Jeudy, ancien rédacteur en chef de *Paris-Match* et journaliste du JDD.

La création d'un nouveau média similaire au JDD représente donc une opportunité pour les anciens journalistes grévistes. Selon un article du *Ouest-France*⁷³, six à huit anciens grévistes ont rejoint la *Tribune Dimanche*. Parmi les répondants de cette étude, trois travaillent à la pige pour la *Tribune Dimanche*. La création de *La Tribune Dimanche* représente une réponse stratégique à la crise au JDD et un exemple de la résilience des journalistes grévistes et de l'adaptabilité du secteur médiatique français.

6.3.2 Prolonger l'engagement : la création de l'association Article 34

La grève du JDD a eu des incidences sur les trajectoires militantes de ses participants en renforçant et en prolongeant l'engagement des journalistes du JDD dans la défense de l'indépendance éditorial et la liberté de la presse. À la suite du mouvement, les anciens du JDD se sont associés pour créer une organisation. Ils annoncent le lancement de celle-ci lors d'une soirée nommée « Nuit pour l'indépendance de la presse » organisée au théâtre du Châtelet à Paris, où se réunissent journalistes et artistes pour créer un spectacle sur scène d'environ deux heures. Article 34 est une association créée par les ex-grévistes pour poursuivre leur combat pour l'indépendance des médias. Elle répond à la volonté de poursuivre l'élan collectif né durant le mouvement. L'association est surtout portée par les membres de l'ancien bureau de la SDJ du journal, aujourd'hui dissoute, pour qui la grève a été une révélation de leur compétence militante, en tant que tête pensante du mouvement.

Et moi cela m'a donné personnellement vraiment envie de m'engager d'une manière générale, parce que j'ai adoré ce rôle d'être dans les meneurs de grève entre guillemet, avec ce fonctionnement très horizontal où on prend les meilleures capacités de chacun et on essaie de faire travailler tous ces gens ensemble dans un fonctionnement assez équitable et égalitaire. **Ça m'a vraiment passionnée, je me suis rendu compte que je prenais du plaisir à ça, que je pouvais faire ça. Donc j'ai envie de m'engager personnellement, à la fois dans ces questions-là mais aussi peut-être dans d'autres champs, ça m'a ouvert ça.**

(Entretien avec D : 47 ans, membre du bureau de la SDJ)

⁷³ (2023) « À quoi va ressembler « La Tribune dimanche », dont le premier numéro paraît ce week-end ? » *Ouest-France*, 6 octobre.

La poursuite de la défense des valeurs portées par la grève à travers cette association montre donc que la mobilisation peut avoir des conséquences à plus long terme sur les trajectoires biographiques de ses participants. Si la littérature s'accorde à dire que les trajectoires de vie sont sensiblement infléchies par le passage par l'activisme⁷⁴, la création de cette association prouve que certains ex-grévistes ne souhaitent pas renoncer à la lutte et leur désengagement ne sera donc jamais intégral. Cette persévérance s'inscrit dans une dynamique déjà observée par McAdam aux États-Unis avec les étudiants du mouvement *Freedom summer* des années 60⁷⁵, et chez les ex-soixante-huitards⁷⁶ étudiés par Julie Pagis.

⁷⁴ Fillieule, O. (2020). Conséquences biographiques de l'engagement. Dans : Olivier Fillieule éd., *Dictionnaire des mouvements sociaux : 2^e édition mise à jour et augmentée* (pp. 138-146). Paris : Presses de Sciences Po.

⁷⁵ McAdam D. (1988) *Freedom Summer. Lutttes pour les droits civiques, Mississippi 1964*, Marseille, Agone, 2012.

⁷⁶ Pagis, J. (2014). *Mai 68, un pavé dans leur histoire : Événements et socialisation politique*. Presses de Sciences Po.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Le Journal du Dimanche est (ou était ?) un titre de presse que l'on associe souvent à un moment particulier de sa semaine, celui du café-croissant du dimanche matin à la table de la cuisine ou en terrasse dans la capitale. Un journal d'habités, de nostalgiques conservant le rituel de se rendre en kiosque pour acheter le JDD dans sa version papier. Il s'agissait surtout d'un journal que l'on lisait pour ses belles plumes, pour ses grandes interviews politiques et ses pages cultures pour trouver la prochaine pièce de théâtre incontournable à aller regarder à Paris. Un journal dans lequel ses rédacteurs étaient installés depuis longtemps, satisfaits de cette stabilité, content de leur routine et de leur travail. Mais aussi un journal dans lequel les jeunes journalistes venant des grandes écoles se formaient et se sentaient soutenus et appréciés pour leur travail malgré leur maigre expérience. Rien, en revanche, ne laissait présager que ce journal si tranquille et enraciné dans le paysage médiatique ne puisse connaître une telle ferveur militante et un tel écho. Une mobilisation comme celle du *Journal du Dimanche*, aussi longue et aussi soutenue, est un cas rare dans l'histoire de la presse française. La grève du JDD a surpris par sa longévité et la cohésion de ses membres, dont l'expérience militante était pourtant quasiment nulle. Le soutien que cette mobilisation a réussi à rassembler montre à quel point le JDD s'inscrit dans une crise plus globale et structurelle dans le monde de la presse. À travers le JDD, c'est une inquiétude générale qui s'exprime sur l'état des médias et la concentration de ceux-ci entre les mains de puissances économiques à la recherche d'influence politique et leurs conséquences sur l'indépendance éditoriale des journalistes. La nécessité de créer des « garde-fous » pour préserver les rédactions des décisions, notamment directionnelles, des actionnaires et des dirigeants de presse a été illustrée par la grève du JDD, car malgré l'opposition de toute la rédaction à l'arrivée de Geoffroy Lejeune, rien n'a réussi à faire changer d'avis la direction du journal. Malgré cet échec, le mouvement a réussi à mettre à l'agenda public la question de l'indépendance des journalistes grâce à la proposition de loi examinée à l'Assemblée nationale. Au moment où cette étude est réalisée, ce texte est encore au stade d'examen, mais il visera à conditionner les aides à la presse et l'octroi de fréquences radio et télé par l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom), « à la mise en place d'un droit d'agrément des journalistes sur la nomination de leur directeur ou directrice de rédaction ».

La grève du JDD a montré le caractère particulier d'une mobilisation de journalistes, attachés à une certaine image d'eux-mêmes et prêts à se mobiliser pour défendre leur singularité

de salariés et « défenseurs de la démocratie ». Cette grève a ramené les membres de la rédaction à l'essence de leur profession et au « pourquoi du comment » de leur choix de carrière, à travers la revendication d'une éthique professionnelle qui fait de leur métier un cercle fermé, répondant à des logiques particulières et à des idéaux de liberté et de démocratie. Ces valeurs sont devenues des ressources importantes pour la mobilisation, s'appuyant sur l'invention d'un combat engageant à la fois la rédaction, mais aussi l'ensemble de la profession. Mais la grève s'est aussi appuyée sur des compétences inhérentes aux journalistes, telle la possession d'un large réseau culturel et intellectuel et une capacité à communiquer et à interpeller l'opinion publique.

Les personnalités engagées dans la grève ont ainsi découvert les ressorts de la mobilisation, se sentant portées par un collectif soudé et un vif attachement pour leur journal et leur travail. Cette sociabilisation au militantisme professionnel leur a permis d'acquérir des compétences dont ils ne se pensaient pas capables et de forger des liens qu'ils ne possédaient pas dans leur quotidien au sein de la rédaction, façonnant un groupe plus homogène et organisé après plusieurs années de division liées aux différents « clans » formés autour des directeurs de rédaction aux personnalités clivantes. La grève représente ainsi un premier engagement qui se prolongera dans la suite de leur carrière pour certains, grâce à la création de leur association, mais qui servira aussi de leçon pour d'autres, qui seront désormais attentifs aux directions des médias dans lesquels ils travailleront, et qui changera peut-être leurs perspectives dans le journalisme pour ceux qui se réorienteront et qui choisiront de quitter la profession.

En s'intéressant aux récits des personnes ayant participé, de près ou de loin, à la grève au *Journal du Dimanche*, cette étude aura donc démontré l'originalité d'une grève de journalistes, une profession habituée à suivre et à couvrir les mouvements sociaux sans jamais y participer, respectant l'impartialité et la neutralité, mais prête à s'engager pour défendre ce qui relève de son identité professionnelle. L'étude de la grève au JDD ne doit pas se limiter à un événement isolé, mais doit aussi être intégrée dans un cadre plus large de recherche sur les mobilisations dans le secteur des médias. Une approche comparative avec d'autres mobilisations récentes de journalistes, tant en France qu'à l'étranger, pourrait offrir des perspectives intéressantes. Par exemple, analyser les grèves à i-Télé, à *La Provence* ou même dans des médias internationaux comme la RAI italienne permettrait de dégager des constantes et des spécificités dans les modes de mobilisation, les revendications et les stratégies employées.

Bibliographie

Ouvrages scientifiques

- Agrikoliansky, E. Sommier, I. et Fillieule, O. (2010) *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*. La Découverte.
- Cagé, J. (2015). *Sauver les médias. Capitalisme, financement participatif et démocratie : Capitalisme, financement participatif et démocratie*. Média Diffusion.
- Cagé J. et Huet B. (2021), *L'Information est un bien public. Refonder la propriété des médias*, Paris, Seuil.
- Cefai, D. (2007). *Pourquoi se mobilise-t-on : les théories de l'action collective*. Editions La Découverte.
- Champagne, P. (2015). *Faire l'opinion : Le nouveau jeu politique*.
- Charon, J-M. (2007). *Le journalisme*. Editions Milan.
- Charon, J-M., & Pigeolat, A. (2021). *Hier, journalistes : Ils ont quitté la profession*.
- Chupin, I., Hubé, N. & Kaciaf, N. (2009). *Histoire politique et économique des médias en France*. La Découverte.
- Dupuy, C. (2019). *Journalistes, des salariés comme les autres ? : Représenter, participer, mobiliser*. Presses universitaires de Rennes.
- Fillieule, O. Péchu, P (1994) *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*. Paris, L'Harmattan, 218 p. (Logiques politiques).
- Fillieule, O., Haegel, F., Hamidi, C. & Tiberj, V. (2017). *Sociologie plurielle des comportements politiques : Je vote, tu contestes, elle cherche....* Presses de Sciences Po.
- Fillieule, O., Mathieu, L. & Péchu, C. (2020). *Dictionnaire des mouvements sociaux : 2^e édition mise à jour et augmentée*. Presses de Sciences Po.
- Groux, G. Pernot, J. (2008). *La grève*. Presses de Sciences Po.
- Le Cam, F. Ruellan, D. (2018) *Émotions de journalistes. Sel et sens du métier*. Presses universitaires de Grenoble, (Communication médias, société)

- Le Cam F. Ruellan, D. (dir), (2014) *Changements et permanences du journalisme*, Paris, L'Harmattan, (coll. « Communication et civilisation »), 252 p.
- Lévêque, S. Ruellan, D. dir. (2010) *Journalistes engagés*. Presses Universitaire de Rennes, (Res publica). 180 p.
- Mayer, N. (2023). *Sociologie des comportements politiques*. Armand Colin.
- McAdam D. (1988) *Freedom Summer. Lutttes pour les droits civiques, Mississippi 1964*, Marseille, Agone, 2012.
- Neveu, É. (2019). *Sociologie du journalisme*. La Découverte.
- Neveu, É (2024). *Sociologie du journalisme*. La Découverte.
- Neveu, É (2019). *Sociologie des mouvements sociaux*. La Découverte.
- Ohlsson J. (2012), « The practice of newspaper ownership. Fifty years of control and influence in the Swedish local press », PHD, University of Gothenburg.
- Pagis, J. (2014). *Mai 68, un pavé dans leur histoire : Événements et socialisation politique*. Presses de Sciences Po.
- Pinçon, M. Pinçon-Charlot, M. (1999) *Nouveaux patrons, nouvelles dynasties*, Calmann-Lévy, Paris, 273 p.
- Poulet, B. (2009) *La fin des journaux et l'avenir de l'information*. Gallimard (« Le Débat »), Paris, 218 pages.
- Rieffel R. (1984), *L'Élite des journalistes. Les hérauts de l'information*, Paris, PUF.
- Robinson, S. (2023). *How journalists engage*. Oxford University Press
- Ruellan, D. (2020). *Nous, journalistes : Déontologie et identité*. Presses universitaires de Grenoble.
- Ruellan, D. (2014). *Le journalisme défendu : modèles de l'action syndicale*. PU Rennes.
- Sedel, J. (2022). *Sociologie des dirigeants de presse*. La Découverte.
- Tilly, C. (2014). *La France conteste : De 1600 à nos jours*. Fayard.
- Traïni, C. (2009). *Émotions. . . mobilisation !* Dans Presses de Sciences Po

Articles scientifiques

- Bastin, G. (2001). La presse au miroir du capitalisme moderne. *Réseaux*, 109(5), 172.
- Brousteau, N., Jeanne-Perrier, V., Le Cam, F., & Pereira, F. (2012). L'entretien de recherche avec des journalistes. *Sur le Journalism, About Journalism, Sobre Jornalismo*
- Chalaby J. K. (1997), « No ordinary press owners : press barons as a Weberian ideal type », *Media, Culture & Society*, vol. 19, n° 4, p. 621-641.

- Collovald, A., & Mathieu, L. (2009). Mobilisations improbables et apprentissage d'un répertoire syndical. *Politix*, n° 86(2), 119.
- Derieux, E. (1996). Déontologie du journalisme. *Légicom*, N° 11(1), 21-24.
- Dupuy, C. (2014). Du journaliste actionnaire au journaliste salarié. Sociétés de personnels actionnaires et comités d'entreprise dans la procédure de rachat du groupe La Vie-Le Monde. *L'Homme et la Société/L'Homme et la Société*, n° 189-190(3), 269-304.
- Dupuy, C. (2015). Ordre ou syndicat ? Le Syndicat national des journalistes entre régulation corporatiste et défense du salariat. *Terrains & Travaux*, N° 25(2), 113-129.
- Dupuy, C. « L'entreprise de presse en conflit. *Libération* et *Le Monde* en restructuration », *Travail et Emploi*
- Gaxie D., (1977) « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, p. 123-154
- Gaxie D. « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Revue suisse de science politique*, vol. 11, n° 1, 2005, p. 157-188.
- Juhem, P. (1999). La participation des journalistes à l'émergence des mouvements sociaux. Le cas de SOS-Racisme. *Réseaux/Réseaux*, 17(98), 119-152.
- Lafarge, G., & Marchetti, D. (2011). Les portes fermées du journalisme. *Actes de la Recherche En Sciences Sociales*, n° 189(4), 72-99.
- Legavre, J. (2011). Entre conflit et coopération. Les journalistes et les communicants comme « associés-rivaux ». *Communication & langages*, 169, 105-123.
- Lévrier, A. (2023). L'héritage inavouable de l'empire Bolloré. *Esprit*, Octobre (10), 57-64.
- Lhéréte, H. (2009). Internet tuera-t-il la presse ? *Les Grands Dossiers des Sciences Humaines*, N°17(12)
- McCarthy, J. D., & Zald, M. N. (1977). Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory. *American Journal Of Sociology*, 82(6), 1212-1241.
- Mongin, O. (2015). Bolloré à la conquête de Canal +. *Esprit*, Octobre (10), 122-124.
- Sawicki, F., Siméant, J., (2009) Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français. *Sociologie du travail* (Paris)
- Sécail, C., & Nous, C. (2020). Le gréviste, l'utilisateur et le journaliste. Les grèves dans les journaux télévisés depuis les années 1960. *Le Temps des Médias*, n° 34(1), 24-45.

- Sedel, J. Dirigeants de médias : Sociologie d'un groupe patronal. (2022). *Revue Française des Sciences de L'information et de la Communication*, 25.

Articles de presse

- Dassonville, A. (2023) « « La Tribune Dimanche » : une première vente supérieure aux prévisions », *Le Monde*, 19 octobre.
- Dassonville, A. Trippenbach, I. (2023) « Geoffroy Lejeune devrait prendre la direction du « Journal du dimanche » » *Le Monde*, 22 juin.
- Eutrope, X. « Entretien avec Christian Delporte, Nomination de Geoffroy Lejeune au JDD : « Un virage à 180 degrés », *La Revue des médias*, 2023.
- Krug, F (2022) « Le journaliste Jérôme Béglé ou les nouveaux habits du dimanche », *M Le mag*, 17 avril.
- Le Monde avec AFP (2021) « Hervé Gattegno écarté de la direction du « JDD » et de « Paris Match » » *Le Monde*, 19 octobre.
- TRIBUNE (2024) « Journalistes et carte de presse : un mode d'attribution "qui ne reflète plus la réalité du journalisme actuel" » *Télérama*, 16 janvier

Sites internet

- ASSISES DU JOURNALISME : www.journalisme.com
- Conférence nationale des métiers du journalisme : www.ccijp.net
- Observatoire des métiers de la presse : www.métiers-presse.org
- Médiamétrie <https://www.mediametrie.fr/fr>
- ACPM <https://www.acpm.fr>

Annexes

Annexe 1 : grille d'entretiens

Thèmes	Questions	Questions complémentaires
Biographie	Parcours jusqu'à l'arrivée au JDD Pourquoi êtes-vous devenu journaliste ? Avez-vous participé à d'autres mouvements sociaux auparavant ? Pourquoi le <i>Journal du Dimanche</i> ?	(École, expérience professionnelle, médias pour lesquelles iel a travaillé) (Vocation, famille, curiosité intellectuelle)
Représentation personnelle du métier de journaliste et du JDD	Que représente le journalisme pour vous ? Le <i>Journal du Dimanche</i> était-il un projet de carrière ? Quelle image du JDD aviez-vous avant d'y entrer ? Étiez-vous content de votre travail au sein du JDD ? Faites-vous parti d'un syndicat/ d'une association de journalistes ? Avez-vous eu d'autres luttes/problèmes avec la direction du journal auparavant ? Quelle vision aviez-vous de la ligne éditoriale du journal avant l'arrivée de Geoffroy Lejeune ?	(Attachement déontologique, corporatisme) (Affection particulière, admiration, connaissances)
Action avant la grève	Avez-vous pressenti la tournure des événements dans la rédaction du journal ?	(Surprise ou non)

	Avez-vous eu des initiatives en faveur de la mise en place de la grève ?	
Action durant la grève	<p>Comment s'est passée votre participation à la grève ?</p> <p>Y'a-t-il eu des moments différenciés dans votre participation ?</p> <p>Avez-vous eu une fonction particulière dans le mouvement ?</p> <p>Durant le mouvement comment se déroulaient vos journées ?</p> <p>Y'a-t-il eu des désaccords au sein du mouvement ?</p>	(Absences, omniprésence, préparation en amont)
Action après la grève	<p>Comment percevez-vous la conclusion du mouvement ?</p> <p>Le mouvement a-t-il eu un effet particulier sur votre vie quotidienne ?</p> <p>Votre vision de la profession en a-t-elle été changée ?</p>	(Échec, émulation, renouvellement)

Annexe 2 : entretien avec A, réalisé le 13/02 en visioconférence (durée : 1h)

« Dès l'instant où on sait qu'on va être rachetés par Vincent Bolloré et par le groupe Vivendi, on sait grosso modo que ça va se finir comme ça. »

Est-ce que vous pouvez commencer par me raconter votre parcours de journaliste avant votre arrivée au JDD ?

Alors moi en fait, j'ai rejoint le JDD en tant qu'apprentie. C'était en septembre 2018. J'ai été en études à l'ESJ Lille. Et j'ai fait mon Master 2 en alternance entre l'ESJ et le JDD. Et à la fin de mon année d'alternance, je suis restée en tant que pigiste. Et ensuite, j'ai été titularisée.

D'accord.

Avant, j'avais déjà fait pas mal de stages, mais le JDD, c'est ma première expérience de long terme.

D'accord. Donc, ça faisait cinq ans que vous étiez au JDD.

C'est ça. Tout pile, je suis partie au bout de cinq années complètes. Tout pile. Un an d'apprentissage, à peu près trois ans et demi de pige, j'ai un an et demi de CDI. Dans plusieurs services et à la fin au service web.

Ok, service web. Et en premier lieu, pourquoi vous vouliez devenir journaliste ?

Pardon, excuse-moi, je ne sais pas s'il y a un problème de connexion de chez moi ou pas, mais je n'ai pas entendu.

Ah. Dites-moi si vous ne m'entendez pas bien, je peux peut-être régler... Ah oui, moi, ma connexion Internet est instable, donc c'est peut-être ma faute. Vous m'entendez bien ?

C'est vrai que j'ai une mauvaise connexion chez moi. Non, ça coupe beaucoup.

Ah mince.

Mais on va essayer.

Ok. Alors, du coup, je demandais, pourquoi vous vouliez devenir journaliste en premier lieu ?

Pourquoi le journalisme ? C'est une idée qui me trottait dans la tête vers le lycée à peu près. J'ai fait un premier stage en presse locale pendant ma première année d'études qui m'a beaucoup plu. Et en fait, ce qui m'a motivé à intégrer le journalisme, c'est un métier où je trouve qu'on s'enrichit énormément en faisant énormément de rencontres et en apprenant beaucoup sur des thèmes hyper variés d'un jour à l'autre. Et donc, ça veut dire d'une part qu'il n'y a pas beaucoup de routine dans ce métier-là, mais surtout que je trouve que c'est hyper enrichissant. Donc, nous, on apprend beaucoup en tant que journaliste et en même temps, on a le sentiment d'avoir un métier utile en toute modestie parce que on peut en retour essayer d'aider les gens à mieux comprendre tout simplement l'actualité et les grandes transformations du moment et à leur expliquer, leur donner des infos auxquelles ils n'ont pas accès, leur ouvrir de nouveaux horizons. Donc, ça croise à la fois un épanouissement personnel et en côté le fait d'avoir du sens dans son métier.

Ok. Et du coup, avant d'entrer en école de journalisme, tu as fait quelles études ?

J'ai fait Sciences Po Bordeaux.

Ah oui, d'accord. Et est-ce que durant tes études ou après, tu avais déjà participé à un mouvement social ou une mobilisation comme la grève ?

Non, non, non. Peut-être deux, trois manifs étudiantes, mais ça n'a aucun rapport. Non, je n'ai jamais fait de mouvement social.

Et tu te souviens d'une manif peut-être, où tu as participé ?

Je crois que j'avais... Oui, alors c'était contre la loi travail, j'avais fait une manif, mais je n'étais pas engagée plus que ça. Je ne m'étais pas impliquée plus que ça dans ce mouvement-là.

Non, tu avais juste été manifestée à Bordeaux ou à Lille ?

Oui, à Bordeaux.

Ok. Et du coup, quand tu as choisi le JDD, tu l'as choisi assez tôt quand même. Est-ce que tu peux m'expliquer pourquoi tu as choisi ce journal ?

Oui, alors dans le cadre de mes études, on avait la possibilité de faire notre Master 2 en alternance. Moi, j'avais vraiment envie de faire un apprentissage parce que c'était déjà ma sixième année d'études, donc au bout d'un moment, j'avais envie de travailler, de rejoindre le monde professionnel. Enfin, j'avais déjà travaillé, bien sûr, mais j'avais envie d'apprendre mon métier par ce biais-là plutôt que seulement par les cours. Donc, c'était d'abord l'envie de faire un apprentissage, le besoin financier aussi. Et donc, j'avais postulé à plusieurs rédactions.

Et je trouve que le JDD, ce qui m'avait plu, c'était que c'était un apprentissage assez complet parce que j'étais sur deux services à la fois et que j'avais senti que mes futurs tuteurs avaient vraiment envie de former les apprentis et de leur apprendre quelque chose, que cet apprentissage soit utile pour les deux parties et pas seulement que l'apprenti soit une main-d'œuvre supplémentaire. Voilà, donc c'est ça qui m'avait plu.

Mais est-ce que tu lisais le JDD avant ?

Je lisais un petit peu sans être une lectrice ultra assidue.

Ouais, tu connaissais quand même, du coup ?

Oui, oui, bien sûr.

Est-ce que dans ta famille, on lisait un peu la presse ?

La presse locale, un peu. Ouest-France. Donc pas le JDD.

Pas le JDD, ok. Est-ce que du coup tu connaissais un petit peu la ligne éditoriale du journal, un peu le contexte du journal ? Qu'est-ce que tu savais ?

Oui, bien sûr, quand on postule quelque part, il vaut mieux savoir où on met les pieds et se renseigner sur l'entreprise. Donc à l'époque, le JDD, c'était un journal qui se voulait quand même plutôt modérer, on va dire centre droit. Il y avait toujours eu chez le JDD ce côté proche du pouvoir qui a pu être sa force parce que ça faisait que c'était un journal influent, qu'il y avait beaucoup de scoops, mais qui pouvait aussi lui être reproché pour et parfois à raison pour ce côté proche du pouvoir. Mais globalement, c'était un journal modéré avec quand même, comment dire, sur le plan des valeurs, un côté, comment on pourrait dire, républicain et pas fermé sur tout ce qui était idée sociétale. Par exemple, il y avait une couverture assez importante de tous les enjeux liés aux violences faites aux femmes ou les violences faites aux enfants ou le changement climatique. Donc, voilà, c'est comme ça que moi, je voyais le JDD à l'époque. C'est surtout un journal qui essayait d'être toujours un journal qui essayait d'avoir des infos et de ne pas seulement être dans le rebond de l'actualité ou le rebond de ce que les autres journaux ont déjà fait. Un journal qui essayait d'être moteur.

D'accord.

Je me suis dit que c'était utile en tant que jeune journaliste d'essayer d'apprendre mon métier dans ce type de rédaction.

D'accord.

Tout simplement, j'ai eu cette opportunité. Il n'y en a pas 36 000 quand on est journaliste.

Tu n'avais pas d'autres rédactions en tête ? Pas d'autres journaux pour ton apprentissage ?

J'ai postulé à plusieurs journaux. Il se trouve que le JDD est le premier à m'avoir répondu. C'était une réponse favorable. À l'ESJ, il y avait une politique qui était que quand on avait un oui pour un apprentissage, on s'engageait. On n'attendait pas d'avoir plusieurs réponses. Pour moi, je voulais vraiment avoir un apprentissage. Je n'allais pas prendre le risque de dire non au JDD et d'avoir plus rien d'autre. Et puis, ça m'allait très bien.

J'ai l'impression que tu aimais beaucoup le JDD avant même d'y être. Est-ce que quand tu visualisais un peu ta carrière, quand tu imaginais ta carrière quand tu étais en école, est-ce que tu t'étais imaginé faire carrière dans le JDD ?

Je ne dirais pas que j'aimais beaucoup le JDD. J'en avais une image plutôt positive. Je m'étais dit que je vais faire une année d'apprentissage qui va être chouette. Et après, on verra. Au JDD, il y avait toujours beaucoup d'apprentis. Ils ne restaient pas toujours tout simplement. Ça dépendait des besoins. Moi, j'ai eu de la chance à la fin de mon apprentissage. Il y a eu des besoins. Donc, j'ai continué à travailler là-bas en tant que pigiste. Mais je ne me voyais pas, je ne m'étais pas dit que j'allais déjà y rester à l'issue de mon apprentissage. Et ensuite, quant à faire carrière, c'est dur à dire. J'y suis restée parce que j'avais l'impression de continuer à progresser en tant que journaliste et que j'étais aussi épanouie sur le plan personnel avec des collègues, une équipe avec qui je m'entendais bien. Je ne me voyais pas y faire toute ma vie. Et puis, au début, je pigeais ailleurs aussi. Je piégeais pour plusieurs médias. Au début, je n'étais pas exclusive avec le JDD. Donc, j'aurais pu tout à fait y rester peut-être quelques années de plus parce que j'étais sur une phase intéressante. Mais voilà, on ne sait jamais trop.

Donc, globalement, tu étais contente de ton travail au JDD ?

Oui.

Du coup, avant d'y entrer, est-ce que tu avais quelques a priori quand même par rapport à tout ce que tu m'as dit avant ?

En fait, le JDD, ça a toujours été un journal qui faisait parler de lui, en bien comme en mal. Et qui était parfois caricaturé. Donc, forcément, on ne sait pas...Comment dire ? On se demande comment ça va être de l'intérieur. Une fois arrivé là-bas, je me suis rendu compte que, quand même, ce journal valait mieux que ses caricatures, surtout parce que les journalistes qui y travaillaient, pour certains, depuis hyper longtemps, qui étaient hyper doués, ils faisaient un travail hyper sérieux. Je pense, par exemple, rien que le circuit de la relecture était hyper rigoureux au JDD, avec plein de relectures différentes, ce qui ne se fait pas dans d'autres journaux. Il y avait des gages de sérieux.(silence) Ça répond à ta question ?

Tu m'as dit caricatural, enfin caricature. Quand tu me dis caricature, tu pensais surtout un peu à cette image de « journal à la botte du pouvoir »?

Oui, c'est ça. L'idée, notamment du JDD, c'était d'annoncer des choses, d'avoir des infos. Et donc, ça pouvait passer par une interview de ministre qui annonce sa réforme ou son plan pour je ne sais pas quoi. Et le problème de ce type de traitement, c'est que parfois, ça peut donner le sentiment que c'est un journal où ça va juste être le journal officiel du gouvernement et des ministres qui font leur com' et qui annoncent leur truc. Très souvent, quand on passe cette première image, on se rendait compte qu'il y avait tout un dossier quand même assez approfondi. C'était un équilibre à trouver. Et puis, après, j'y suis arrivée, j'apprenais mon métier. Donc, je n'ai pas la recette.

Est-ce que tu faisais partie d'un syndicat ou d'une association de journalistes ?

La dernière année, oui. Je n'étais pas dans un syndicat. En fait, la dernière année, j'ai été élue à la Société des journalistes. J'imagine que mes collègues t'ont expliqué en quoi ça consiste.

Oui, un peu.

Mais voilà, en gros, presque chaque rédaction, ce n'est pas une obligation, a une Société des journalistes. Donc, c'est une association, ce n'est pas un syndicat. Et le but, c'est de préserver la déontologie au sein du journal, la déontologie, l'éthique, les valeurs, l'identité du journal. Et un peu à travers ça, le bien-être des salariés, mais ça, c'est plutôt une question de syndicat. Et donc, il y avait eu des élections à peu près un an avant la grève. Il y avait un besoin de renouveler le bureau de la SDJ qui comptait six personnes.

Il y avait un vrai besoin ?

Il y avait plusieurs personnes qui ne souhaitaient pas être représentées. Et donc, tout simplement, ce n'est pas un énorme investissement, mais ça prend quand même un petit peu de temps. Une fois qu'on l'a fait plusieurs fois, on a envie de passer la main. Et dans une rédaction qui comptait à l'époque à peu près 50 personnes en CDI, tout simplement, au bout d'un moment, les volontés s'essoufflent. Et comme moi, je travaillais au service Web et qu'il y avait pas mal de changements en cours au service Web et que le service Web n'était pas représenté au centre

du bureau, avec un collègue du service Web, on s'est proposé pour être sur la... pour faire partie du bureau de la SDJ. Et donc, il y a eu une élection et je suis rentrée comme ça. D'accord. J'étais secrétaire du bureau.

Secrétaire. OK. Du coup, c'est un peu parce que ça ne se renouvelait pas que tu t'es dit je vais y aller. C'est ça ?

Oui, c'est ça.

Et parce qu'à ce moment-là, t'étais en CDI aussi ? Ou en CDD ?

Je venais d'avoir mon CDI.

Est-ce que ça t'a aussi un peu aidée à te dire, bon bah, je suis en CDI, peut-être que là, je peux m'impliquer un peu plus ? Est-ce que t'avais déjà envie de t'impliquer dans la SDJ ?

Bon...Oui, j'imagine qu'en fait, on avait le sentiment avec mes collègues qu'il fallait qu'il y ait quelqu'un du service web qui fasse partie de la SDJ. Et certains l'avaient déjà fait et n'avaient plus envie de le refaire. D'autres étaient pigistes, effectivement, c'était plus compliqué pour eux. Donc, finalement, il y avait plus de temps que 7 personnes qui pouvaient le faire. Donc, je me suis dit, bah, allez, je le fais. Et oui, moi, j'aime... De toute façon que je sois pigiste ou pas, j'ai toujours eu un...J'aime bien m'impliquer là où je suis, donc, voilà.

D'accord. Mais est-ce qu'il y a une raison pour laquelle tu ne l'as pas fait avant ?

Non. Non, il n'y avait pas de raison.

Ok. Du coup, bah, comme tu étais à la SDJ, est-ce que toi, personnellement, tu avais déjà ressenti ou expérimenté des désaccords avec la direction de la rédaction, avant la grève ?

La dernière année, presque toutes les semaines, on avait des questions à poser à la direction. En fait, le fonctionnement que j'ai dédié, c'est que le mardi matin, il y avait une grande cour de rédaction avec tout le monde. Tous les journalistes de tous les services et aussi un représentant

du service publicité, des abonnements, etc. Et c'était le moment où la SDJ faisait remonter des problèmes ou des interrogations qu'on nous avait fait remonter. Donc, par exemple, demander à la direction, sans forcément être dans l'accusation, mais tout simplement demander pourquoi vous avez fait tel choix de une, pourquoi vous avez fait tel choix d'interview, pourquoi cette tribune a été écartée au dernier moment. Je dis n'importe quoi. En fait, parfois, il y a des membres de la SDJ, des journalistes, qui nous faisaient part d'interrogations qu'ils avaient. Et donc, nous, en leur nom, on posait la question au directeur ou au directeur adjoint. Et c'est vrai qu'il y avait...J'exagère en disant tous les mardis, mais c'était quand même très régulier. On avait un souci à faire remonter. Parce qu'il y avait un nouveau directeur depuis un an. Donc, forcément, nouveau directeur, ça veut dire qu'il y a eu des changements dans sa façon de faire. C'était dans un contexte de rachat de l'entreprise par le groupe Bolloré, même si...On parle Vivendi. Même si le rachat n'était pas encore effectif, mais c'était dans ce contexte-là. Donc, on prenait tout au sérieux parce que tout, potentiellement, pouvait être le signe que la ligne éditoriale était en train de changer.

D'accord. Et quand il y avait des discussions comme ça, vous étiez plutôt écoutée ou pas ?

Par la direction ?

Oui.

En général, c'était plutôt cordial. Ça se faisait vraiment devant tout le monde. Et après, parfois, on demandait aussi des rendez-vous dans son bureau. Mais en général, ils nous écoutaient, ils nous répondaient, mais ils nous répondaient un peu en langue de bois.

C'était Jérôme Béglé, c'est ça ?

Oui. Ça ne faisait pas... On obtenait rarement gain de cause, mais parfois, on obtenait des compromis. Ce qui pouvait aussi arriver assez régulièrement, c'est que le samedi... Donc, en fait, au JDD, tout au long de la semaine, le journal se compose. Et le samedi, plusieurs unes sont testées. Et ça pouvait arriver qu'on ait des alertes de journalistes qui nous disent « Ah, cette une, elle est bizarre. Elle pourrait être interprétée comme trop proche de l'extrême droite, par exemple, ou trop proche du gouvernement. » Et donc, nous, on pouvait faire remonter ça à la direction. Avec la difficulté que, de toute façon, le samedi, tout est du work in progress. Donc,

on... On ne peut pas faire de procès d'intention non plus, bien sûr, mais... Voilà. Donc, globalement, c'était cordial, même si ça ne débouchait pas vraiment sur grand-chose.

Et toi, du coup, personnellement, tu étais un peu inquiète au niveau de la ligne éditoriale ?

Oui, parce qu'on sentait qu'il y avait des changements par petites touches. Que, petit à petit... Mais c'est vrai que c'était des petites touches, donc... Ça peut être difficile de... Comment dire ? De se dire « Ben, voilà, là, la ligne éditoriale, elle a complètement changé », parce que ça se fait par petits morceaux. Et puis, à quel point c'est voulu ou pas ? Est-ce que c'est juste la sensibilité du directeur et de ses adjoints ? Est-ce que c'était... C'est une volonté qui vient de plus haut de changer la ligne éditoriale ? Enfin, voilà, ça peut être plein de choses. Mais oui, moi, je trouvais que le JDD était en train de changer, et qu'à la fois, il était en train de perdre en qualité, et aussi qu'en termes de ligne éditoriale, ça devenait plus perméable aux idées de l'extrême-droite, un côté plus démagogique et populiste par moments aussi, avec plus d'attention portée aux polémiques, par exemple. Beaucoup de tribunes qui allaient rebondir sur les polémiques du moment, alors que jusqu'ici, on se sent un peu plus éloignée.

Est-ce qu'il y en a une qui t'a marquée particulièrement ? Une tribune ou une polémique ?

J'aurais dû réviser avant. Une tribune... Si, par exemple, je ne sais plus quand c'était, au printemps, je pense, la ministre de la Culture de l'époque, Rima Abdoul Malak, avait un peu critiqué C8 et Cnews, en disant que ces chaînes avaient plusieurs fois été sanctionnées par l'ARCOM, et que peut-être, au bout d'un moment, il allait falloir que l'ARCOM réfléchisse à ne pas prolonger la licence d'autorisation de ces chaînes. Ce qu'elle a dit a été interprété par une partie de la classe politique de droite et d'extrême droite comme une atteinte à la liberté de la presse. Et donc, il y a eu toute une grosse polémique sur ses propos, comme quoi elle faisait de la censure, elle faisait de l'ingérence dans la liberté de la presse, etc. Et CNews était en boucle sur ces sujets. Et Europe 1, *Paris Match* et le JDD ont tous publié des tribunes ou des éditos ou autres sur ce sujet. Et donc, cette semaine-là, au JDD, il y a eu une tribune contre Rima Abdoul Malak, il y a eu la chronique de Gaspard Proust, où il s'en prenait à Rima Abdoul Malak, en plus avec des attaques sur le physique. Et il y avait une interview d'un élu de droite où le directeur a fait rajouter une question où il interrogeait cet élu de droite sur le cas Rima Abdoul

Malak, alors que ce n'était pas du tout l'angle de l'interview. Alors, dans une même édition papier, il y avait trois références à cette polémique dans un journal d'une cinquantaine de pages, donc en termes de hiérarchie de l'info et en termes de...Nous, ça avait donné lieu à des discussions assez vives le mardi suivant, dès le samedi d'ailleurs. Dès le samedi et ensuite le mardi suivant, pour savoir pourquoi on y accordait autant de place avec un seul côté présenté, mais pas des arguments qui pouvaient être en faveur des propos de la ministre, avec en plus des attaques sur le physique dans le cas de la chronique de Gaspard Proust. En termes de déontologie, ça posait quand même plusieurs problèmes.

C'est fou quand on y pense, cette histoire, parce qu'après, elle a soutenu la grève. Elle a dû comprendre qu'il y avait déjà un petit souci.

Oui, je pense qu'elle a...

Elle n'était pas rancunière, quoi.

Non, non. Et puis, en fait, là, en l'occurrence, les attaques contre elle, ce n'étaient pas des articles de journalistes qui ont proposé « Est-ce qu'on pourrait faire un angle sur Rima Abdoul Malak ? » Parce que d'ailleurs, si on l'avait fait, ça aurait sûrement été un angle plus constructif et avec du contradictoire. Alors que là, ça a été juste le choix du directeur, sans passer par la conférence de rédaction, de décider qu'il y aura une tribune dessus. Gaspard Proust, qui a fait sa chronique dessus, et le choix du directeur de rajouter une question dans l'interview de l'élue de droite, de lui poser la question à cet élu. Donc, ça ne venait pas du tout de la rédaction.

C'est le directeur qui choisissait les tribunes ?

Non. Il y avait un responsable du service tribune. Après, quand le directeur décide qu'il y aura une tribune, il y aura une tribune.

D'accord.

Et on avait essayé d'amoindrir tout ça en amont. Et ça aurait pu être pire. (rires) On avait obtenu quelques compromis. Donc, ça aurait pu être pire, mais malgré tout, c'était quand même pas acceptable.

D'accord. Je vois. Du coup, pour enchaîner sur la grève, est-ce que, toi, tu avais pressenti un peu la tournure des événements dans le journal ?

Alors, dès l'instant où on sait qu'on va être rachetés par Vincent Bolloré et par le groupe Vivendi, on sait grosso modo que ça va se finir comme ça. On n'a pas les détails, bien sûr, mais qu'à un moment donné, ça ne se finira pas bien. Parce qu'il y avait les précédents I-télé, Europe 1, le service des sports de canal, etc. Les procédures d'OPA, c'est très long. Je crois que ça... Quand je suis arrivée, donc, 5 ans avant, il y avait les premières rumeurs. Et donc, ça s'est fini là, cette année. Donc, ça a été très long. Du coup, à toutes les étapes, on se dit « ça peut encore changer, peut-être que l'OPA ne va pas marcher, ou autre ». Mais au bout d'un moment, ça se précisait quand même. On sentait que, bon, voilà, le rachat allait être effectif. Et que, donc, oui, on ne savait pas... Moi, je ne pensais pas que ça allait nous tomber dessus si vite. Et je ne pensais pas que ça nous tomberait dessus de cette forme-là. Ça, c'était peut-être plus dur à anticiper. Mais on savait que le rachat allait être effectif d'ici la fin de l'année. Dans la presse, quand on est racheté par un nouvel actionnaire, ou un nouvel propriétaire, ça ouvre ce qu'on appelle une clause de cession. C'est l'équivalent d'un plan de départ. Ça permet aux gens de partir avec des indemnités et avec la possibilité de toucher des allocations chômage par rapport à une démission. Les clauses de cession, c'est fait justement pour protéger l'indépendance des journalistes. Et donc, on savait qu'à un moment donné, il y aurait une clause de cession. Et je pense que la plupart d'entre nous ont s'était posé la question de « qu'est-ce qu'on allait faire ? ». Moi, j'étais à la fois dans une bonne phase au travail parce que j'avais eu mon CDI pas longtemps avant, j'étais sur des tâches intéressantes avec des collègues que j'appréciais, etc. Mais je m'étais dit « si ça se dégrade et qu'il y a la clause de cession, je pars ».

D'accord.

Donc, on ne peut pas dire que c'est une totale surprise. Disons que quand on a vu Geoffroy Lejeune, là, oui, pour moi, c'était une surprise. Mais qu'à un moment donné, il y a une grève, non, ce n'était pas une surprise.

Ah ouais ? Ah ok, c'est intéressant. Tu t'attendais à... Est-ce que tu avais une idée de ce qui allait peut-être déclencher...Enfin, Geoffroy Lejeune, c'est vrai que c'était très gros, et puis surtout la façon dont ça a été annoncé, c'était très surpris, en fait. Mais est-ce que tu

t'attendais à ce que Jérôme Bégé soit remplacé par quelqu'un qui ferait polémique ou quelque chose dans ce style-là ?

Peut-être, oui. Peut-être un remplacement par quelqu'un avec une ligne éditoriale plus marquée à l'extrême droite. Ou alors, ce qui s'est passé, par exemple, à Paris Match, c'est qu'il y a eu une une qui a été imposée à la rédaction sur un cardinal ultra-conservateur. Et une bonne partie de la rédaction s'est opposée à cette une, et c'est ça qui a été le déclenchement d'une vague de départ à *Paris Match*. Voilà, je m'étais dit, ce sera peut-être ça. À Europe 1, il y a eu tout un tas de choses. Au service des sports de Canal, c'est qu'un journaliste a été viré pour n'avoir pas été dans la ligne. Donc voilà, ça aurait pu être plein de choses.

D'accord. Mais en tout cas, un mouvement d'ampleur comme ça, ça ne t'a pas tant surpris, que ça ?

Disons que ça ne m'a pas surpris que l'histoire du JDD se termine mal, si on peut dire ça comme ça. Après, c'est vrai que le jour de la grève, on a tout de suite voté la grève à une écrasante majorité. Et au départ, on entrait un peu dans l'inconnu, on ne savait pas ce que ça allait donner. Je ne m'attendais pas du tout à ce que ça dure aussi longtemps avec une unité dans les voix jusqu'au bout. Parce que par exemple, à Europe 1, il y avait une grève de quelques jours, de mémoire. Donc, voilà.

Du coup, oui, quand la grève a été... Enfin, un tout petit peu avant la décision de la grève, comme tu étais à la SDJ, est-ce que tu étais à l'initiative de la grève, ou est-ce que c'était quelque chose de plus collectif ?

Non, ça a été beaucoup plus collectif que ça. Donc, en fait, c'était un jeudi matin où on a reçu... Enfin, où il y a eu l'info comme quoi Geoffroy Lejeune était nommé à la tête du JDD. Au début, on s'est dit est-ce que c'est vrai ou pas, parce que c'était annoncé dans la presse. Assez vite, quand on a vu que la direction ne nous répondait pas, on a compris qu'il y avait un problème et que sûrement l'info était vraie. Et assez vite, il y a eu la décision de convoquer une assemblée générale. Donc, tous les journalistes qui étaient là, sur place, mais aussi des journalistes en visio. Et, en fait, très rapidement, on avait choisi d'inclure le plus grand nombre, y compris des gens qui avaient choisi de ne pas adhérer à la SDJ. Également les rédacteurs en chef, parce

qu'en fait les statuts de la SDJ prévoyaient que les rédacteurs en chef ne pouvaient pas être dans la SDJ.

Donc, on a fait cette AG. Il y avait aussi des gens du service pub, des gens des ventes, etc. Il y avait plein de pigistes. Donc, c'était beaucoup plus large que les seuls adhérents à la SDJ. Et l'idée de la grève a émergé assez vite. Donc, je dirais qu'en fait, au bureau de la SDJ, disons qu'on a un peu organisé les choses au début, parce que c'est en tant qu'SDJ qu'on pouvait organiser un vote, par exemple. Ou demander un rendez-vous à la direction. Ou envoyer un mail à la direction. Ce genre de choses. Mais la décision était beaucoup plus collective que ça.

D'accord. Est-ce que tu sais combien vous étiez dans la grève en tout ?

Je peux te retrouver ça facilement, parce que si tu veux, je t'enverrai après. Mais chaque jour, on publiait un communiqué de presse avec les résultats des votes. Pour voter la poursuite de la grève. Et sur les votes, il y a toujours le nombre de votants. C'était grosso modo une centaine de personnes.

Ok. Je serai chaud que tu me l'envoies après, ça ne te dérange pas. D'ailleurs, il faut que je te prévienne que la réunion va être coupée, parce que c'est 40 minutes par 40 minutes. Mais du coup, j'ai un deuxième lien et je te l'envoie par mail, puisque j'ai ton mail. Comme ça, si c'est coupé, tu peux juste te reconnecter sur le deuxième lien.

D'accord, ça marche.

Du coup, est-ce que tu peux me dire comment s'est passée ta participation à la grève, en fait ? Qu'est-ce que tu faisais ?

J'étais assez prise par la grève, assez impliquée, parce qu'en tant que membre du bureau de la SDJ, c'est nous qui étions par exemple aux réunions avec la direction. Pour commencer par le début, en fait, assez rapidement, le premier week-end qui a suivi la grève, on s'est dit que finalement, on avait énormément de tâches à faire, parce qu'en fait, une grève, c'est beaucoup de boulot. Et donc, on s'est organisé en petits groupes. Il y avait un petit groupe qui gérait la communication, donc c'est eux qui faisaient les communiqués de presse tous les jours, qui envoyaient les communiqués de presse à l'AFP, qui répondaient aux demandes des confrères d'autres médias qui nous posaient des questions, qui imaginaient des actions aussi. Il y avait un

groupe qui essayait plutôt de regarder la partie juridique. Il y avait quelques personnes qui s'occupaient de faire le vote électronique chaque jour, parce qu'il fallait s'assurer qu'on avait bien toutes les adresses mails de tout le monde, etc.

On a fait plein de petits groupes qui ont évolué au fur et à mesure du mois de juillet, parce qu'il y a des tâches qui au bout d'un moment n'avaient plus lieu d'être et d'autres qui prenaient le relais. Je m'étais investie dans le groupe communication. En tant que secrétaire du bureau de la SDJ, j'étais aussi assez impliquée dès qu'il y avait une réunion avec la direction. Quand il y avait des réunions avec la direction, il y avait quelques représentants de la direction, il y avait des représentants syndicaux et il y avait des représentants de la SDJ. Il y avait trois parties. Sur la fin, on avait des réunions tous les jours, même parfois toute la journée.

Est-ce que tu as remarqué des moments différenciés dans ta participation ? Tu viens de me dire qu'à la fin, il y avait beaucoup de réunions, mais est-ce qu'il y a eu un peu des étapes.

Oui, il y a eu des étapes, parce qu'au début, tout était à faire et ce qu'on cherchait, c'était à engranger, à voir si on pouvait faire plier la direction ou au moins infléchir la direction dans un certain degré. Et d'un autre côté, on cherchait à tirer plein de soutien. On a eu une tribune de soutien le premier week-end. Il y a eu aussi, quelques jours après le début de la grève, une soirée organisée par RSF et auxquelles on avait été impliqués. Certaines personnes ont énormément travaillé pour organiser cette soirée. Je dirais que ça, c'était la première phase. Après, il y a eu une phase plutôt pour structurer les choses, à la fois structurer nos revendications, structurer notre organisation... (la réunion est coupée)

C'est bon ?

Oui, c'est bon.

Ok. Bah désolée pour ça. Ça t'a coupé un peu.

Non, non, pas de problème. Je crois que je disais qu'il y a eu une phase aussi pour structurer les choses.

Ouais, c'est ça.

Et puis ensuite, peut-être la dernière phase où les choses se sont un peu accélérées, où on sentait qu'on était proche de sortir de la grève.

Comment tu as senti ça ?

En fait, dans les réunions avec la direction, à un moment donné, ça a basculé dans des réunions de négociations dans ce qu'on appelle un protocole de sortie de grève ou un accord de fin de conflit. Et donc, c'était tout nouveau pour moi, mais ce sont des négociations où on demande plus que ce qu'on veut, ou alors on lâche sur un truc, mais on ne veut pas lâcher sur autre chose, etc. Et il y avait un moment donné où, en tout cas, c'était mon sentiment, j'avais l'impression qu'on n'obtiendrait rien de plus que ce que la direction nous avait donné. Alors, il y a eu une phase, par exemple, où la direction a posé un ultimatum, et nous, on s'était dit que ce n'était pas acceptable. On était conseillés par un avocat qui nous a dit que pour lui, c'était qu'un ultimatum. Et donc, à ce moment-là, on a décidé de ne pas lâcher, et la direction a dit « OK, on rompt les négociations ». Il y avait eu un communiqué de presse d'Arnaud Lagardère pour dire « négociations non plus », etc. Mais finalement, ils sont retournés à la table des négociations, et on a pu obtenir un petit peu plus. Bien sûr, on n'a pas obtenu sur nos revendications fondamentales qui étaient que le directeur ne soit pas Geoffroy Lejeune, et qui était de renforcer notre charte de déontologie, mais voilà. Il y a un moment, une phase d'accélération, où on sent que... Enfin voilà, moi j'avais le sentiment qu'on n'obtiendrait rien de plus, mais qu'à l'inverse, on pouvait perdre beaucoup. Et donc, voilà.

Juste avant que ça coupe, tu m'as parlé des tribunes de soutien, et du soutien en général, et en fait, comme tu étais un peu à la communication, ça m'intéresse de savoir comment vous avez fait pour obtenir le soutien, parce que c'était assez massif quand même, ce soutien, il y avait beaucoup d'intellectuels, des politiques etc. Du coup, comment ça s'est passé pour obtenir tout ça ?

Parfois, il y a des gens spontanément qui sont venus vers nous en disant « j'aimerais faire une tribune de soutien ». Parce que parfois, ça venait comme ça. En fait aussi, ce qui était assez impressionnant, c'est que les journalistes du JDD, pour la plupart, avaient des très gros carnets d'adresses. Moi, je suis encore jeune journaliste, donc je n'avais pas ça, mais du coup, ils pouvaient tout simplement discuter avec leurs sources, parce qu'il y a des contacts qui nous

envoyaient des messages en disant « je suis désolé pour vous », des choses comme ça. Et donc, tout simplement, en discutant, on peut dire « vous savez, tous les soutiens sont bons à prendre, et c'est utile pour nous d'avoir des soutiens publics ». Et donc, les choses se faisaient comme ça. Et c'est vrai que c'était assez impressionnant.

Moi, ça m'avait pas mal réconfortée au début de la grève de voir que collectivement, on avait réussi à faire tout ça, à faire parler de nous, à s'organiser comme ça, et de voir qu'il y avait beaucoup de gens qui nous soutenaient.

Tu t'y attendais ou pas du tout ?

Je ne sais pas. (rires) Je ne peux pas trop te répondre. Non, je ne m'attendais pas forcément à ce que ce soit aussi massif. Après, massif, bon, c'est vite oublié. On parle de nous pendant la grève et puis ensuite... Et puis ça, c'est... Y a aucun élu de droite, par exemple, qui a signé une tribune de soutien. Ça s'est arrêté. Y a des élus d'Horizon, de Modem, de Renaissance, donc de la majorité présidentielle, mais pas d'élus des Républicains, par exemple.

Est-ce que tu peux me dire comment se déroulait ta journée pendant la grève ? Genre, une journée typique en grève.

C'était toujours assez différent, mais... J'avais quand même des grosses journées, parce qu'on avait plein de trucs à faire, mais en fait, on passait beaucoup de temps au téléphone avec les autres membres du bureau de la SDJ pour faire des points en permanence. On passait aussi beaucoup de temps en visio avec notre avocat. On avait des AG presque tous les jours.

À la rédaction ou en ligne, excuse-moi ?

Alors, les deux. En fait, moi, pendant la grève, je suis allée à la rédaction tous les jours, presque, parce que c'était un moyen de se réunir, d'être ensemble. Comme ça, on était déjà sur place quand il fallait voir la direction. Et en général, on faisait des AG soit sur la terrasse ou dans la grande salle de rédaction, quand il n'y avait pas notre directeur. Je parle de Jérôme Béglé. Mais la plupart du temps, en fait, on était seul à notre étage, vu que quasiment tout le monde était grévistes. Donc, j'allais à la rédaction. On avait des AG presque tous les jours, avec en général une partie des gens qui étaient sur place et une partie qui était en visio, et qui pouvaient durer assez longtemps selon ce qu'on avait à décider. Les AG, c'était pour choisir si on poursuit la

grève ou pas. Si oui, comment on s'organise pour le vote. On faisait des votes électroniques, donc à quelle heure on vote ? Jusqu'à quand on vote la poursuite de la grève ? On faisait aussi des AG pour discuter de nos actions. Est-ce qu'on fait un rassemblement à tel endroit ? Est-ce qu'on publie ? On avait publié une lettre ouverte à Emmanuel Macron, par exemple. Des choses comme ça.

Tout ce qui était un peu organisation, dire qu'on a besoin d'aide, de quelques personnes qui nous aident pour faire nos pancartes, et puis aussi tout simplement parler stratégies, revendications, et qu'est-ce qu'on voulait absolument, à quoi on était prêt à céder, etc. Donc, les AG, c'était quand même une partie importante de la journée. On avait aussi pas mal d'échanges avec les représentants syndicaux, parce qu'en fait, il y avait des élus syndicaux au JDD, mais pas de délégués syndicaux, c'est-à-dire pas des gens qui peuvent signer un accord avec la direction. Les délégués syndicaux, ils étaient dans les autres services de l'entreprise, comme Paris Match, par exemple. Donc, on était pas mal en dialogue avec eux. Après, il fallait... on prenait du temps aussi avec mon petit groupe communication pour faire le communiqué de presse du jour, par exemple, pour publier sur les réseaux sociaux, répondre aux demandes des journalistes. Voilà.

Ok. Donc, c'était chargé, quoi.

Ouais, c'était chargé.

Plus qu'une journée de travail normale, ou pas ?

Ben... Ouais, franchement, j'ai passé un peu le mois de grève dans une machine à laver, quoi !

La tête dedans, tout le temps.

Ouais, c'est vrai qu'il y avait des moments où il n'y avait pas trop de choix, en fait. Et je trouve qu'on s'est plutôt bien organisés pour, justement, que tout le monde, tous ceux qu'ils souhaitaient puissent aider, et que personne ne soit sous l'eau, etc., pour se relayer aussi, parce que c'était beaucoup de stress. Donc, des moments où on coupe et on sait qu'on peut compter sur les autres. Après, en tant que membre du bureau, on était forcément beaucoup plus sollicité, et il y a tout un tas de choses qu'on ne pouvait pas déléguer. Par exemple, quand on avait une réunion avec la direction, ça pouvait prendre deux heures ou ça pouvait prendre toute la journée. Et puis, on fait une réunion, puis après, on fait un débrief. Après, on appelle notre avocat pour lui dire ce

qu'il s'est dit, qu'est-ce qu'il en pense, etc. Et ça faisait que, des fois, je quittais le journal à 20 heures ou 21 heures, alors que...Oui, je faisais...Et le tout dernier jour, moi, je suis partie à 2 heures du mat.

(Étonnée) Ah bon ?

Oui.

Par nostalgie ou parce que tu avais du travail ?

Non, non, je veux dire, le dernier jour de la grève, quand on a signé l'accord de fin de conflit, en fait, jusqu'au dernier moment, il y a eu des allers-retours entre la direction, les syndicats, la SDJ, etc. Et il y avait aussi du boulot pour préparer notre communiqué de presse pour dire qu'on sortait parce qu'on voulait pas...Comment dire ? On voulait que ce soit annoncé avec nos mots.

Ouais.

Plutôt que les mots de la direction, par exemple. Et voilà, c'est ce qui fait qu'on est restées aussi tard ce soir-là.

D'accord, ok. Et du coup, au sein du mouvement, tu t'entendais bien avec tout le monde ou est-ce que parfois il y avait eu des désaccords ?

Franchement, je me suis plutôt bien entendue avec tout le monde. Moi, de base, je m'entendais très bien avec mon service, c'est-à-dire avec le Web. On était une équipe assez jeune et assez soudée. Et en fait, c'est vrai que la grève, ça a été l'occasion aussi de parler et travailler avec tout un tas d'autres gens qui travaillaient dans d'autres services et avec qui je parlais, bien sûr, on se connaissait, on a déjà travaillé ensemble, mais pas à ce point-là. Donc, ça m'a même permis de redécouvrir certaines personnes et globalement, ça s'est bien passé.

On a souvent pris des verres ensemble pour décompresser ou pour relâcher un peu notre stress et nos doutes quand on en avait. Bien sûr, il peut y avoir du stress, des tensions qui font qu'en AG, parfois, ça pouvait être compliqué. Et là, nos rôles en AG, c'était de faire circuler la parole pour que tout le monde puisse donner son avis sans qu'il y ait de crispations ou d'engueulades. Mais au final, pendant le mois de grève, il n'y a pas eu vraiment d'engueulades, justement. Et

jusqu'à la fin, le dernier vote, c'était quasiment unanime. Les votes ont été quasiment unanimes tout au long du mois de grève.

Et même toi, personnellement, tu n'as pas eu de soucis au sein de ton équipe ou avec d'autres personnes du mouvement ?

Non.

Vous étiez combien au web, au fait ?

On était une quinzaine en comptant les pigistes.

Et vous étiez à part dans la rédaction ?

Un petit peu. La configuration des locaux faisait que on était un petit peu à part. Et aussi parce que quand on travaille au web, on a un rythme de travail assez différent des autres. Donc, tout simplement, on croise moins les autres journalistes. Mais grosso modo, ça se passait très bien. Ce n'était pas deux entités en une.

D'accord. OK. Et du coup, comment toi, tu vois la conclusion du mouvement ? Est-ce que pour toi, c'est un échec finalement ou il y a quand même de la réussite ?

Factuellement, c'est un échec parce que le JDD tel qu'on le connaissait, l'identité du JDD n'existe plus. Parce qu'on n'a pas réussi à faire changer d'avis, la direction. On n'a pas réussi à renforcer la charte de déontologie. Après, en fait, moi, je ne m'attendais pas à ce qu'on obtienne gain de cause sur ces points-là. Parce qu'on sait, pour l'avoir vu dans les autres médias où ça s'est passé, on sait que quand le groupe Vivendi rachète un média et qu'il y a une grève et qu'il y a un mouvement social, il ne change pas d'avis.

Donc, moi, j'avais commencé en me disant, on n'obtiendra pas gain de cause, mais on doit essayer quand même. On ne sait jamais. Et on se doit d'essayer pour juste pouvoir se regarder dans une glace et se dire qu'on a essayé. Et aussi pour faire parler de nous. Et que les gens à l'extérieur, à la fois le grand public, les gens comme toi et moi, mais aussi les gens de la sphère politique, la sphère des décideurs, aient conscience de ce qui se passe, de la gravité de ce que c'est. Et que déjà, ça fasse peut-être une prise de conscience.

C'est pour ça qu'à un moment donné, on avait essayé de beaucoup orienter notre mouvement vers, par exemple, le fait de faire une lettre ouverte à Emmanuel Macron ou de demander un rendez-vous avec la ministre de la Culture. Ce n'était pas pour qu'Emmanuel Macron vienne nous sauver, on n'est pas naïfs, ou qu'il nous dise, je vais faire une loi, je vais tout changer. C'était plutôt pour que des acteurs politiques s'emparent de ce sujet-là. Et en fait, il y a eu plusieurs députés aux sénateurs qui ont déposé des propositions de loi pour essayer de renforcer l'indépendance des rédactions.

C'est encore en cours. Le problème, c'est que d'ailleurs, ça a fait parler cet été, et puis maintenant on en parle moins, mais c'est toujours en cours. Et ça a aussi poussé Emmanuel Macron, ce n'est pas que ça bien sûr, mais à lancer les états généraux de l'information, parce que c'était une de ses promesses de campagne qu'il avait censé se repousser. Et donc là, finalement, il les a lancées. Bon, au final, il va sûrement rien déboucher de tout ça. Et encore une fois, on s'y attendait, on n'est pas naïfs, mais on voulait quand même faire parler de nous. On voulait aussi que nos lecteurs sachent ce qui se passe, pour qu'ils ne se fassent pas avoir par le nouveau JDD, tout simplement. Donc, de ce point de vue-là, je dirais que, voilà, je pense qu'on a quand même réussi à inscrire les thèmes d'indépendance, de pluralisme, etc., dans le débat public. On a fait parler de nous, on est devenu la grève la plus longue de l'histoire moderne de la presse. Donc, voilà, c'était toujours ça.

Et après, sur un plan pratico-pratique, on a pu obtenir que quasiment tous ceux qui souhaitaient partir du journal puissent partir dans de bonnes conditions, y compris les pigistes, y compris les CDD. Et ce qu'on voulait, c'était, on ne voulait pas lever la grève et reprendre le travail en attendant d'avoir notre rupture conventionnelle. Parce que pour moi et pour tous mes collègues, il était inconcevable de retourner travailler comme si de rien n'était, sous les ordres de Geoffroy Lejeune. Et donc, on a obtenu une dispense d'activité, ce qui a permis qu'en gros, on a levé la grève. Le jour J, quasiment, presque la moitié des gens ont envoyé un mail aux ressources humaines pour dire « je veux bénéficier de la rupture conventionnelle collective ». Et ensuite, on était dispensé d'activité jusqu'à la fin du délai légal, avant d'être officiellement sortis des effectifs. Donc, au moins, ça, ce n'est rien, comment dire, c'est juste pour nous, c'est juste pratico-pratique, c'est pas pour l'indépendance de la presse ou quoi, mais au moins, ça permettait aux gens de pouvoir partir dans de bonnes conditions et notamment tous ceux qui étaient précaires ou qui avaient un peu peur de pas toucher le chômage, etc., ont pu partir.

D'accord. Justement, est-ce que pour toi, cet objectif de mettre le sujet dans le débat public, il est arrivé pendant le mouvement, genre un peu dans le déroulement du

mouvement, quand vous avez su que finalement, vous n'arriverez pas à faire changer la direction d'avis, ou est-ce que c'était un objectif que vous aviez en tête dès le début ?

On l'avait dès le début. Dès le début, on ne voulait pas mourir en silence, on voulait faire parler de nous, on voulait secouer un peu les politiques sur cette question-là. Et puis, quelque part, faire en sorte... voilà, la direction, enfin, ce n'est pas la direction, l'actionnaire du journal nous a imposé un truc qui était horrible pour nous et qui, pour la grande majorité d'entre nous, signifiait qu'on allait partir à contre-cœur du journal. Et on s'est dit, au moins, on ne va pas leur rendre la partie aussi facile que ça.

D'accord. Et est-ce que le mouvement a eu un effet particulier sur ta vie perso, ta vie quotidienne ?

Forcément, pendant la grève, ça m'a pris énormément de temps. Parce qu'en fait, je faisais des plus grosses journées que mes journées de travail habituelles. Et forcément, quand je rentrais, je ne rentrais pas en laissant ça sur mon palier, quoi. Je rentrais aussi chez moi avec mes inquiétudes. Donc forcément, ça pèse sur la vie personnelle et sur mes... J'ai pas vu beaucoup mes amis dans cette période-là. Mon compagnon m'a pas beaucoup vue non plus (rire). Après, je savais que c'était pour un temps limité, donc ça s'est bien passé.

Mais t'étais soutenue dans ton action par ton entourage ?

Oui, globalement, j'étais soutenue. Ce qui est hyper important parce que tout le monde ne l'était pas. Donc oui, globalement, j'étais soutenue.

D'ailleurs, je voulais te demander, mais est-ce que tes parents étaient journalistes ? Ou sont journalistes, d'ailleurs ?

Non, pas du tout. Ils sont pas du tout de ce milieu-là. Ma mère est... Enfin, bref, voilà.

Non, mais qu'est-ce qu'ils font ?

Ma mère est formatrice et mon père est assistant maternel. Il garde des enfants.

D'accord, ok. Et j'ai une dernière petite question. Est-ce que tu considérerais que ta vision de la profession a changé après le JDD ?

Oui, sûrement. Je dirais que je suis peut-être plus lucide. Il y a peut-être tout un tas de choses qu'au fond je savais, mais quand ça nous arrive à nous, quand ça nous tombe dessus, forcément ça prend tout de suite plus de force et d'ampleur. Donc voilà, tous les soucis, toutes les questions d'éthique et d'indépendance qui traversent la presse en ce moment, j'en ai plus conscience aujourd'hui.

Je pense que ça m'a ramenée un peu aux fondamentaux de mon métier aussi. Parce que comme dans tous les métiers, on peut avoir tendance à faire notre travail au jour le jour. Et ce type de moment, ça nous pousse aussi à revenir aux fondamentaux, à l'éthique, à pourquoi on fait ce boulot-là. Et donc voilà, je pense aussi que peut-être qu'il y a un côté où j'ai moins d'illusion ou de naïveté par rapport au métier aussi. Parce que cette grève, ça a été énormément de solidarité entre nous, et d'ailleurs avec les lecteurs aussi, avec nos soutiens et tout. Ça a été un peu une aventure collective où on s'est tous surpris à être hyper créatifs, productifs, soudés, etc. Mais ça a quand même été par moments assez violent, ne serait-ce que les discussions avec la direction étaient toujours assez cordiales, mais avec quand même des choses assez violentes.

Par exemple, l'ultimatum où ils ont dit qu'ils brisaient et qu'ils arrêtaient les négociations, ce genre de choses.

Au JDD, il y avait beaucoup d'ancienneté. La moyenne, c'était 18 ans d'ancienneté. Donc, il y a des gens pour qui c'était un cataclysme professionnel et personnel de quitter le journal après 18 ou même 20, 25 ans, 30 ans dans une boîte. Et par rapport à ça, il y avait des demandes auprès de la direction, par exemple de faire un plan d'accompagnement à la formation pour les plus de 50 ans, ce genre de choses, qui ont souvent été balayées par la direction. Pareil, au début, la direction ne voulait pas vraiment inclure les pigistes dans le plan. Et ça, c'est des choses qui paraissent assez violentes, parce que quand on met du cœur dans son travail, quand on s'est investi dans une boîte, que ce soit pendant un an ou pendant 18 ans, et quand on croit en son boulot, quand on croit dans son journal et qu'on voit que tout ça s'est déchiré hyper rapidement, c'est assez violent. Et puis, il y a aussi toutes les insultes en ligne. Voilà, donc peut-être, je pense que ça m'a rendue à la fois plus lucide sur ce métier, plus consciente des enjeux, et peut-être un petit côté moins naïf aussi.

Est-ce que, du coup, maintenant, tu as retrouvé du travail ou tu cherches encore ?

Pour l'instant, je travaille en tant que pigiste. Ce n'est pas en plein temps.

D'accord.

Mais ça va, c'est mieux que rien. Et c'est aussi quelque part mon choix de ne pas me précipiter vers un poste et de commencer par des choses qui me plaisent, justement parce qu'on a pu avoir une rupture conventionnelle et pas une démission sèche, donc ça m'a permis aussi de ne pas être prise à la gorge et obligée de postuler partout, même à des postes qui ne me plaisaient pas, parce que je ne veux pas retourner dans n'importe quel rédac si c'est pour avoir les mêmes problèmes qu'au JDD.

C'est ce que j'allais te demander, en fait. Est-ce que maintenant, tu as l'impression que tu accorderas davantage d'importance à qui détient ton journal, qui dirige ton journal, et tout ça ?

Oui, sûrement. De toute façon, déjà, je ne vais pas postuler pour les médias qui appartiennent à Vivendi, mais je ne pense pas qu'ils me prendraient. Oui, sûrement. Après, on doit forcément trouver un équilibre entre trouver un job qui nous plaît, avec des missions qui nous plaît, et aussi une rédac qui correspond grosso modo à nos valeurs et à notre éthique de travail, et qui donne des garanties d'indépendance, sachant que tout peut changer très vite. Parce que moi, quand je suis arrivée au JDD, on appartenait au groupe Lagardère, et ça ne se passait pas comme ça. Donc, voilà, c'est à chacun de trouver son équilibre et de mettre sa ligne rouge.

D'accord. Et du coup, tu piges dans quel journal, là ?

Pour le moment, je piège à *La Tribune Dimanche*. J'ai donné des formations, et j'ai aussi des dossiers en cours pour d'autres médias, mais qui ne sont pas encore publiés. Donc, tant que ce n'est pas publié, je ne vais pas les dire.

D'accord. Et est-ce que tu fais partie de l'association qui a été créée ?

Oui.

Ça se passe bien ?

Oui. Après, forcément, on est dans une autre phase, parce que pendant la grève, tout notre temps était mobilisé à ça. Et là, maintenant, la vie normale reprend le dessus. Donc, il y en a qui ont retrouvé du boulot. Ceux qui n'ont pas retrouvé de boulot, en fait, ça prend aussi vachement de temps de faire des recherches d'emploi, passer des entretiens, etc., ou faire des pièges, comme ce que je fais actuellement. Donc, on a beaucoup moins de temps. Donc, forcément, les choses avancent moins vite. Et pour l'instant, on est très modeste par rapport à nos ambitions. Mais au moins, ça existe et on est content de ça.

Ok.

On avait envie de pouvoir quand même continuer un peu à porter ce combat-là, encore une fois sans illusion, puisque on ne pouvait plus le porter via le JDD, parce qu'à un moment donné, on savait qu'on n'obtiendrait rien de plus. Du coup, on a essayé de porter ce combat-là par un autre biais.

Tu avais déjà été dans une association avant ?

Non, pas vraiment ce type d'association.

Ok. Je crois que je n'ai pas d'autres questions. Franchement, merci beaucoup, A, pour tout ça.

Je t'en prie.